

## La forteresse chilienne ébranlée ?

Il est mort lundi 5 août à quatre heures, au cours d'une des dernières manifestations de protestation contre le régime du général Pinochet au Chili. Ces « protestas » se sont multipliés depuis le moment où, en 1983, le régime célébrait le soulèvement militaire le plus brutal de l'histoire du pays, dix ans plus tôt. Le long catalogue des violations des droits de l'homme au Chili n'a d'égale que celui des vocables qui prétendent les autoriser : état de siège, d'urgence, de péril, de catastrophe se sont succédés à un rythme infernal. Les quelques rares tentatives d'ouverture ont toutes échoué. Elles ont été suivies d'un long cortège répressif.

Le Chili a aujourd'hui le triste privilège d'être le seul pays d'Amérique du Sud, avec le Paraguay de Stroessner, à être dirigé par des militaires. Son isolement, périodiquement souligné, s'est accentué avec une lente évolution de la position de Washington, de plus en plus gêné par un aussi encombrant allié. Les missions des différentes organisations des droits de l'homme n'ont pu que démontrer les multiples violations d'un régime qui ne s'embarrasse guère de la vie de ses opposants.

Le général Pinochet, toujours présent, doit pourtant faire face depuis quelque temps à une contestation de plus en plus vive, qui l'a conduit à un relatif desserrement de l'état répressif. Ainsi l'état de siège a-t-il été levé. La presse bénéficie d'une très fragile « liberté ». Le meurtre, en mars dernier, de trois opposants a entraîné l'arrestation de quatorze carabiniers, dont plusieurs officiers impliqués dans cet assassinat. La démission du directeur de ce corps de police - l'un des quatre membres de la junte - a précédé l'arrestation, lundi, de trois autres policiers dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'un étudiant. Autant de signes inhabituels dans un pays généralement enclin à cacher ses excès.

La forteresse autoritaire serait-elle ébranlée ? Le Chili est le premier pays d'Amérique latine à avoir eu avant la guerre un gouvernement de front populaire, et la vie politique a une tradition qui ne s'apparente pas à celles des républiques bananières. La démocratie chrétienne, force d'opposition la plus importante et centre de gravité politique du pays, a et aura son rôle à jouer. Le bref enlèvement, dimanche dernier, de la fille de l'ancien ministre et dirigeant démocrate-chrétien Alejandro Hales témoigne à sa manière de la vigueur de ce courant. Lundi encore, l'opposition chilienne a réclamé la démission du général Pinochet en raison de la « compromission » du gouvernement militaire avec la violence « institutionnelle » sévissant dans le pays.

Les images de la répression policière dans le cimetière où sont ensevelis les trois opposants assassinés ne doivent pas faire oublier que si le pouvoir est en difficulté il n'est pas prêt à renoncer à ses pratiques. La prochaine visite d'une mission du Parlement européen, composée de représentants - de diverses tendances politiques - français, allemands et britanniques, à la fin du mois d'août, permettra peut-être de sensibiliser les dirigeants chiliens à l'image de plus en plus négative d'un régime qui fêtera alors le douzième anniversaire du putsch qui l'a amené au pouvoir.

## DÉCONVENUE A CASABLANCA

### L'absence du souverain saoudien compromet le sommet arabe

Avant même son ouverture, mercredi 7 août, à Casablanca, le sommet arabe convoqué par le roi Hassan II semble compromis par de nombreuses absences, dont celle, annoncée lundi, du roi Fahd d'Arabie saoudite, qui sera représenté par le prince héritier Abdallah. L'Égypte espère cependant que cette réunion lui permettra de franchir un pas de plus sur la voie de la réintégration au sein de la Ligue arabe.

De notre envoyé spécial

Casablanca. - La décision du roi Fahd d'Arabie saoudite de ne pas participer personnellement au sommet extraordinaire de Casablanca et de s'y faire représenter par le prince héritier Abdallah, a fait ici l'effet d'une douche froide. Elle a porté un coup sévère aux espoirs de ceux qui croyaient que la rencontre de Casablanca mettrait fin au diktat du « consensus », ainsi que l'écrivait, lundi matin, l'éditorialiste de l'« Option » de Rabat.

Ceux qui estimaient que « jusqu'à maintenant la règle du consensus a constitué un handicap insurmontable pour toute action ou prise de position efficace au sein de la Ligue arabe » considéraient sur la présence du souverain wahabite pour faire de ce sommet « un précédent et prouver que la majorité des pays arabes refusent désormais le diktat de ceux qui brandissent la règle du consensus pour couvrir des politiques qui, objectivement, ne font que le jeu des ennemis de la cause arabe ».

Pour les plus pessimistes des « spécialistes » des sommets arabes,

l'absence du roi Fahd, sans lequel aucun sommet arabe digne de ce nom n'est pensable, a déjà sonné le glas de la réunion. En effet, à moins d'un retournement de dernière heure, trois seulement des principaux dirigeants ou chefs d'État arabes, c'est-à-dire le roi Hassan II du Maroc, le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, seront présents mercredi 7 août à l'ouverture du sommet. Parmi les principaux absents, figurent, outre le souverain wahabite, le président Hafez El-Assad de Syrie, le président Chadli Boudjedid d'Algérie et le colonel Kadhafi de Libye. De plus, on croit de moins en moins à l'arrivée de l'émir Jaber du Koweït, fort préoccupé, dit-on, par les affaires de son pays, et certains même affirment que le président Saddam Hussein d'Irak, « retenu par les nécessités de la guerre contre l'Iran », ne sera pas au rendez-vous.

JEAN GUEYNAS.

(Lire la suite page 4.)

## LE RAPPORT SUR LA CATASTROPHE DE FLAUJAC

### M. Quilès veut accélérer l'équipement des voies uniques

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, devait présenter à la presse, ce mardi 6 août, dans l'après-midi, les conclusions qu'il tirait du rapport que lui avait remis la veille M. Chadeau, président de la SNCF, sur la catastrophe ferroviaire de Flaujac (Lot), survenue le samedi 3 août.

Bien qu'il apparaisse que les moyens techniques ne soient pas en cause, dans le cas précis de l'accident de Flaujac, M. Paul Quilès devait faire l'évaluation du système de sécurité de la SNCF. La tendance est évidemment d'équiper d'abord les lignes où passent le maximum de trains. Mais le ministre considère qu'un effort doit être fait pour accélérer la mise en sécurité des voies uniques, même si cela requiert des investissements importants, de l'ordre de 5 milliards de francs, et même si est avéré qu'aucun système ne met totalement à l'abri des erreurs humaines.

Afin de souligner l'importance de l'effort financier qui serait à accomplir, M. Quilès devait rappeler que le chiffre d'affaires du réseau de voies uniques, qui s'étend sur 9 000 km, est de l'ordre de 700 millions de francs par an.

Tout en annonçant son intention d'accélérer le mouvement de modernisation, le ministre devait attirer l'attention sur les dangers qu'il y aurait à plaquer un sys-

tème entièrement automatisé sur un réseau où joue encore profondément l'intervention des hommes.

On se tromperait en voulant par trop précipiter les choses, considère M. Quilès, qui n'entend pas pour autant décharger la responsabilité des pouvoirs publics dans l'effort d'investissement qui va être demandé.

Par ailleurs, le parquet de Cahors a requis, lundi 5 août, l'inculpation pour homicides et blessures involontaires du chef de gare d'Assier (Lot), M. Yves Salens, qui a reconnu devant les gendarmes avoir donné, par erreur, le feu vert au départ de l'autorail Rodez-Brive. Il appartenait maintenant à M<sup>me</sup> Françoise Fajolles, qui fait office de juge d'instruction en l'absence du titulaire du poste en congé d'été, de décider si elle donne suite aux réquisitions du parquet et inculpe M. Salens.

(Lire page 8 l'article de FRANÇOIS SIMON : « Le prix de la sécurité ».)

## Consensus ?

par ANDRÉ FONTAINE

Le débat sur la cohabitation se mue, peu à peu, en débat sur le consensus. On ne peut que s'en réjouir. Que deviendrait une France où le gouvernement tirerait à huis et le président à dia ? L'après de la compétition internationale lui interdirait, à elle seule, de se payer ce luxe.

Que beaucoup de gens en prennent conscience contribue sans doute à expliquer la constante montée de la cote de Raymond Barre, lequel ne fait pas mystère de son allége à toute cohabitation. Les admirateurs de Georges Marchais et ceux de Jean-Marie Le Pen ne pensent pas autrement, il semble bien que la majorité de nos compatriotes, pour le moment, soit hostile à cette formule.

Vatéri Giscard d'Estaing et Jacques Chirac n'en professent pas moins qu'il n'en est pas d'autre possible aussi longtemps que François Mitterrand refusera, comme c'est son droit le plus strict, de remettre son mandat en question. Mais il va de soi que, dans leur esprit, ses interventions devraient être réduites au minimum. Pour V.G.E. apparemment ce n'est pas un problème, puisque, mis à part les pouvoirs exceptionnels que l'article 18 lui confère en cas de crise, le rôle du chef de l'Etat est sensiblement le même dans la Constitution de 1958 et dans celle de 1875.

La lettre lui donne raison, mais pas la pratique. Sous la III<sup>e</sup> République le président n'exerçait qu'une partie de ses prérogatives depuis que M<sup>me</sup> Adolphe pour avoir voulu en jouer pleinement, avait été déposé par le peuple souverain. De Gaulle, au contraire, a voulu faire de l'Elysée la clé du système institutionnel, afin de donner au pouvoir exécutif la durée et l'autorité, qui lui avaient fait cruellement défaut sous les deux Républiques précédentes.

A quoi s'ajoute que le chef de l'Etat étant aussi celui des armées, il se trouve l'unique détenteur du droit d'utiliser l'arme nucléaire, droit que la rapidité des décisions requises interdit à l'évidence de partager. Compte tenu du rôle central dévolu, dans l'élaboration de la politique extérieure, à l'existence de la force de dissuasion, on voit mal comment son unique utilisateur concurrencerait ne pas y être associé étroitement. Cette raison suffirait, à elle seule, à ce qu'il ne se contente pas, pour reprendre la formule consacrée, d'inaugurer les chrysanthèmes.

(Lire la suite page 6.)

## Le Vatican saisi par la géopolitique

### I. - L'anti-Machiavel

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Jean-Paul II se rendra en Afrique du 8 au 19 août. Ce voyage, qui le conduira dans sept pays (Togo, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Centrafrique, Zaïre, Kenya et Maroc) sera son troisième et plus long déplacement sur le continent noir.

Cité du Vatican. - « Dieu est partout mais Jean-Paul II l'a précédé ». Cette boutade qui court les palais apostoliques témoigne, certes, de l'acrimonie de certains à l'égard d'un « pape non résident », en tour du monde permanent, mais aussi du caractère planétaire d'un message

qui dépasse la communauté des croyants. De la fœdre ouverte sur la place Saint-Pierre, ses prédécesseurs se sont toujours adressés au monde, mais jamais leur voix n'a porté aussi loin que celle de Jean-Paul II, car à la force de la parole il a associé le charisme de la présence (vingt-huit voyages en moins de sept ans de pontificat).

De monarque-diplomate du petit Etat du Vatican, le pape est devenu le « pasteur universel », selon l'expression qui figure pour la pre-

mière fois de l'histoire de la chrétienté dans l'annuaire pontifical à la suite du nom de celui qui est le 264<sup>e</sup> successeur de Pierre. Même les grands Etats doivent désormais compter avec cette « offensive » de la parole qui tend à faire accepter la légitimité de la question morale dans les débats internationaux. Les ambassadeurs de pays socialistes (qui, à l'exception de la Yougoslavie, n'ont pas de représentation au Saint-Siège) suivent avec attention ce qui se trame au Vatican. Les Etats-Unis de M. Reagan - qui ont établi en 1984 des liens diplomatiques avec le Saint-Siège - cherchent à faire bénéficier leur politique de la caution papale, et Rome, de son côté, a joué les médiateurs entre l'Argentine et le Chili dans le règlement du conflit séculaire du canal de Beagle.

Et pourtant, plus que d'une diplomatie au sens traditionnel du terme, leurs Assurément, d'abord, au tempérament et au charisme d'un homme qui a rompu avec la tradition des papes diplomates : malgré la diversité de leurs personnalités, ses prédécesseurs avaient, pour la plupart, en commun leur carrière dans la curie. Jean-Paul II n'est pas de ce clan, et loin de chercher à minimiser cette extranéité, il en a fait un style, inaugurant une nouvelle manière de diriger l'Eglise en incarnant à la première personne la politique mondiale du Saint-Siège.

Autant Paul VI, par sa foi aussi ardente qu'inquiète, avait démythifié la papauté, autant Jean-Paul II tend à en faire un instrument messianique. Son action planétaire traduit en réalité sa conception de l'Eglise et sa conviction du rôle de ferment qu'elle est appelée à jouer en cette fin du deuxième millénaire de la chrétienté.

(Lire la suite page 4.)

de l'Eglise de Paul VI fut d'être autant celle des questions que des réponses : devant la diversité des situations historiques, le pape se refusait « à prononcer une parole unique et à proposer une solution universelle ». « Du reste, ce n'est ni notre ambition ni notre mission », écrivait-il en 1971 à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum*. Jean-Paul II ne semble pas partager de tels doutes et se veut, au contraire, prédicateur de vérité.

L'Eglise de Karol Wojtyła ne cache pas sa mission planétaire. Le pape annonçait dès 1979, devant l'Assemblée des Nations unies, ce qui lui paraît dominer cette fin de siècle : « La confrontation entre la conception religieuse du monde et la conception agnostique et même athée ».

## LIRE

### 3. ARGENTINE

Le bourreau au sourire d'ange.

### 5. IRLANDE DU NORD

La tension monte chez les catholiques et les protestants.

### 7. FAUSSES FACTURES

Les banques font le ménage.

### 11. CULTURE

Les « digressions » par Bernard Frank.

### 12. COMMUNICATION

Les ambitions européennes de M. Berlusconi.

### 17. AGRICULTURE

Un budget de rigueur sélective.

## Le Monde

### SCIENCES

Les TV privées en quête de fréquences

Le lait une nouvelle source de produits chimiques

3000 espèces de cafards

Pages 9 et 10



# enquête

PHOENIX, AMÉRIQUE 1985

## L'avocat, le journaliste et le banquier

par BERNARD GUETTA

Phoenix (Arizona). — Dès le premier regard, cette haute lèvre supérieure et ce visage un peu asiatique convergent tout entier vers elle, comme s'ils avaient quelque chose à dire. Quel autre Américain ?... Quel autre Américain ?...

Et soudain, la lumière fut, tellement incongrue qu'il a été difficile de la retenir : Brejnev ! C'était Brejnev, avant que la malice n'ait déformé ses traits, et il était assis là, sous un jeune cow-boy fourbu contemplant avec intérêt le décor, impeccable dans sa veste de lin tourd, cravaté dans l'air conditionné et tout gentil à quatre-vingt-cinq ans.

L'incongruité était, en réalité, relative. Trois décennies durant, c'est lui qui a fait de Phoenix une petite ville de confiance et de partageant l'objectif d'une croissance appropriée. Frank Snell a, en effet, tout été à Phoenix — économie, presse et politique. Ce n'était pas le totalitarisme, mais le despotisme certain.

### Des gars bien et propres

Venu s'installer à Phoenix, en 1924, pour y faire fructifier ses études de droit, ce fils d'épiciers du Middle-West y avait déjà suffisamment réussi, tout jeune quadragénaire, pour être l'avocat du maire. Alors que les revers, en Europe, n'ont pas encore commencé pour Hitler, il préside aussi le comité chargé d'organiser les fêtes et distractions pour les soldats stationnés dans la vallée, où le ciel clair est propice à l'entraînement des pilotes.

La jeune avocat va alors ouvrir, et pas si indirectement que cela — on la verra, — la voie de la Maison Blanche au républicanisme. Il mobilise une cinquantaine d'hommes d'affaires, les réunit à l'hôtel Adams (aujourd'hui devenu la Hilton, et où se décident tant de choses qu'il était considéré comme la « troisième Chambre » de la législature de l'Etat), fait venir le maire et le conseil municipal, et obtient d'eux, dans la nuit, un grand nettoyage de l'administration de la ville et la nomination, aux places libérées, de « gars bien et propres ».

Le commandement n'en demande pas plus, l'économie locale est sauvée, et l'on vient d'assister à l'écoulement (jusqu'à quel point inconscient ?) d'un nouveau pouvoir, non pas occulte (tout est public), non pas parallèle (il n'en sera longtemps plus de véritable aile) : d'un nouveau régime, en fait. Dans les pamphlets français, cela s'appellerait « les cent familles ». Or, la réalité de Phoenix, c'est le Charter Government Committee qui se reconstruit avant chaque élection municipale pour étudier les candidatures et pour recommander aux électeurs celles que l'élite juge le mieux apte à répondre à l'intérêt

Un avocat fils d'épiciers, un directeur de journal fils de pasteur, un banquier audacieux. Ils n'étaient pas toujours sur la même longueur d'onde. Mais cette triade puissante, contre l'establishment, fonde cette ville fascinante comme le Nouveau Monde.

de la ville — trêve de mots, pour établir une liste et la faire passer.

C'est l'enfance de l'art. Fin 1946, un déjà puissant propriétaire de journaux de l'Indiana, Gene Pulliam, a racheté l'Arizona Republic et la Phoenix Gazette, le quotidien du matin et celui du soir. A ses débuts dans le journalisme, ce fils de pasteur a pu avoir la plume subversive et écrire que « l'histoire du progrès est celle des protestations » ou dénoncer, en 1912, à vingt-trois ans, l'idée que « les droits de la propriété s'emporteraient sur les autres ». Si sa fougue, à cinquante-sept ans, reste entière, elle est pourtant passée au service d'un conservatisme qui lui fera apprécier la macabre : s'engager à fond, en 1950, pour Nixon et contre Kennedy ; déplorer à tout bout d'édition l'excès d'Etat et les continuelles augmentations d'impôts en faveur de tout type susceptible de recevoir une aide sociale ; ou encore purement et simplement interdire à son quotidien de l'Indiana de parler de Robert Kennedy, qui a'y bat dans une primaire démocrate décisive pour sa course à la Maison Blanche.

Si Gene Pulliam peut ignorer, en 1968, la candidature d'un Bob Kennedy, on aura compris comment sa presse va couvrir, juste après guerre, les élections locales de Phoenix.

Gene Pulliam est le deuxième des despotes de la triade, et les drapeaux de l'Arizona seront mis en berne la jour de son enterrement, en 1975, tandis que, au-dessus de sa tombe ouverte, le révérend Nelson discerne en lui « une nouvelle preuve de la différence entre le pouvoir [qui s'étend avec la mort] et l'influence [qui lui survit] ».

Il ne manque plus au tableau que Walter Binson, président de la Valley National Bank et troisième homme de la triade, qui aura fait de sa banque, et de loin, la première de l'Etat grâce à sa politique de prêts, subtilement mais payante. Rattaché et plutôt vif, Binson n'aurait pas Pulliam, qui était un bulldozer, et Frank Snell et Pulliam n'ont pas toujours été sur la même longueur d'onde. Ce n'était pas un mariage, c'était une phalange à laquelle le Charter Government Committee était ce que sont au conseil d'administration les petits porteurs de parts.

Richard Mallory, quarante-huit ans, l'un des principaux associés du Charter Government Committee qui se reconstruit avant chaque élection municipale pour étudier les candidatures et pour recommander aux électeurs celles que l'élite juge le mieux apte à répondre à l'intérêt

crédibilité institutionnelle et donc une capacité à réunir des gens et de l'argent ; Pulliam, évidemment, apportait son journal, et Snell, ses relations politiques, son renom propre et ses clients. » Snell à Pulliam s'adressait, cela va sans dire, de distinguer dans sa clientèle la fine fleur des milieux d'affaires et ceux des républicains qui comptent dans l'Arizona, et donc le plus célèbre d'entre eux, Barry Goldwater, précurseur reconnu de la



Dessin de JACQUES BELLENGER

révolution conservatrice américaine, et dont la candidature à l'élection présidentielle de 1964 avait eu pour seul tort d'être prématurée.

Dépourvus par Pulliam, qui était bon politique, elle avait choqué l'électorat par son radicalisme et sa défense de la « liberté », mais permis de voir aussi que le Parti républicain, lui, était déjà mûr pour ce tournant qu'il a fait, et qui a affirmé sur le plan national. L'aventure donne des idées aux républicains d'un plus grand Etat du Sud-Ouest, et Ronald Reagan, peu après son élection en 1980, rendit publiquement hommage à Barry Goldwater : « Si j'avais pas parcouru cette route solitaire... »

A en croire Russell Pulliam, petit-fils de Gene, c'est son grand-père qui avait convaincu cette future gloire internatio-

nale de se présenter au conseil municipal de Phoenix en 1949. Possible. Ce qui est sûr, c'est que cette date marque la première victoire du Charter Government Committee, dont l'autorité ne s'effritera que dans les années 70 et qui ne connaît sa première vraie défaite qu'en 1983. Qui alors a fait ça ? Faux débat : Goldwater était un homme jeune et de talent, héritier d'une riche famille de la ville, qui avait fait une belle guerre et qu'il n'y avait qu'avantage à pousser.

Pour lui, l'appui du comité était également un formidable atout, et il était son camp. A son retour du front, il avait été l'un des piliers de la campagne — victorieuse — qui allait interdire en Arizona les contrats d'entreprise donnant un monopole d'embauche aux syndicats. Il avait commencé, dès 1948, à secouer l'appareil local du Parti républicain, aveuglément résigné à la totale prééminence des démocrates dans un Etat qui n'était pourtant jamais, après cette année-là, leur donner la majorité dans une élection présidentielle. En 1952, il sera élu sénateur (il est toujours à soixante-seize ans, dénonçant maintenant, en bon libéral, les liens de M. Reagan et de l'extrême droite religieuse), et l'Arizona, basculant totalement, deviendra, pour plus de vingt ans, un bastion républicain.

### La ruée vers le soleil

Richard Mallory : « Vous devez comprendre que, avant ce retournement de l'Arizona, l'Arizona était l'Etat du désert, du bétail et du coton, que la vie politique était contrôlée par les mines, les ranches et les chemins de fer, et que le jeu était fermé aux nouveaux venus. » Or ces newcomers sont, premièrement, déjà très nombreux en 1950 (Phoenix compte, à cette date, 107 000 habitants, soit presque deux fois plus qu'en 1940) et, deuxièmement, ressemblent à un autre monde — celui des industries nouvelles, qui attirent l'attention et l'adoption de la loi sur le « droit au travail », celui aussi des retraités, dont arrivent les premières vagues ; celui, pour tout dire, de la ruée vers le soleil et le développement du Sud.

On n'est pas forcément républicain parce qu'on descend du Nord ou de la côte est. On est, en revanche, forcément contre l'establishment d'un pays à la conquête duquel on se lance, surtout si la majorité des hommes en place ne se réclament du Parti démocrate que pour prêter un conservatisme largement égal à celui d'un Gene Pulliam, mais réfractaire aux bouleversements qu'introduit le début du « boom ». La triade, elle, y est non



seulement favorable, mais veut presser le mouvement, car on n'a jamais vu un directeur de journal hostile à l'élargissement de sa diffusion, un banquier dédaigner la croissance ou un avocat enivré par les cortèges agricoles.

Frank Snell, charmé qu'un journaliste français s'intéresse à lui, a maintenant improvisé une invitation à déjeuner au dernier étage de la tour qu'il partage avec la Valley National Bank, l'un de ses clients. Vus de haut, les résultats du laisser-faire laissent beaucoup à désirer. La ville, la consommation plutôt, puisent plusieurs autres municipalités enserment Phoenix, part dans tous les sens, défilant autour de centres commerciaux dont la localisation n'a d'autre raison que la chasse aux terrains les moins coûteux. Petit à petit, des quartiers ont pris forme : Scottsdale est sophistiqué, Paradise Valley, plus riche, ne l'est pas du tout, et Tempe, autour de l'université, a une librairie vivante, tandis que Chandler vit à l'heure de la haute technologie, et que les cadres dans le vent retapent les vieilles maisons bourgeoises d'Encanto Park.

De véritables équilibres finiront sans doute par se trouver, mais, pour l'instant, les transports en commun sont inexistant (comment les organiser dans une ville sans plan ?), on commence seulement à penser aux équipements culturels (la ville ne perd pas de son pouvoir d'attraction), et la circulation prend des aspects cauchemardesques. Coupable : Gene Pulliam, lui seul, car, découvrant à la fin de sa vie la défense de l'environnement, il s'était appesanti à la construction de villes rapides.

La ville, d'un autre côté, est là, 1 750 000 habitants contre les 60 000 de 1940, et fascinate comme le Nouveau Monde. Frank Snell, qui fut le premier homme de la région à faire installer chez lui l'air conditionné, sans lequel le Sud ne serait pas devenu la Sun Belt : « Nous avions la bien-être de Phoenix dans nos mains. Nous avons fait des erreurs, mais... » D'un geste, Citizen Kane montre sa vallée avant d'éclater de rire : « Ce qui est amusant, c'est, en faisant un effort de plus, c'est que vous ne pouvez rien vérifier de ce que je vous raconte. »

Aujourd'hui, Phoenix est trop grande, trop diverse, de nouveau trop jeune. Une nouvelle génération rêve d'y faire place nette. Ces hommes ont déjà enfoncé pas mal de portes, mais ça, c'est la suite de l'histoire ou l'on verra, jour après jour, un nouvel établissement se chercher.

### Prochain article :

AU BOUT DE LA RÉVOLUTION, LA PRESSE.

## COURRIER DES LECTEURS

### Le sort des otages français au Liban

Nous recevons la lettre suivante de M. Simon El Khoury, fils de M. Carton, l'un des otages français actuellement détenus au Liban :

Le rôle joué par la presse dans l'affaire des otages français — particulièrement depuis l'enlèvement de MM. Jean-Paul Kauffmann et Séverin — a eu un impact considérable sur l'opinion en France et à l'étranger. Mais, je ne le dis pas pour le monde, il est de fait que tel ou tel journal, à vouloir pousser trop loin le « bouchon », risque de compromettre l'action discrète, profonde et patiente menée tant par nos autorités que par les familles directement touchées par cette triste affaire.

Comment ne pas déplorer, par exemple, que les interviews auxquelles nous nous sommes prêtés les uns et les autres, dans l'espoir qu'elles aideraient à rapprocher les points de vue arabe et français, soient restées sans écho dans ces mêmes organes de presse qui les avaient sollicitées ?

D'autres ont cru bon de condamner sans discernement ceux qui, au Moyen-Orient, sont prêts à nous apporter leur aide. Ils ont fait preuve ainsi de leur ignorance de la situation au Liban. Certains hommes politiques ont, eux aussi, par des déclarations maladroites, desservi notre cause : en visite dans la montagne libanaise, on s'est attardé sur les malheurs d'un village, ignorant la détresse des millions de réfugiés libanais vivant dans les camps de réfugiés, appartenant à des ethnies différentes.

Comment dans ces conditions ne pas être découragé ? Des attitudes de cette nature attirent l'attention et consacrent la partition d'un pays qui n'aura pas assez d'un demi-siècle pour panser ses blessures et sécher ses larmes.

Fidèles à leur pays et fiers de ce que celui-ci représente dans le monde, nos diplomates avaient choisi en servant la France de servir

également le Liban. Ils l'ont fait de leur propre gré dans la zone ouest de Beyrouth, où se trouve une partie des bureaux de notre ambassade.

En les élevant, les ravisateurs, semble-t-il, ont voulu faire passer un message. Aussi dure que soit la réalité, nous gardons espoir : nous pensons et vivons avec nos chers absents, mais nous sommes conscients en même temps de la souffrance des familles libanaises qui vivent le même drame que nous.

Le gouvernement français a minuté qu'il comprenait bien la situation en s'appuyant sur le boycottage de l'aéroport de Beyrouth et en multipliant les efforts pour obtenir la libération des nôtres.

Le Liban est une mosaïque de communautés qui aspirent à vivre dans l'égalité, la paix et le respect mutuel. Qui pourrait lui contester ce droit ? Certainement pas la France, qui a toujours soutenu l'unité et la souveraineté de ce pays !

SIMONE EL KHOURY.

### Antoine de Romanet et la Résistance

Le journal Le Monde, dans son édition du 9 juillet 1985, relayait les déclarations du colonel Guingonin qui « assume l'exécution » du vicomte Antoine de Romanet, qu'il se serait, dit Guingonin, « infiltré dans la Résistance » et « fut responsable de nombreuses dénonciations de maquisards ».

J'ai usé de mon droit de réponse en raison de la diffamation prononcée à l'encontre de mon oncle « exécuté » et ai rappelé : que le vicomte Antoine de Romanet a été déclaré « mort pour la France » ;

que, le jour de son exécution, par une démarche faite auprès de l'autorité allemande de Limoges, il a sauvé Eymoudiers, dont l'agglomération — qui a plus de deux mille habitants — devait être détruite ce jour-là dans les mêmes conditions qu'Oradour-sur-Glane ;

que c'est en raison de cette démarche, sur le trajet du retour,

qu'il a été arrêté, considéré comme « traître » et « exécuté » immédiatement.

Puisque le colonel Guingonin, commissaire prise par le journal Le Monde de cette réponse, affirme encore qu'il « maintient pour sa part ce qu'il (...) avait déclaré et se version des faits », je souligne et affirme que Guingonin accuse mais ne prouve et n'a jamais rien prouvé, et que ceux qui ont prononcé les mêmes accusations ont été condamnés par la cour d'appel de Limoges pour propos diffamatoires.

Que celui dont le colonel Guingonin « assume » l'exécution soit déclaré « mort pour la France » est sans doute un vivant reproché à celui qui l'a fait exécuter.

Mais ce reproche existe. Il fait partie de l'histoire. Rien ne l'efface.

LUC DE ROMANET (Paris).

### Jules Moch socialiste

Beaucoup a été écrit et le sera à nouveau sur Jules Moch, collaborateur de Léon Blum ou « père » des CRS. Né en 1955, je ne puis témoigner sur cette période si active de sa vie.

(-) Ayant eu l'occasion de le rencontrer à de nombreuses reprises, depuis 1974, mon engagement socialiste a été éclairé et enrichi par nos entretiens.

Jules Moch attachait, en effet, une grande importance à ce que le socialisme emporte l'espérance mais aussi la conviction de chacun. L'action socialiste n'était pas, à ses yeux, seulement électorale : elle était nécessairement de former et d'éduquer des militants, de convaincre des citoyens.

Plutôt que de porter des jugements présumés, il lui semblait que mieux valait d'abord réfléchir aux évolutions diverses du monde. « Ceux qui pensent ainsi agissent en marxistes, même s'ils aboutissent à des conclusions opposées à celles de Marx, il y a cinq quarts de siècle... », soulignait ce polytechnicien

qui fut, avec son frère François Moch, à l'origine, dans les années 30, de l'Union des techniciens socialistes.

Il y avait chez cet homme, de réputation autoritaire, un grand respect d'autrui qui était le reflet de la force de sa conviction.

CHRISTIAN BYK, militant socialiste (Paris).

### La Guadeloupe, un département français

Les derniers événements qui ont eu lieu en Guadeloupe ont démontré que les choses ne se passent pas comme en France métropolitaine. S'il est exact, sur le plan juridique, que la Guadeloupe est un département français, il n'est pas de tout exact qu'il est un département comme les autres.

La France est un pays de droit ; elle condamne à juste titre l'apartheid qui sévit en Afrique du sud. Que doit-on alors penser d'un pays où le SMIC n'est pas le même pour les travailleurs, ou les prestations sociales ne sont servies ni au même taux ni aux mêmes conditions, selon que l'on soit à Paris ou à Pointe-à-Pitre ?

M. Emmanuelli, tout nouveau ministre des DOM-TOM, n'avait-il pas déclaré que le 30 septembre 1985 au plus tard le SMIC et les prestations sociales seraient identiques (progressivement) en France métropolitaine et dans les DOM ? Vaine promesse puisque rien n'a changé à ce jour.

Sur le plan des échanges commerciaux, comment peut-on à la fois être un département français et être classé en même temps dans le commerce extérieur de la France ? Si les événements que nous venons de vivre perpétuent de répondre aux questions posées, alors nous pourrions penser que l'affaire Faïssans ne sera pas un simple fait divers.

ALEX MONPIERRE, (secrétaire du comité économique et social de la Guadeloupe).

### La face sud du Lhotse

Suite à l'article de Dominique Simon — en date du 17 juillet — et à propos de la prochaine tentative d'ascension de la face sud du Lhotse, il y a déjà plusieurs années que cette face n'est plus invaincue.

En 1981, une équipe de Yougoslaves est parvenue à 8 300 mètres

d'altitude, réalisant déjà l'ascension de la face rocheuse proprement dite.

En 1984, ce sont des Tchécoslaves qui ont réalisé, dans son intégralité cette fois, l'ascension de toute la face ; après cinquante et un jours d'effort, le 20 mai, Denjain et trois de ses compagnons parvenaient au sommet.

L. FRANCOU (Puy-Saint-Vincent).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Faivet (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Imprimerie : « Le Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : 57 437

ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 397 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 765 F 1 069 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,20 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 F. Lib. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 3,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 235 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 110 ob.

مكتبة الأمل



051-71-01

# étranger

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

## Le président Reagan annonce qu'il est atteint d'une forme bénigne de cancer de la peau

De notre correspondant

Washington. — M. Reagan a choisi l'humour, au moins le ton le plus décontracté possible, pour annoncer, lundi 5 août, le dernier de ses ennemis de santé : le « bouton » réticé de son nez la semaine dernière était un carcinome, une forme bénigne de cancer de la peau. Sourire aux lèvres, apparemment en bonne condition, M. Reagan a assuré aux journalistes convoqués pour une conférence de presse dans le bureau oval de la Maison Blanche, que c'était là « une affection très courante, la moins dangereuse (en la matière), et qu'il n'avait à cet égard plus aucun traitement ni nouvel examen à subir (...), puisque le bouton est parti ».

### Rassurer

« Je m'inquiète de me sentir aussi bien, compte tenu de la taille de ma cicatrice », a dit M. Reagan, commentant son opération intestinale. Et le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, d'ajouter que le président reprenait peu à peu un rythme de travail normal et arrivait de plus en plus tôt à son bureau. Ces déclarations rassurantes interviennent au moment où certaines informations de la presse américaine font état de l'inquiétude des alliés des Etats-Unis quant aux conséquences que pourraient avoir les ennemis de santé de M. Reagan par la suite de son deuxième mandat.

A vrai dire, les événements des dernières semaines, ne semblent guère avoir entamé la popularité du président dans l'opinion. A en croire un sondage, publié lundi par l'hebdomadaire Time, les indices de popularité du chef de l'Etat sont plus forts que jamais. Sa tranquille assurance face à la maladie n'y serait pas étrangère. Mais c'est plutôt avec son propre parti que les relations se sont quelque peu détériorées. Les dirigeants républicains au Congrès ont assez mal pris que le président ait rejeté les propositions qui lui avaient été soumises la semaine dernière, notamment l'imposition d'une taxe sur les importations pétrolières pour réduire le déficit budgétaire.

M. Reagan a d'ailleurs lui-même reconnu, lundi, que le projet de budget adopté vendredi « n'allait pas aussi loin » qu'il l'aurait souhaité dans la lutte contre le déficit. Il a promis de tout faire pour restreindre encore les dépenses de l'Etat lorsque les enveloppes budgétaires des principaux départements ministériels seront définitivement fixées courant septembre.

### Le moratoire nucléaire

Pour le reste, le président a fait preuve de son optimisme habituel. Il s'est dit confiant dans les perspectives de l'économie américaine. Il a exprimé l'espoir de prochains progrès aux négociations américano-soviétiques sur le désarmement et a affirmé attendre avec impatience sa rencontre en novembre avec M. Gorbatchev. Il a réitéré, aussi, son opposition à toute sanction économique contre l'Afrique du Sud.

Enfin, le président a choisi ce quarantième anniversaire de l'explosion d'Hiroshima pour dire que les

Etats-Unis étaient disposés à observer avec l'URSS un moratoire permanent sur les essais nucléaires, dès lors qu'ils auraient achevé leur propre programme dans ce domaine. Autrement dit, il n'est pas question que les Etats-Unis acceptent le moratoire immédiat sur les essais nucléaires que leur a récemment proposé M. Gorbatchev : cela reviendrait, a-t-il dit, à geler une situation par trop favorable à l'URSS, qui, elle, a concédé son programme en ce domaine.

Le président s'est refusé à indiquer à quelle date les Etats-Unis pourraient mettre un terme à leurs essais. Comme pour dissiper toute ambiguïté, un porte-parole de la Maison Blanche a assuré, après la conférence de presse, qu'il n'y aurait aucun changement dans la position américaine, et que la proposition soviétique restait inacceptable.

(Interim.)

[C'est dans un message remis au président Reagan, le 28 juillet dernier, que M. Gorbatchev avait annoncé au chef de la Maison Blanche que l'URSS respecterait un moratoire des essais nucléaires à partir du 6 août et jusqu'en 1er janvier 1986 : la seule condition préalable que cette suspension pourrait rester en vigueur plus longtemps « si les Etats-Unis s'abstiennent, de leur côté, de procéder à des explosions nucléaires ». La Maison Blanche avait repoussé cette offre, expliquant qu'un « accroissement significatif » des essais soviétiques venait d'être constaté et réclamant « des moyens adéquats de vérification » (le Monde du 31 juillet).

● **Ouverture du procès pour espionnage d'Arthur Walker.** — Le procès de l'ancien capitaine de cavalerie, Arthur Walker, un des quatre hommes accusés d'être impliqués dans l'une des plus sensationnelles affaires d'espionnage au profit de l'Union soviétique qui aient éclaté aux Etats-Unis, s'est ouvert, lundi 5 août, à Norfolk (Maryland). Agé de cinquante ans, Arthur Walker est inculpé pour avoir transmis, à Moscou, des informations secrètes portant sur les systèmes de détection des sous-marins soviétiques par la marine américaine. — (Reuter.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Guinée

● **LES AUTEURS DU PUTSCH SERONT JUGÉS.** — Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Jeane Kirkpatrick, a déclaré lundi 5 août, à Bamako, que les auteurs du coup d'Etat manqué seront jugés selon le degré de leurs responsabilités. Il n'a donné aucune précision concernant la date du procès. — (Reuter.)

### Inde

● **ARRÊSTATION D'UN RESSORTISSANT FRANÇAIS SOUPÇONNÉ D'ESPIONNAGE.** — La police de la ville de Madras, dans le sud-est de l'Inde, a révélé lundi 5 août qu'un ressortissant français, M. Bernard Sardral, « qui se comportait de manière suspecte dans une zone interdite autour de la centrale nucléaire », a été arrêté. M. Sardral a comparu devant un tribunal et a été placé en détention pour quinze jours en attendant une nouvelle audience. — (AFP.)

### Pologne

● **LE MEURTRE DE NEUF FEMMES CONdamnÉ À MORT.** — Un Polonais de trente-neuf ans, Pawel Tuchin, surnommé le « Scorpion », a été condamné à mort par pendaison le lundi 5 août par le tribunal de Gdansk pour le meurtre de neuf femmes et tentatives de meurtre sur onze autres, a annoncé l'agence PAP. La sentence est sujette à appel. Arrêté en mai 1983, Tuchin, marié et père de deux enfants, avait reconnu avoir entre octobre 1975 et mai 1983 agressé à coups de marteaux vingt femmes — pour la plupart jeunes — dans la région de Gdansk, pour ensuite se livrer sur elles à des violences sexuelles. Le procès s'est déroulé à huis clos. — (AFP.)

### Argentine

## Le bourreau au sourire d'ange

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — La photo est inattendue. Astiz en grand uniforme, sur un mur du siège de l'AFP, à Buenos-Aires. Astiz, le star des enlèvements et des disparitions. La photo le montre comme on l'a toujours décrit : blond, poudré, angélique. « C'est à cause de ce sourire d'ange que je l'ai affiché », explique Jean-Pierre Gaffio, le directeur de l'agence. Pour ne jamais oublier qu'on peut avoir un tel sourire et être le pire des assassins. »

L'histoire de la cruauté abonde en déguisements de ce genre. Plus qu'à aucun autre, peut-être, Astiz était doué pour abuser les gens. Aujourd'hui encore, il bénéficie des complaisances que la sorte accorde aux chérubins : dénoncé par une dizaine de témoins, poursuivi pour l'enlèvement et l'assassinat d'une jeune Suédoise et de deux religieuses françaises, accusé de s'être rendu sans coup férir aux Anglais pendant la guerre des Malouines, il continue d'exercer son métier de lieutenant de vaisseau, dans l'estime et même l'admiration générale de ses compagnons d'armes.

En 1977, il était déjà l'un des éléments les plus actifs de la tristement célèbre Ecole de mécanique de la marine. Les officiers qui opéraient dans cette école, transformée en univers concentrationnaire, ont torturé plus de quatre mille personnes en deux ans. Il n'est sorti, de leurs mains, qu'un peu moins d'une centaine de survivants. Entre eux, les bourreaux se donnaient des noms d'animaux, si l'on en croit un « historien » de l'école, Miguel Bonasso, dans un livre qu'il a intitulé *Recuerdo de la muerte* (Souvenir de la mort). Astiz, lui, était le « corbeau ». Le corbeau avait pour mission de s'occuper des associations de défense des droits de l'homme. C'est ce qu'il fit, avec un indéniable succès.

Avec l'aide d'une ancienne guérillera, retournée par ses bourreaux, il se mêla alors aux mères de la place de Mai, en se faisant passer pour le frère d'un « disparu ». On le croit sur sa bonne mine. Tous les jours, il participe à la manifestation des femmes coiffées d'un foulard blanc, qui tournent en rond sur la place de Mai pour demander des nouvelles de leurs enfants disparus. Il joue si bien son rôle qu'il va jusqu'à défilier les fils en civil qui font de la « provoque » pendant les manifestations.

### La rafle

Les mères ont alors un leader : M<sup>me</sup> Villafior de Vicenti. Celle-ci prend Astiz en affection. Pour elle, il est le « chico rubio », le blond jeune homme qui, éveillé, chez les femmes, l'instinct maternel, Astiz s'infiltre dans un autre groupe, composé de militants et de parents de disparus, qui se réunissent dans les locaux de l'église Santa-Cruz à Buenos-Aires. Il arrive même à gérer des fonds destinés à publier, dans les journaux, la liste des personnes que leurs parents recherchent.

Le 8 décembre 1977, une réunion a lieu dans l'église. Astiz est présent. Il s'absente un moment sous un prétexte quelconque. Peu de temps après, c'est la rafle. Parmi la dizaine de malheureux qu'on figure et qu'on encoffre, se trouve la sœur Alice Dornon, des missions étrangères de France. Deux jours plus tard, une autre sœur des missions, Léonie Duquet, subit le même sort dans une perquisition de banlieue. L'une et l'autre, on ne les reverra jamais.

On ne reverra jamais, non plus, M<sup>me</sup> Villafior de Vicenti. Les trois femmes sombrèrent dans l'enfer de l'Ecole de mécanique. Entre deux séances de torture, sœur Alice demanda des nouvelles du « chico rubio » : elle craint pour lui. Une semaine après la rafle à l'église, l'Agence France-Presse reçoit, sous enveloppe anonyme, une photo des deux religieuses installées sous un emblème des Montoneros, et un message indiquant qu'elles seront libérées en échange de guérilleros emprisonnés.

Cette photo-montage a été préparée à l'Ecole de mécanique de la marine, affirme M<sup>re</sup> Horacio Mendez Carrera, l'avocat chargé du dossier des deux missionnaires. Au fil des mois, une étrange atmosphère s'est créée à l'école. Les tortionnaires ayant décidé de « récupérer » certains cadres de la guérilla, ils les font travailler pour eux. Au sous-sol se trouve la « capucha », l'endroit où les « encoffrés » sont torturés et assassinés. Ceux qui acceptent de collaborer montent à la « pecera », c'est-à-dire à l'aquarium — nom donné à plusieurs salles aux murs vitrés où ils s'occupent à des travaux de documentation et de secrétariat. La « pecera » est l'endroit où les marins viennent discuter politique et idéologie avec les Montoneros emprisonnés. On y voit souvent Astiz, qui vient lire les magazines étrangers.

### « Prisonnier de guerre »

Cette opération de « récupération » fait partie des plans de l'amiral Massera, le commandant en chef de la marine. Massera vise la succession du général Videla. Pour y arriver, il se compose un visage de « démocrate ». A ses vices, il laisse entendre que ses confrères de l'armée de terre sont des brutes et des malfaiteurs, et que, s'il occupait la présidence du pays, les « abus » seraient vite corrigés. Il compte, pour transmettre le message, sur quelques dizaines de Montoneros « récupérés ». Mais certains de ceux qu'il envoie en Europe le dénoncent au cours d'une conférence de presse à Paris. L'amiral est démasqué. Ses plans font naufrage. En 1978, il quitte le commandement en chef de la marine. Ses collaborateurs se dispersent : beaucoup vont occuper des postes à l'étranger.

Voilà Astiz en Afrique du Sud, d'où il ne reviendra qu'en décembre 1981, quand la junte qui vient de s'installer au pouvoir songe déjà au coup de main sur les Malouines. Le lieutenant de vaisseau occupe à la tête d'un détachement l'île principale de Georgie. Les Anglais le captureront, avec ses hommes, sans qu'aucun coup de feu soit tiré.

Il restera un mois en captivité, d'abord à l'île d'Ascension, puis à Londres. Le gouvernement français envoie un mandat rogatoire à la justice britannique. Aux questions qui lui sont posées, Astiz refuse de répondre : « Je suis un prisonnier de guerre, dit-il. Je n'ai pas à répondre. La convention de Genève m'en donne le droit. »

Cette convention, Londres l'applique à la lettre et libère l'officier, ce qui peut passer pour une turpitude aux yeux de Paris. Astiz revient en Argentine. Quand, en novembre 1982, un juge argentin l'appelle à comparaître, la marine répond qu'il ne pourra pas se présenter car il « embarque sur un théâtre d'opérations ».

### « Pas très intelligent »

Astiz a fait tout de même deux mois de prison à la fin de l'année dernière, à la suite d'une décision d'un juge fédéral, instruisant la plainte déposée contre lui par les parents de la jeune Suédoise, Dagmar Hagelin, qu'il a enlevée et probablement assassinée. Il a été relâché parce que la cour d'appel a décidé que l'affaire ressortait de la justice militaire. Les militaires considèrent que l'officier est intouchable. Il est garant de l'impunité qui doit être accordée, selon eux, à ceux qui ont obéi aux ordres. L'infirmité de la place de Mai, le « chico rubio » qui dupait les mères, n'a été qu'un exécutant — et des plus « exemplaires ». « Pas très intelligent, mais jugé tout de même assez compétent par ses supérieurs pour se voir confier des missions importantes », dit M<sup>re</sup> Mendez Carrera. Un fanatique, comme beaucoup d'officiers argentins, qui se sont inspirés de l'action psychologique menée par l'armée française pendant la guerre d'Algérie. —

CHARLES VANHECKE.

### PEU DE RISQUES DE MÉTASTASE

La lésion cutanée dont souffrait le président américain était, selon toute vraisemblance, un épithéliome. Les informations données par la Maison Blanche laissent penser qu'il s'agissait de la forme la moins maligne de ce groupe de tumeur cutanée (épithéliome baso-cellulaire). L'ablation de cette lésion doit être totale et effectuée le plus tôt possible, compte tenu des risques, toujours possibles, d'évolution vers une plus grande malignité. Rien ne permet de penser que cette lésion cutanée puisse être une métastase du cancer du côlon dont M. Reagan a été récemment opéré. Ces métastases, lorsqu'elles surviennent, touchent essentiellement le foie, les pignons ou le péritoine.

Pour sa première réapparition devant la presse depuis son opération, le 13 juillet, d'une tumeur intestinale cancéreuse, le président avait ostensiblement choisi de dramatiser au maximum l'annonce de ses nouveaux ennemis de santé. Il a indiqué avoir été informé du résultat des analyses que dans le courant du week-end. Une façon d'assurer à une presse très sourcilieuse quant à l'état de santé du président, qu'il n'avait nullement attendu pour dire la vérité.

M. Reagan, qui a passé le plus clair de son existence en Californie, a attribué l'apparition de ce carcinome à une surexposition au soleil, et a conseillé à ses concitoyens « de cesser de rêver à un beau bronzage ».

Costume sombre, détente, confortablement installé à sa table de travail, le président, à l'évidence, a voulu rassurer sur son état lors de cet entretien d'une demi-heure, largement retransmis par les chaînes de télévision. Le message était double : il s'agissait d'abord pour la Maison Blanche de faire savoir que M. Reagan, malgré ses soixante-quatorze ans, était parfaitement rétabli de son opération d'il y a trois

### Bolivie

## LE GÉNÉRAL BANZER A FÉLICITÉ LE PRÉSIDENT ESTENSORRO

La Paz (AFP). — Le général Hugo Banzer, candidat malheureux à l'élection présidentielle bolivienne, a téléphoné, lundi 5 août, à M. Victor Paz Estenssoro pour le féliciter après son élection à la présidence par le Congrès (le Monde du 6 août). Les deux hommes ont eu un entretien qualifié de « cordial », selon des sources proches du général. Celui-ci aurait déclaré au nouveau président que « une fois terminée la bataille politique », il fallait « entamer une nouvelle époque durant laquelle chaque Bolivien assume ses responsabilités afin de trouver des solutions urgentes » qui s'imposent au pays.

Lors du second tour de scrutin au Parlement, les partisans du général Banzer avaient quitté l'hémicycle, estimant que la majorité relative obtenue par leur candidat lors des élections du 14 juillet dernier (38,56 % des voix contre 26,42 % à son rival) n'avait pas été prise en considération par le Congrès. Un député du parti du général Banzer, l'ADN (Action démocratique nationaliste), a toutefois indiqué que son parti serait représenté, ce mardi, lors de la cérémonie officielle de passation des pouvoirs, bien que cette cérémonie résulte, selon lui, « d'une gigantesque fraude ».

### Nicaragua

## EXPÉDITION DE PACIFISTES AMÉRICAINS

Managua (AFP, Reuter). — Une « flottille pour la paix » composée de trente et un Américains, membres de l'organisation Action permanente chrétienne pour la paix, a entamé, lundi 5 août, une dangereuse expédition, au cours de laquelle elle doit remonter le fleuve San-Juan, le long de la frontière entre le Nicaragua et le Costa-Rica.

Le groupe, qui voyage sous la protection de l'armée nicaraguayenne, a quitté, lundi, la ville de Granada, au bord du lac de Nicaragua (à 40 kilomètres au sud de Managua), et devait commencer, ce mardi, la remontée du San-Juan, considéré comme une zone de guerre par la guérilla anti-sandiniste. Dix-neuf des membres de l'expédition sont arrivés directement des Etats-Unis, la semaine dernière. Ils ont rejoint à Managua douze autres Américains résidant au Nicaragua.

Un porte-parole de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) a fait savoir, lundi, que les contras n'hésiteraient pas à tirer sur le groupe de pacifistes. « Si nous réussissons à tromper l'attention du bataillon sandiniste qui les protégera, nous tirerons sur eux depuis les rives du fleuve », a affirmé le porte-parole de l'ARDE.

GRAND PRIX DE LA VILLE DE BORDEAUX

Philippe SOLLERS

Portrait du joueur

roman

GALLIMARD *nrf*



# PROCHE-ORIENT

## Égypte

### Les manœuvres militaires américano-égyptiennes revêtent une ampleur sans précédent

Le Caire. — Bright Star 85, les plus importantes manœuvres militaires américaines de l'après-guerre à se dérouler dans le monde arabe, ont débuté, dimanche 4 août, en Égypte. Le contingent américain compte dix mille hommes appartenant aux trois armes : un record. Lors des manœuvres Bright Star 83, ils n'étaient que cinq mille cinq cents. Les Égyptiens, de leur côté, ont plus que triplé les effectifs qui prennent part aux manœuvres conjointes. De mille cinq cents hommes, il y a deux ans, les troupes égyptiennes sont passées à trois régiments.

Pour la première fois depuis l'inauguration en 1981 des manœuvres Bright Star, des bâtiments de la VI<sup>e</sup> flotte, dont le porte-avions à propulsion nucléaire *Nimitz*, sont de la partie aux côtés des bombardiers, chasseurs, avions-radar et blindés.

Deux débarquements aéronavals ont été réalisés dimanche et lundi par plus de deux mille commandos américains et égyptiens à El Hamman, près d'El Alamein, à l'ouest d'Alexandrie. Cette même région avait été le théâtre de manœuvres conjointes similaires il y a quinze ans, mais avec des troupes soviétiques, a rappelé le chef d'état-major égyptien, le général Ibrahim Al Orabi.

La seconde phase des manœuvres prévoit une attaque simulée contre un aéroport dans le désert occidental, à une centaine de kilomètres au nord-ouest du Caire. Bombardiers lourds, chasseurs et avions d'appui au sol apporteront leur soutien aux troupes aéroportées chargées de prendre d'assaut l'objectif ennemi. Les vétérans de la 82<sup>e</sup> division américaine aéroportée, fer de lance de la force américaine de déploiement rapide, qui participent en 1981 aux manœuvres qui se déroulent tous les deux ans en Égypte, seront au rendez-vous pour parfaire leur entraînement aux conditions de combat.

### L'absence du souverain saoudien compromet le sommet arabe de Casablanca

(Suite de la première page.)

Les commentateurs arabes de Casablanca se perdent en conjectures sur les raisons qui ont poussé le roi Fahd à changer d'avis en l'espace de quelques jours. Si l'on en croit certaines sources bien informées, il aurait pris cette décision à la suite d'un long entretien téléphonique, au cours du week-end, avec le président syrien. On note, par ailleurs, que le prince héritier Abdallah, qui est en même temps vice-président du Conseil des ministres et commandant de la garde nationale, a la réputation d'être pro-syrien. Il n'est pas plus pour assurer à l'Arabie saoudite que le sommet de Casablanca, qui avait été conçu à l'origine comme une initiative antisyrienne, a fait long feu.

#### L'accord jordanien-palestinien

Tout cependant n'est pas encore joué mais on peut d'ores et déjà affirmer que l'accord jordanien-palestinien d'Amman, auquel le président syrien voue une haine inextinguible, ne sera vraisemblablement pas pris en considération à Casablanca, du moins officiellement. Lors de la conférence de presse au cours de laquelle il avait annoncé la semaine dernière, la convocation du sommet, le roi Hassan II avait décliné son intention de soulever lui-même la question de l'initiative jordanienne de recherche d'une solution pacifique. « Le sommet, avait-il dit, devra s'appuyer sur le plan de paix de Fatah, la soutient si c'est le cas, ou demander au roi Hussein de Jordanie et à M. Yasser Arafat d'y renoncer dans le cas contraire ».

Il semble que l'on ait opté pour une solution intermédiaire : reléguer l'accord d'Amman sur une voie de garage. Ce qui est sûr, c'est que ce problème n'a pas été abordé au cours des contacts informels qui ont eu lieu lundi entre les ministres des affaires étrangères arabes et le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadi Kilibi, et au cours de la séance à huis-clos qui a réuni tous les participants en fin d'après-midi. Ni M. Kilibi, dans un discours pru-

#### De notre correspondant

bat dans le désert proche-oriental. La Force américaine de déploiement rapide a été constituée pour pouvoir éventuellement intervenir en cas de menace contre les puits de pétrole du Golfe.

#### Le « lâchage » soudanais

Les Égyptiens, pour leur part, vont faire un usage presque exclusif de l'armement américain qu'ils ont acquis au cours des cinq dernières années : des chasseurs F-16, des hélicoptères de combat Chinook, des avions de transport militaires Hercules, des chars M-60 et des blindés M-113 seront engagés, notamment lors de la dernière phase des manœuvres qui doivent se dérouler à tirs réels. L'armée égyptienne cherche à tirer parti de l'expérience américaine dans l'usage de cet armement, qui remplace de plus en plus les Mig et T-54 de fabrication soviétique.

Cette démonstration de force, à quelques centaines de kilomètres des frontières libyennes, intervient au moment où le Soudan prend ses distances à l'égard des alliés privilégiés qu'étaient pour lui Washington et Le Caire jusqu'à un renversement du président Néméri, en avril. Khartoum a, en effet, annoncé qu'il ne participera pas aux manœuvres cette année, alors que, en 1983, lors du précédent Bright Star, des troupes américaines et égyptiennes s'étaient livrées à des exercices sur le territoire soudanais.

Au Caire, on s'abstient de tout commentaire sur le « lâchage » soudanais, au moment où des manœuvres similaires se déroulent en Jordanie. La dérobade soudanaise crée cependant un vide important dans la stratégie arabo-africaine de Washington et du Caire. On estime, ici, que la décision soudanaise découle de l'accord de coopération militaire signé en juillet par Tripoli et Khartoum.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

## Liban

### Deux soldats israéliens sont tués dans la « zone de sécurité » du sud du pays

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour la première fois depuis l'achèvement officiel du retrait israélien du Liban, deux soldats israéliens ont été tués, lundi 5 août à l'aube, au cours d'un accrochage dans la « zone de sécurité » à proximité du village de Majd-Slim, situé à 5 kilomètres environ de la frontière israélienne. Il s'agit du secteur est de la zone de sécurité, à forte population chiite, où les incidents se sont récemment multipliés. Le commando, qui a ouvert le feu sur la patrouille de l'armée israélienne, appartenait sans

doute à l'organisation Amal. Trois membres de ce commando ont également été tués au cours de l'accrochage.

La plupart des attaques dans la « zone de sécurité » visent non pas l'armée israélienne, mais l'ALP, l'Armée du Liban Sud du général Antoine Lahad, alliée et financée par Israël. Les attaques de tirs avec l'ALP sont quasiment quotidiennes. Le mois dernier, il y a eu également dans la zone quatre attentats à la voiture piégée attribués au PNSS, le Parti national syrien, mouvement libanais proche de Damas.

Pour sa part, l'aviation israélienne a effectué, la semaine dernière, deux raids aériens dans la Bekaa libanaise contre des bases terroristes, notamment contre un siège du PNSS.

L'accrochage de lundi matin est considéré par les milieux militaires israéliens avec « gravité ». Cependant dans ces mêmes milieux on affirme que jusqu'à présent la « zone de sécurité » a fait ses preuves. L'ALP empêche les infiltrations « terroristes » jusqu'à la frontière israélienne, et dans certains secteurs la milice du mouvement chiite Amal aurait également intercepté des commandos palestiniens.

En fait, depuis la fin du retrait israélien, il n'est pas toujours possible de savoir avec précision ce qui se passe dans la « zone de sécurité ». La presse israélienne et étrangère n'est pas autorisée à y pénétrer. Officiellement l'armée israélienne accorde simplement un appui à l'ALP, et quelques centaines de soldats israéliens continuent à effectuer des patrouilles dans la région frontalière. C'est au cours d'une de ces patrouilles que les deux militaires ont trouvé la mort lundi.

La politique israélienne concernant la « zone de sécurité » pourrait être modifiée ? C'est peu probable, même si, selon certains journaux, il existe à l'état-major de l'armée un courant en faveur du démantèlement de la « zone de sécurité » et de l'abandon de l'appui à l'ALP. Cependant le vice-premier ministre, M. David Levy, a tenu à réaffirmer « qu'il n'y avait pas lieu de fixer une date pour l'arrêt de l'activité de l'armée israélienne dans la zone de sécurité ». Cela se fera en fonction de la situation ».

(Interim.)

## Iran

### ÉCHEC DU DÉTOURNEMENT D'UN AVION D'IRAN AIR

Téhéran (AFP). — Un girate de l'air a été tué et un autre capturé lors d'une tentative de détournement d'un avion d'Iran Air, lundi 5 août, au-dessus de Bandar-Abbas (sud du Golfe), a annoncé un communiqué des gardiens de la Révolution, cité par Radio-Téhéran.

Ce sont les gardiens de la Révolution armés, embarqués à bord de tous les vols de la compagnie iranienne depuis la série de détournements de l'année dernière, qui ont neutralisé les pirates au-dessus de la ville de Bandar-Abbas où l'avion s'est posé, a précisé la radio.

L'appareil appartenait à la Bahon Téhéran - Bandar-Abbas. On ignore qui sont les pirates, la radio les qualifiant « d'éléments de l'oppression mondiale ».

# DIPLOMATIE

## Le Vatican saisi par la géopolitique

(Suite de la première page.)

En cela, d'ailleurs, l'Eglise de Jean-Paul II est bien aussi fille de son temps : face à la crise des idéologies, à l'incapacité des États de droit de créer des valeurs, Jean-Paul II nourrit la conviction que l'Eglise a un terrain à occuper, une terre brûlée par la raison à reconquérir. Nul autre qu'elle, selon lui, au moment historique, « le temps d'un nouvel avènement... un temps d'attente » (encyclique *Redemptor hominis*, 1979). A partir de ces prémisses s'organise la vision mondialiste de Karol Wojtyla.

L'Eglise des certitudes est aussi l'Eglise de la reconnaissance. Celle-ci passe par la présence : celle d'un pape itinérant, dont la dimension symbolique a encore été renforcée par la tentative d'attentat dont il fut l'objet ; celle d'une Eglise visible qui, loin de se fonder dans la société séculière, doit apparaître dans toute sa différence (c'est la recommandation du pont de la semaine). Mais cette reconnaissance passe aussi par l'affirmation, aussi fréquente que possible, d'une parole, indépendante des pouvoirs temporels, transcendant les idéologies, mais néanmoins — et c'est là, sans doute, la grande originalité du message de Jean-Paul II — enracinée dans une réalité historique.

#### L'Etat et la nation

Dans la constitution pastorale *Gaudium et Spes* (1965), l'Eglise affirmait son droit de porter un jugement « partout et toujours », même en des matières touchant la politique, « quand les droits fondamentaux de la personne ou le salut des âmes l'exigent ». Jean-Paul II souscrit assensément à cette formulation conciliaire (1), mais il pousse ce souci éthique plus loin en faisant de l'Eglise l'expression des besoins fondamentaux de l'homme. Non pas de l'individu reconnu par l'Etat, du citoyen, mais de l'homme de chair et de sang, dans son « immensité humaine », qui réalise son être dans une culture dont les expressions fondamentales sont la famille et la nation.

La culture laïque a tendu à confondre les deux notions d'Etat et de nation. Selon Jean-Paul II, il convient de les distinguer. L'idée de nation, expression de la mémoire d'un peuple, qui, pour un Polonais, n'est rien moins qu'une notion abstraite, est la clé de lecture de toute la géopolitique de Jean-Paul II, car c'est elle qui légitime l'Etat (2). Plus qu'à ce dernier, avec qui le Vatican traite au niveau des ambassades et des pontificats, Karol Woj-

tyla s'adresse aux nations, c'est-à-dire à une entité indépendante des institutions politiques en tant qu'expression d'un vouloir-vivre ensemble d'une communauté. Dans la nation, déclarait Jean-Paul II le 2 juin 1980 à l'UNESCO, s'exprime une souveraineté fondamentale : celle de la personne.

Dans la pensée de Jean-Paul II, l'homme, comme « fait unique », englobé dans une culture « qui a fait de lui un être spécifiquement humain » (déclaration de Mexico, 1982), échappe aux déterminations des États car son destin de créature de Dieu ne peut être réduit à un horizon politique. Mais cet homme est aussi, souvent, un sujet humilié de l'histoire, et, en tout cas, toujours désarmé, auquel il faut redonner voix. L'Eglise a pour mission d'être à son service, et à celui de la nation, qui est l'expression de sa communauté culturelle. Elle doit exprimer les besoins à la fois concrets et spirituels, et, à ce titre, elle est appelée à jouer un rôle de médiation entre l'Etat et la nation.

#### Influencer son temps

L'idée de nation et celle de culture qui s'exprime en elle constituent les piliers de la géopolitique de Jean-Paul II. « Le dialogue de l'Eglise avec les cultures de notre temps est un domaine vital dont l'enjeu est le destin du monde en cette fin de siècle », déclarait le pape lors de la création en mai 1982 du Conseil pontifical pour la culture. C'est, en fait, en s'adressant aux nations dans un dialogue avec les cultures, c'est-à-dire en se plaçant sur un autre terrain que celui des États, que Jean-Paul II réconcilie en quelque sorte l'Eglise avec l'histoire, la première restant extérieure aux péripéties de la seconde.

Avec Vatican II, l'Eglise avait voulu se mettre à l'écoute du monde, des problèmes de notre temps. Avec Jean-Paul II, l'Eglise ne cherche plus seulement à vivre avec son temps, mais entend influencer celui-ci. « L'Eglise, certes, toujours au-dessus des États, elle ne légitime aucun régime, mais elle intervient auprès d'eux en s'adressant à la nation (disons à l'opinion publique) et en rappelant la mesure à laquelle doit être jugée (et par conséquent légitime ou non) leur action, c'est-à-dire la dignité de l'homme ».

L'Eglise, sujet désarmé, ne peut parler qu'aux consciences : c'est là une situation qui n'est pas nouvelle. Mais l'« interventionnisme » de Jean-Paul II est en train de transformer ce qu'il appelle les « moyens pauvres » de l'Eglise (liés à son pri-

mat spirituel) en une véritable force politique, porteur à ses ultimes conséquences le droit revendiqué par les pères conciliaires de se prononcer quand les droits fondamentaux de la personne l'exigent, exerçant ainsi de facto son autorité spirituelle dans le domaine politique (3).

Jean-Paul II refuse cependant de considérer son intervention comme étant de nature politique. Dans l'avis qui le ramenait en mai 1984 de Bangkok, où il avait évoqué le problème des réfugiés et lancé un appel au Vietnam, Jean-Paul II perdit presque patience lorsque les journalistes qui l'accompagnaient évoquèrent le caractère politique de son intervention : « Non, elle est morale ! » s'était-il exclamé.

Comme celle de ses prédécesseurs, l'Eglise de Jean-Paul II sert des valeurs et des principes. Mais Karol Wojtyla a fait preuve d'un activisme moral beaucoup plus vigoureux, qui lui donne la stature d'une sorte d'anti-Machiavel — si l'on estime que l'auteur du *Prince* a exprimé l'essence du politique. Les États alignent le droit sur les faits, cherchant à résoudre des problèmes plus qu'à moraliser des pratiques. C'est contre ce qu'il estime être un rétrocessionnement de la sphère éthique que Jean-Paul II entend réagir. Paul VI s'en tenait le plus souvent à des principes (il est intervenu de manière ponctuelle que dans le cas de l'enlèvement d'Aldo Moro en 1978). Jean-Paul II, au contraire, ne cesse d'émousser ses discours de rétrocessions aux problèmes de notre temps, martelant le grand principe de la dignité de l'homme et de sa suprématie sur tout autre intérêt.

PHILIPPE PONS.

#### Prochain article :

### LA SUBVERSION PAR LA MORALE

- (1) « L'Eglise ne peut demeurer insensible à tout ce qui sert au vrai bien de l'homme, comme elle ne peut demeurer indifférente à ce qui le menace » (encyclique *Redemptor hominis*).
- (2) « L'Eglise affirme, Jean-Paul II le 12 janvier 1979 dans son discours au corps diplomatique, comme expression de l'auto-détermination souveraine des peuples et des nations, constitue une réalisation normale de l'ordre social. C'est en cela que consiste son autorité morale ».
- (3) La mission de l'Eglise « concerne les divers domaines de l'existence humaine et les diverses communautés, donc aussi la dimension politique et les communautés politiques » (discours au corps diplomatique, janvier 1980).

## DANS LA VILLE-MARTYR

### Une cérémonie a marqué le quarantième anniversaire de l'explosion d'Hiroshima

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté, mardi 6 août, à Hiroshima, en présence du premier ministre japonais, M. Nakasone, à la cérémonie officielle marquant le quarantième anniversaire du premier bombardement atomique de l'histoire, sur cette ville, le 6 août 1945. A 8 h 15 locales, à

l'heure précise où eut lieu l'explosion nucléaire, la foule a pris silencieusement pour les 140 000 habitants de la ville tués sur-le-champ par la bombe ou au terme d'une longue agonie. Quelque 113 000 victimes seulement, à ce jour, ont été identifiées. Au total, les bombes ato-

miques lancées, à la fin de la deuxième guerre mondiale, sur Hiroshima et, trois jours plus tard, sur Nagasaki ont causé la mort d'environ 200 000 personnes.

Avant 10 heures de pigeons, symboles de la paix, M. Nakasone, dans une brève allocution, s'est engagé à œuvrer pour « l'abolition définitive » des armes nucléaires. Le maire de la ville, M. Takeshi Araki, lui-même un rescapé du bombardement, a déclaré, pour sa part : « Si j'avais une autre guerre nucléaire, la race humaine tout entière serait anéantie ».

Cette anniversaire a fourni l'occasion, pour la première fois, d'une conférence mondiale pour la paix des maires de soixante villes venant de vingt-trois pays de l'Est et de l'Ouest : les représentants de quelques-unes des cités les plus martyrisées pendant les deux guerres mondiales — Verdun, Dresde, Berlin, Coventry, Volgograd (ex-Stalingrad) — figurent parmi les participants à cette rencontre.

Dans un message à une association japonaise de victimes, M. Gorbatchev, le secrétaire général du PC soviétique, a qualifié de « barbares » les bombardements américains d'Hiroshima et Nagasaki. Faisant allusion aux « tentatives croissantes » des États-Unis pour faire du Japon « une base militaire américaine », il a invité tous les États à respecter « le statut dénucléarisé » de ce pays. Le dirigeant soviétique réaffirme, dans cette lettre, la décision de Moscou d'arrêter unilatéralement tous les essais nucléaires à partir du 6 août jusqu'à la fin de l'année.

Répondant à l'assassinat de « barbare », M. Reagan a déclaré, lundi, à Washington, que la bombe atomique avait été lancée sur Hiroshima pour « essayer de mettre fin à la plus grande guerre de l'histoire de l'humanité » et « éviter plus d'un million » de pertes américaines lors d'une éventuelle invasion du Japon. M. Reagan a ajouté : « J'ai vu les millions de personnes dans son pays, j'ai vu, parmi ses propres citoyens ».

(Publicité)



بسم الله الرحمن الرحيم  
اكتفى انتخبات رياضية جمهورية كوتور جمهورية الاسلامي ايران  
در ايران باهون انتخبات رياضية جمهورية كوتور رياضية ايران باهون رياضية  
سراسر :  
كله كاسيك باهون داماد ۲۴ قاسون انتخبات رياضية كوتور رياضية ايران  
را داره رياضية ايران و رياضية كوتور رياضية ايران باهون رياضية ايران  
۲۸ ديقده ۱۹۵۵ كوتور رياضية ايران ۱۶ اوت ۱۹۵۵ رياضية ايران باهون رياضية ايران  
به رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران  
به رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران  
شبه رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران  
۱۶ رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران  
خرايه انتخبات كوتور رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران رياضية ايران  
۱ - رياضية كوتور جمهورية الاسلامي ايران  
۲ - وود به سن ۱۶ سالگی  
مها ورت جمهورية الاسلامي ايران - رياضية ايران

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Conformément à la législation concernant l'élection présidentielle, les ressortissants iraniens résidant en France sont avisés que :

Toute personne qui, conformément à l'article 36 de la législation concernant les élections, satisfait aux conditions d'électeur peut se présenter, muni de son passeport, au bureau de vote ouvert le 25 Mordad 1364 (28 Zighadeh 1405 de l'hégire, correspondant au 18 août 1985) de 8 heures à 19 heures à l'adresse ci-dessous pour retirer sa carte d'électeur et voter par la suite.

Adresse : consulat de la République Islamique d'Iran à Paris, 16, rue Frenel, 75016.

Rappel des conditions requises :  
1. Avoir la nationalité iranienne.  
2. Avoir quinze ans révolus.

Ambassade de la République Islamique d'Iran à Paris.

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 190 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

صکرا من الاصل







# politique

## LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### A Thio, le travail a repris et le dialogue aussi

Nouméa. — Thio, la cité minière où se sont focalisées les révoltes des uns et les rancœurs des autres est sortie de sa léthargie. Aussi, depuis l'aube du mardi 6 août, la route résonne à nouveau du grondement des lourds camions qui portent le minerai de nickel au terminal. Il était temps, car jeudi est prévue l'arrivée d'un minéralier japonais. Lundi matin 5 août, la toute-puissante Société le Nickel avait été contrainte de demander aux Canaques si le travail pourrait reprendre normalement.

Pour être en mesure de répondre à la SLN par un « oui » durable, les membres de la tribu de Saint-Philippo ont décidé de tenter une première : rencontrer les caldoches du village pour une réunion d'explication. Après que ces derniers eurent refusé de se rendre à la tribu, un rendez-vous a été pris pour le lundi matin, 10 heures, à la mairie du village.

#### « Discuter avec les étrangers »

Vers 9 heures, ce matin-là, une centaine de non Canaques sont là. Ils doivent tout d'abord se réunir entre eux pour entendre le compte rendu des membres de la délégation qui s'est entretenue avec le préfet, M. Hubert Blanc, à Nouméa, vendredi. Trois quarts d'heure plus tard, un curieux transfert s'opère. Alors que les caldoches rentrent chez eux en catimini, les Canaques de Saint-Philippo commencent à affluer. « On vient discuter avec ces étrangers venus d'ailleurs », dit l'un des meneurs. Pour l'occasion, le clan Moindou a troqué le treillis des barjans de la semaine passée contre le pantalon de ville et la chemise, tout comme Lero M'Boeri qui s'empare d'un « Il s'agit là, ces Blancs », interroge-t-il.

Visiblement, ils sont partis. Seul subsiste, sur le perron de la mairie, Christian Courtois, très gêné de devoir expliquer aux Mélanésiens ce qu'il y a à un malentendu, car la réunion n'était pas prévue à cette

#### De notre correspondant

heure-là, qu'ils n'ont qu'à revenir à 15 heures. Bob Moindou, livres et cahiers sous le bras, hurle de rage. « Vous vous f... de nous ! Vous refusez le dialogue. Vous prenez les Canaques pour des c... ! » Après vingt minutes d'une vive altercation, un nouveau rendez-vous est pris pour l'après-midi, et la cinquantaine de Mélanésiens rassemblée devant la mairie s'en retourne dans la tribu pour déjeuner. Dans chaque camp, on considère que la réunion de l'après-midi s'annonce sous de bons auspices.

Presque à l'heure dite, le comité de lutte du FLNKS de Thio pénètre dans la mairie, suivi par une centaine de sympathisants et de militants. Les caldoches, eux, sont à peine soixante. Les chefs indépendantistes prennent place derrière une longue table, à un bout de la vaste salle. Les autres — Européens, Wallisiens et Tahitiens — s'installent sur des bancs de long des murs. Il s'engage alors un inévitable dialogue de sourds teinté d'une hostilité réciproque.

Pour le FLNKS, tout le problème est politique. La tribu est envahie par les gendarmes et on se défend. « D'accord, c'est normal, concède un caldoche, mais pourquoi vous en prenez à nous, caillassez (lancer des pierres) sur nos voitures, brûler nos maisons ? »

« Pourquoi vous en prenez aux travailleurs du Nickel et pas aux gendarmes ? » La réponse de Bob Moindou, qui argue du fait politique, est peu convaincante. Un peu plus tard, une sombre histoire de fusil volé puis repris par un Européen aux Mélanésiens manque de déclencher l'incident, après que Marie-Françoise Machoro eut lancé un cahier d'écolier contre une Européenne. Puis un Européen se risque : « Pourquoi m'insultez-vous à chaque fois que je circule dans le village ? lance-t-il aux Mélanésiens. Est-ce que vous m'en voulez personnellement ? »

« C'est parce que tu n'es pas sage », lui répond-on.

Un peu plus tard, la discussion glisse sur un problème essentiel pour les canaques : la terre. « Vous parlez sans arrêt du travail du Nickel, dit Joseph Moindou. Mais l'outil de travail, c'est la terre, et vous, vous êtes du côté des exploités ! »

« C'est faux ! lui rétorque un caldoche en short et sandales. Moi, je suis simple ouvrier et il y en a chez vous qui sont agents de maîtrise. Ce serait plutôt moi qu'on exploite. »

#### « Pas tous les Blancs »

« Le fond des choses, reprend un responsable du FLNKS, c'est le politique. Si on s'entend sur le plan politique, tout sera réglé. Ce qu'il faut, c'est changer le mentalité de chacun. » Son intervention suscite les applaudissements de l'ensemble de l'assistance tout comme celle d'un caldoche européen qui rappelle l'époque où tous allaient à la pêche et exhorté les uns et les autres à s'entendre.

Vers la fin de la réunion, on évoque le déficit problème du chef de la délégation spéciale de Thio, Alain le Ravalles, dont les Européens du village réclament le départ. Pour régler son cas, les Canaques exigent une réponse claire et nette : peut-il ou non revenir à Thio ? Après une interruption de séance d'un quart d'heure, Joseph Moindou ordonne : « Bon, maintenant, répondez devant les caméras : oui ou non ? Toi, le cameraman, mets-les ! » C'est devant une caméra pointée vers le sol qu'un caldoche risque un « oui », mais sur le sort de l'administrateur délégué par l'Etat pour remplacer le maire.

Un autre Européen tente une dernière question qu'il adresse à Joseph Moindou : « Mieux, interroge-t-il avec une humilité cramoisie, pourquoi avez-vous toujours refusé de nous laisser dans Thio ? Les Blancs dehors ! ? »

« Pas tous les Blancs », répond le Canaque. « Ah, bon ! Ce n'était pas spécifié. »

FREDERIC FILLOUX.

## LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

### Consensus ?

(Suite de la première page.)

Une telle constatation justifie l'embûche, exprimée ici même par Roland Dumas, de donner à la collaboration du président et d'un éventuel gouvernement de droite, en matière internationale, le ciment d'un consensus destiné à « exprimer à la face du monde l'unité de la nation » (1).

A quoi Jean-François Poncet a répondu dans ces mêmes colonnes : « Le consensus nous rendrait plus forts... mais est-il possible sur la diplomatie conduite depuis mai 1981 ? (2) ». Si, en effet, les grands principes sont une chose, les modalités en sont une autre. Mitterrand n'avait pas eu de mots assez durs en mai 1980 pour le « petit télégraphiste » coupable d'avoir été voir Brejnev à Versovsk : l'opposition lui a rendu le monnaie de sa pièce l'an dernier, lors de sa rencontre avec Kadhafi en Crète.

La France répugne à cette diplomatie « bipartite » que pratiquent souvent les Américains, et l'on peut de ce point de vue renvoyer dos à dos la majorité d'hier et celle d'aujourd'hui. A la vérité, il y a peu de pays où les rapports entre l'opposition et le pouvoir soient de manière générale aussi tendus : ailleurs on se fréquente tout naturellement, comme il est de règle, même si l'on n'est pas d'accord sur tout, entre gens de bonne compagnie. Ici, on est toujours aux guerres de religion. Ce n'est pas seulement la permanence des choix de la gauche que la droite met en cause, c'est la légitimité de ceux qui les arrêtent, comme s'il s'agissait en quelque sorte d'usurpateurs. De son côté, la gauche porte sur la droite une condamnation qui, au-delà des désaccords sur le fond, est d'abord morale.

De plus en plus de gens, grâce à Dieu, réduisent ce manichéisme, d'autant plus incompressible qu'il avait commencé après 1981. Les enciens de l'ENA, entre lesquels les diffé-

rences ne sautent pas toujours aux yeux, jouent un rôle essentiel dans l'encadrement du pays. Na découvre-t-on pas d'ailleurs bien souvent, lorsque l'on met à travailler sur des problèmes concrets des gens de tendances différentes, qu'ils n'ont pas grande difficulté à s'entendre, vu qu'il n'y a pas, aux questions posées, cinquante-six réponses possibles ?

Un gouvernement de droite, demain, agiterait-il très différemment de celui de Laurent Fabius ? C'est le chèque en blanc que Jérôme Monod qui, dans une récente interview au Monde (3), n'a pas hésité à donner un coup de chapeau aux pouvoirs publics. Bien des chefs d'entreprise seraient prêts à en dire autant. Et le Financial Times n'a pas tort d'écrire : « Maintenant que les socialistes ont pratiquement perdu toute illusion quant à l'existence de solutions faciles aux problèmes économiques, il est amusant de constater que l'opposition pourrait en inventer quelques-unes de son cru. » L'opinion a bien conscience de ce paradoxe : à s'en tenir au dernier sondage Paris-Match-BVA, un quart seulement des Français pense que l'opposition au pouvoir ferait mieux que l'équipe actuelle.

#### Les logiques contradictoires

La nation va traverser au printemps prochain une passe très difficile. Sauf si François Mitterrand prend les devants en organisant, par exemple, un référendum sur la durée du mandat présidentiel, elle a toutes chances d'être, pour la première fois, prise avec l'hypothèse, si souvent agitée dans le passé, d'un divorce entre la majorité parlementaire et la majorité présidentielle. Le référendum électoral était destiné à réduire, en multipliant les divisions de l'actuelle opposition, les inconvénients de cette situation. Elle risque en fin de compte de

les aggraver dans la mesure où elle opposera les logiques partiellement contradictoires de deux élections, l'une à la proportionnelle et l'autre à la majorité.

Face à cette situation, le chef de l'Etat aura le choix entre deux attitudes, dont chacune pourrait se réclamer de l'esprit de la V<sup>e</sup>. Ou rester, en vertu de la primauté — voulue par la Constitution — d'une fonction présidentielle qu'il faut à tout prix soustraire aux aléas de la faveur populaire. Ou se remettre en question, comme de Gaulle l'a fait plus d'une fois, pour la recours au référendum ou à la dissolution, lorsqu'il sentait le terrain se dérober sous ses pieds. Le seul critère qui devrait alors l'inspirer, c'est l'intérêt national, dont il est comptable aux yeux de l'histoire. Mais François Mitterrand n'est pas seul en cause. Confusément, un nombre grandissant de Français sentent aujourd'hui la nécessité de surmonter une querelle interminable et qui ne saurait conduire, si elle se poursuivait, qu'à l'affaiblissement du pays.

A rencontrer beaucoup de nos compatriotes de toutes tendances et de toutes conditions, il nous semble, à tort ou à raison, qu'il existe sinon à proprement parler un consensus, du moins une aspiration assez générale à un consensus sur les moyens de répondre aux défis de cette fin de siècle. Sans doute est-ce trop demander à des partis déjà tout frétillements à l'approche du rendez-vous électoral que d'essayer de jeter entre eux les bases d'un tel consensus. Mais n'existe-t-il pas à défaut dans les deux camps, ou sur leurs marges, suffisamment de bons esprits, et qui s'entendent suffisamment bien entre eux, pour y travailler d'urgence ?

ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Le Monde du 25 juillet.
- (2) Le Monde du 2 août.
- (3) Le Monde du 3 août.

## AU CONGRÈS DE L'UPC

### Corse : rapprochement entre autonomistes et indépendantistes

Bastia. — Remobilisation de parti et main tendue aux autres mouvements nationalistes, c'est autour de ces deux thèmes que s'est tenu, dimanche 4 août, à Poretta, près de Bastia, le sixième congrès politique de l'Union du peuple corse (UPC) — le premier depuis août 1981 — qui a réuni plus de mille cinq cents personnes. L'assemblée générale du mouvement autonomiste, qui s'est tenue il y a un mois à Aléria, avait précisé l'orientation stratégique de l'UPC, qui vise à une reconquête de l'opinion insulaire (cf. Le Monde du 22 mai).

Pour M. Max Simonei, secrétaire général du mouvement, il s'agit d'abord de dénoncer « l'échec du statut particulier » et le refus du pouvoir socialiste de « porter le fer dans la citadelle des clans ». Par ce discours, M. Max Simonei espère annuler l'image de parti « godillot » qu'a pu donner l'UPC entre 1981 et 1984.

Dans le même temps, cette démonstration du pouvoir de gauche le rap-

#### De notre correspondant

prache des autres mouvements nationalistes, et, en particulier, d'Unita nazionalista, favorable à l'autodétermination de la Corse. M. Pierre Poggioli, élu d'Unita à l'Assemblée de Corse, était d'ailleurs présent, samedi 3 août, à Poretta, pour une table ronde sur le thème du rapprochement des nationalistes. Cette présence n'a pas été du goût du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) et de son leader, M. Léo Battesti, qui reste méfiant vis-à-vis de la nouvelle stratégie de l'UPC, souvent qualifiée de « parti néo-cléricale ».

Le mouvement autonomiste reprend donc les chemins de la contestation par exemple à sectionner le câble électrique ICO qui doit alimenter la Corse en énergie nucléaire venue du continent — un choix énergétique que rejette l'UPC. Cette stratégie ne paraît cependant pas suffisante à M. Edmond

Simonei, leader autonomiste écarté depuis deux ans par la maladie de la tête du mouvement. Sans contredire formellement son frère, Max, il n'en a pas moins affirmé lors du discours des orientations qui lui sont personnelles. Il est clair de définir une stratégie d'action « réaliste ».

Au thème de la main tendue aux autres nationalistes, il est favorable. Mais il refuse par avance « tout égoïsme de parti ». Là où Max voit une « chance » dans la trêve des attentats décrétée par l'ex-FLNC depuis début juin, Edmond Simonei répond : « La lutte telle qu'elle est menée en Corse » (allusion à l'action violente de l'ex-FLNC) « ne peut aboutir, car 95 % de la population n'en veulent pas. »

Entre une stratégie aléatoire d'alliance avec les autres nationalistes et une volonté de rapprochement aussi aléatoire de tous les dépus du statut particulier, l'UPC reste partagée.

DOMINIQUE ANTONI.

## POINT DE VUE

### Institutions : l'épreuve de vérité

par ROGER QUILLIOT (\*)

Les socialistes donnent rarement dans le félicisme institutionnel. Ils n'oublient pas que la République doit monarchique en ses intentions avant de venir au régime d'assemblée. Ils ont appris des meilleurs constitutionnalistes que la République de Weimar ne différait guère en ses fondements de la V<sup>e</sup> République et, qu'à l'inverse, la République fédérale de Bonn s'effondra, elle, à son tour IV<sup>e</sup>, or, le premier s'effondra comme on sait, alors que la seconde n'a guère consommé en quarante ans plus de chancelliers que nous de premiers ministres. De quoi entretenir un certain relativisme.

Quelques socialistes ont participé à la rédaction des institutions gaulliennes. C'était en 1958, au temps où on pouvait encore les croire parlementaires. En 1982, quand triompha l'élection au suffrage universel, nous nous sommes retrouvés tous pour en combattre l'ambiguïté fondamentale : un monarque élu, greffé sur une structure parlementaire. Nous savions — et peut-être les socialistes croyaient-ils le savoir — qu'un jour cette dyarchie cesserait d'être l'épreuve de vérité : la coexistence d'un président et d'une assemblée procédant de deux majorités successives et contradictoires. Y serons-nous dans quelques mois ? Nous le verrons le jour venu. Mais est-ce une raison pour désespérer ?

Si ceux qui n'ont pas voulu cette Constitution s'en sont accommodés, peut-on espérer que ceux qui l'ont, sinon voulu, du moins célébrée, s'en accommodent. Car de deux choses l'une : ou la général de Gaulle savait ce qu'il faisait en instituant le président dépositaire de l'essentiel et en déterminant dans la pratique un secteur où l'essentiel fut préservé, et on peut supposer qu'il avait mesuré les risques de la formule ; ou ceux des leaders de l'opposition, qui contestent toute dyarchie ou prétendent rendre toute cohabitation intenable ont raison, et le général n'était qu'un inconscient ! Parlons clair : ce que veut M. Barre n'est pas constitutionnellement cohérent ; c'est en revanche fort cohérent avec ses ambitions.

De cohérentes, le n'aperçoit que trois positions : d'abord la retour au régime d'Assemblée qui est celui de la plupart des pays d'Europe, je veux dire un régime où l'élection de l'Assemblée nationale, et d'elle

seule, exprime le choix du pays — et le président revient au chrysalisme de négative. C'est ce que le socialisme a explicitement Pierre Mendès France : c'est à quoi tend sans le dire M. Chirac.

Autre possibilité, l'évolution progressive vers un système présidentiel — un mandat de cinq ans pour le président, un mandat de cinq ans pour l'Assemblée, des élections simultanées. Encore faut-il rappeler sans triquer qu'aux Etats-Unis, terre de référence, on n'a pas pour autant la cohabitation d'un président et d'une majorité parlementaire différente : Reagan en sait présentement quelque chose.

Deuxième hypothèse : on demeure dans le cadre des institutions présentes, essentiellement moins chaperonnées que les américaines ; on accepte la cohabitation comme un moment parmi d'autres de la vie publique, un temps de compromis, avec ses avantages et ses inconvénients, jusqu'à décision populaire nouvelle ; tout est alors affaire de tact et de sens des limites. Mais la démocratie n'est-elle pas, par essence, limitée et compromise ? Peut-être un jour les historiens trouveront-ils la cohabitation ainsi institutionnalisée le mérite d'éviter les coups de balancier trop brutaux.

La première solution eût convenu à Pierre Mendès France comme à Paul Reynaud ; la seconde à Léon Blum ; la troisième, de Gaulle n'aurait pas aimé le vivre, mais il l'avait imaginée. Oui, à ce point de vue, l'élection présidentielle soit première et fondamementale et que le président puisse jouer de ses prérogatives pour obtenir une majorité qui lui ressemble. Oui, à ce point de vue, l'affrontement même du même coup celui de l'épave. Qui ne se souvient qu'en 1958 il avait fait momentanément cohabiter Guy Mollet et Pinay, n'excluent pas que le premier l'emporte — et ce fut son second jour.

Ceux qui pensent autrement — et dont on ose imaginer qu'ils rêvent aujourd'hui de réduire les pouvoirs d'un président qu'ils voulaient hier tout-puissant — doivent avoir le courage de prêter d'autres institutions, parlementaires à l'autrichienne ou présidentielles à l'américaine. Tout est respectable, sauf les fauxsemblants.

(\*) Ancien ministre.

## LE GOUVERNEMENT NE CHERCHE PLUS À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES

estime M. Toubon (RPR)

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, déclare, dans un entretien publié par le Figaro le mardi 6 août, que le gouvernement prépare à l'opposition « des lendemains piégés ». « Il ne cherche plus à résoudre les problèmes ; il les effleure et les repère », affirme M. Toubon.

Le secrétaire général du RPR cite le chiffre qu'il évalue à 2 989 700 personnes, dont 286 700 « sous-employés », le niveau de vie « de 10 à 12 % en 1984, le pouvoir d'achat a reculé de 2,5 % par tête » et l'endettement extérieur, qui s'élève à 600 millions de francs. Selon M. Toubon, le gouvernement « laisse aux suivants le vrai problème : faudra-t-il dévaluer ? »

Au sujet du budget de 1986, M. Toubon estime que, « apparemment rigoureux », il comporte des « trous béants », et qu'il sera « difficile de réduire les prélèvements fiscaux. [ce qui est] si nécessaire au retour de la confiance et au redressement des investissements, alors qu'il faudra, aussi, résorber l'endettement et réduire les dépenses publiques ». Le secrétaire général du RPR estime, d'autre part, que « la barque sociale prend l'eau pour 1986 », en dépit de la « régression » opérée par les socialistes, qui ont réduit « la protection sociale des plus défavorisés ».

M. Toubon estime que, en matière de décentralisation, « rien n'a été achevé, surtout pas dans le domaine essentiel, des finances », et que la répartition des compétences donne lieu à une « joyeuse pagaille administrative ».

Quant aux télévisions privées, selon M. Toubon, « le seul objectif des socialistes est de bloquer, avant les législatives, un maximum de fréquences au profit des partenaires qu'ils auront choisis, en vue de réduire les possibilités [pour le gouvernement] de créer de vraies télévisions privées ».

**TREKKING - EXPÉDITION SAHARA**  
de Bunes en canyon avec les Taurins du Hoggar, de l'Aïr ou les Maures de Mauritanie  
**NOMADE**  
les amis du Sahara  
50, av. des Terres - 75017 Paris  
329-06-80 (17-20 h)

## NOUVELLES BRÈVES

● M. Fabius et les personnes âgées. — M. Laurent Fabius a rendu visite, lundi 5 août, à des personnes âgées de la région parisienne, à la maison de retraite de Créteil (Val-de-Marne) ou dans leurs domiciles privés à Châtenay-Malebray et Asnières (Hauts-de-Seine). Dans l'esprit du premier ministre, qui était accompagné par M. Joseph Franchesch, secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, il s'agissait là d'un geste normal d'amitié envers ceux « qui ne prennent pas de vacances ».

● La nouvelle « affaire Dreyfus ». — M. Charles Heru, ministre de la défense, a déclaré, le dimanche 4 août, sur Radio-Monte-Carlo, qu'il n'a « aucun différend » avec le ministre de la culture, M. Jack Lang, et que le débat sur la statue du capitaine Dreyfus (Le Monde daté 4-5 août) « n'est pas politique ». « Il m'a semblé que l'Ecole militaire est un lieu clos, alors qu'il y aurait sans doute intérêt à ce que cette statue soit installée bien en vue du public, dans un jardin », a dit M. Heru.

● PRÉCISION. — Une erreur de transcription a rendu incohérent la fin de notre article consacré à la mairie de Ploerdmezeau (Le Monde daté 4-5 août). La dernière phrase « Pour M. Arzel, il y a un intérêt à dire, en effet, que tout cela n'est que politique » aurait dû être placée entre guillemets, puisqu'elle a été prononcée par M. Telarn, élu conseiller général (RPR) contre M. Arzel, maire (CDS) de Ploerdmezeau.

## CULTURE GÉNÉRALE

### UNE MÉTHODE POUR NE PAS BRONZER IDIOT !

Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base et renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations. Une méthode accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets. Document gratuit à l'Institut Culturel Français, Service 3737, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 270-73-61.

**PICARD**  
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !  
3 gammes de sursures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles »  
par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances  
4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.55

مكتبة الأمل







# SOCIÉTÉ

## LA CATASTROPHE FERROVIAIRE DU LOT

### Le prix de la sécurité

La SNCF a transporté en 1984 plus de sept cent cinquante-cinq millions de personnes. La même année, les accidents de chemin de fer ont fait un seul mort, si l'on retient la notion de responsabilité directe de la société, et trente-huit morts « par responsabilité personnelle ». Dans le même temps, onze mille dix cent quatre-vingt-cinq personnes se sont tuées sur les routes. En termes de statistiques, on pourrait en conclure que le train est le moyen de transport le plus sûr.

Mais, bien évidemment, on ne peut accepter ce froid calcul. C'est justement parce qu'elle a en charge tant de vies humaines que la Société des chemins de fer se doit de rendre son réseau totalement fiable. La sécurité doit primer, que l'on roule à 230 km/h entre Lyon et Paris, ou trois fois moins vite entre Brive-la-Gaillarde et Rodez. Les moyens de sécurité existent. Ils sont convergents dans un même but : assurer la sécurité des voyageurs et des biens transportés.

La FNAUT demande de nouveaux crédits pour moderniser les lignes omnibus. La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) fait part, dans un communiqué, de son émotion après la catastrophe survenue à Flanjac. Tout en rappelant son attachement au maintien des lignes ferroviaires omnibus, elle souhaite les voir se moderniser dans le sens d'une plus grande sécurité (lignes radio sol-machines, signaux automatiques) et s'efforce d'obtenir que toute restriction qui pourrait survenir au budget des transports.

La FGAAC : des investissements pour la sécurité. La Fédération générale autonome des agents de conduite de la SNCF, qui repré-

sente environ le tiers des agents de conduite, demande des investissements pour la sécurité, enfin d'empêcher des accidents comme celui de Flanjac. La FGAAC se déclare « très soucieuse de la notion de sécurité, qui repose sur la modernisation du matériel et des infrastructures, mais également sur la formation continue du personnel ».

Le syndicat, qui rappelle que deux conducteurs sont morts dans la collision, assure : « Nous ne porterons aucun jugement sur les responsabilités et allons intervenir auprès de la SNCF et des pouvoirs publics afin que soit améliorée la sécurité des circulations, notamment sur les lignes de moindre importance ».

faissant la navette, il reste plus de 5 000 kilomètres à équiper au prix de 500 000 francs à 1 million de francs du kilomètre.

Tout calcul fait, la SNCF aurait à dépenser entre 2 et 5 milliards de francs pour réaliser ces équipements. Que ne l'a-t-elle déjà fait ? C'est à partir de cette question que s'ouvre la polémique. Endettée à hauteur de 67 milliards de francs (soit presque l'équivalent de ses charges d'exploitation), grande dévoreuse de crédits publics, la SNCF est une entreprise déficitaire (22 milliards de francs sur les quatre dernières années) qui doit cependant supporter d'importantes charges d'équipement. Le montant des investissements est de l'ordre de 8 milliards de francs, 80 % de ces dépenses allant au réseau principal (hors banlieue). Un peu moins de la moitié, soit 46 % du total, est destinée aux installations fixes. Cela revient à dire qu'il faudrait presque en doubler le montant pour assurer la sécurité totale sur les réseaux à voie unique.

Le moins que l'on puisse affirmer, c'est que l'heure n'est pas à ces « folles » dépenses dont la rentabilité serait absolument inexistante. Privée d'antifinancement, empêchée de recourir plus avant aux capitaux extérieurs, la SNCF, dans le cadre d'un budget de rigueur, maintiendra des dépenses d'équipement en 1985, au niveau de celles de 1984 en francs constants.

En constatant ces résultats, chacun se tourne d'un seul mouvement vers la puissance publique dont le concours n'est cependant pas négligeable puisque l'Etat a accordé 34,3 milliards de francs à la SNCF en 1984. Pourtant, l'impression demeure que ces concours sont mal répartis. Sans mettre en cause — comme ne marque pas de le faire l'opposition — les 13 milliards et

demie affectés aux charges de retraite, certains font remarquer que l'Etat ne réclame pas à s'engager dans des opérations sans doute plus rentables politiquement. Il participe au financement de la réalisation du TGV Atlantique en accordant une subvention de 30 % pour les infrastructures, c'est-à-dire près de 3 milliards de francs. Quand il le croit utile, il n'hésite pas non plus à accroître les charges de la société nationale, en lui demandant, par exemple, « d'acquiescer, en sus des besoins du trafic, une douzaine de milliards de francs pour soutenir l'industrie ferroviaire », selon le rapport de la commission de contrôle du Sénat publié en mai dernier.

Ce même rapport met certainement le doigt sur le problème soulevé quand il recommande de « mettre en place un budget d'investissement spécifique par région, à partir d'une meilleure connaissance des coûts de chaque service rendu ». N'est-ce pas, en effet, le meilleur moyen de trancher le débat sur la nécessité d'investir plus en moyens matériels ou plus en moyens humains ? La réponse ne peut être univoque. Pour rester un vrai service public — certains diront pour le redevenir —, la SNCF est invitée à repenser les problèmes en niveau local.

Le veut-elle ? Mais surtout le peut-elle ? A trop lui imposer des critères de rentabilité, on l'amène à délaisser un volume d'investissement non rentables par nature. En revanche, si l'on admet que la sécurité n'a pas de prix, il reste à la puissance publique à intervenir tout en s'assurant que son concours ne se perd pas dans les méandres d'une entreprise publique par trop centralisée.

FRANÇOIS SIMON.

## Une montée soudaine des eaux dévaste la plage des Saintes-Maries-de-la-Mer

Deux vagues hautes de 2 m à 2,50 m ont déferlé dans la nuit du lundi 5 août au mardi 6 sur environ 20 kilomètres de côtes entre les Saintes-Maries-de-la-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône). L'eau est rapidement montée sur la grande plage qui occupe la région, où campent de nombreux estivants en cette saison de l'année. Plusieurs milliers de personnes, surprises par la montée des eaux, ont dû abandonner leur tente et se réfugier dans l'arrière-pays. Le camping de Saint-Jean-de-Girard, à 11 kilomètres d'Arles, a été en grande partie dévasté.

L'inondation soudaine, en pleine nuit et sous l'orage, a fait craindre le pire aux sauveteurs. Dès les premières heures du jour, tous les moyens disponibles dans les

Bouches-du-Rhône ont été envoyés sur place. Cent cinquante sapeurs-pompiers, d'importants effectifs de gendarmerie et de police, trente plongeurs, vingt-six bateaux et deux hélicoptères de la marine nationale de type Super-Frelons recherchaient d'éventuelles victimes. M. Pierre Jozé, ministre de l'Intérieur, devait surveiller les lieux du sinistre, ce mardi dans la matinée.

Les effets secondaires du « coup de mer » se sont fait sentir dans plusieurs ports de la région jusqu'à Marseille et Cassis, où le niveau de l'eau sur les quais est monté de 1 mètre. De nombreux bateaux ont rompu leurs amarres et, à Port-Gardien, une jeune fille a été tuée par des embarcations soulevées par la mer.

## Les vagues du froid et du chaud

Le fond froid qui a traversé la France du nord-ouest au sud-est, lundi 5 août, et est arrivé aux alentours de 21 heures sur la Camargue est sans doute l'un des responsables des deux vagues successives qui se sont abattues sur les plages du littoral. L'air froid, qui a déferlé à l'est, sur les côtes du Roussillon — de Perpignan à Sète, — a été freiné en arrivant dans les Bouches-du-Rhône et le front s'est trouvé « distordu ».

Le front froid a bousculé la masse d'air chaud qui stagnait sur la Méditerranée et a provoqué de violents orages qui se sont lavés, dès 17 heures, sur la côte du Roussillon et se sont généralisés au cours de la nuit des Bouches-du-Rhône à la Côte d'Azur. Le choc des masses d'air chaud et froid a pu provoquer la formation d'une petite dépression soulevant la mer.

Cette arrivée d'air froid et d'orages, que la météorologie nationale avait prévue, ne suffit pas à tout expliquer. Des phénomènes antérieurs se produisant souvent sans provoquer pour cela des déferlements de

vagues de 2 mètres de haut. D'autres facteurs ont donc certainement contribué à provoquer ce phénomène inattendu, notamment l'absence de relief sur cette partie de la côte.

« Le milieu marin est très complexe », soulignent les météorologistes, qui font remarquer que dans la nuit du 5 au 6 août le vent ne soufflait qu'à une soixantaine de kilomètres/heure sur le littoral, ce qui est fréquent dans la région. Mais des vents beaucoup plus forts soufflaient au large.

Toutefois les spécialistes estiment que la cause météorologique est probable et qu'il ne s'agit pas d'un raz de marée conséquence d'un phénomène sismique apparu en mer. Toutefois de tels phénomènes ont lieu en Méditerranée où des raz de marées peuvent se former à la suite de glissements des fonds marins. Ce fut le cas le 16 octobre 1979 à Nice et le 11 juin 1983 aux Saintes-Maries-de-la-Mer.

E.G.

## MÉDECINE

### La consommation régulière de médicaments contre la douleur augmente le risque de cancer de la vessie

Une enquête américaine menée auprès de 173 jeunes femmes atteintes d'un cancer de la vessie vient de confirmer l'existence d'une corrélation entre cette affection et la consommation de certains médicaments contre la douleur (1). Ces médicaments sont déjà connus pour provoquer, à haute dose, de graves maladies rénales. Leur association avec le cancer de la vessie ne fait toutefois pas encore l'objet d'une information systématique auprès du corps médical.

Le cancer de la vessie touche en priorité les hommes entre cinquante et soixante-dix ans. C'est la plus fréquente des tumeurs malignes des voies urinaires. Elle concerne chaque année 30 000 personnes aux États-Unis et 10 000 en France. Dans ces deux pays, ce cancer est respectivement responsable de 10 000 à 40 000 décès annuels.

Le cancer de la vessie est aussi bien connu pour être lié à l'environnement : depuis cinquante ans, on a démontré que cette tumeur était associée avec certains produits chimiques utilisés dans l'industrie de la peinture et du textile. Plusieurs études américaines ont aussi conclu à la responsabilité de la saccharine et du tabac. Pourtant, jusqu'à ces dernières années, aucune relation n'avait été observée entre ce cancer et la consommation de médicaments analgésiques.

Le développement international des enquêtes de pharmacovigilance devait toutefois aboutir à une série de conclusions concordantes. En Suède d'abord, en Australie ensuite, plusieurs observations avaient permis de suspecter les analgésiques. L'enquête américaine le confirme. Elle a porté sur 173 femmes âgées de vingt à

quarante-neuf ans, groupe à priori peu exposé, atteintes d'un cancer de la vessie, 173 autres femmes non malades formant le groupe contrôle. Après analyse des données, les chercheurs concluent à un risque de cancer 6,5 fois plus élevé en cas de consommation régulière de médicaments analgésiques de la classe des phénols ou de paracétamol (2).

Ces médicaments étaient pris quotidiennement pour des douleurs de diverses origines ou seulement quelques jours par mois (douleurs menstruelles) pendant plusieurs mois, voire plusieurs années avant l'apparition du cancer. Jusqu'à présent, seule la première de ces deux substances était connue pour pouvoir, en cas de consommation prolongée, provoquer de graves maladies rénales. Les chercheurs américains expliquent avoir aussi enquêté sur la seconde à cause de la stratégie commerciale des grandes firmes pharmaceutiques qui, depuis plusieurs années, proposent des analgésiques à base de paracétamol compte tenu de la toxicité connue de la phénacétine. Il reste à savoir comment ces nouveaux éléments seront pris en compte par les industriels, et surtout par les autorités sanitaires, les analgésiques faisant l'objet d'une très large automédication.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cette enquête a été menée par des épidémiologistes de la Food and Drug Administration et de l'université Johns-Hopkins de Baltimore. Elle est publiée dans le *New England Journal of Medicine* daté du 1<sup>er</sup> août.

(2) En France, la phénacétine est présente dans huit spécialités pharmaceutiques et le paracétamol dans trente-six.

## SPORTS

### LES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION

#### Allemands d'Est en Ouest

Ouverts dimanche 4 août, les dix-septièmes championnats d'Europe de natation se déroulent à Sofia (Bulgarie) jusqu'au 11 août prochain. Les plongeurs et les joueurs de water-polo se sont jetés à l'eau les premiers. Les épreuves de natation ne commenceront que ce mardi. Par rapport aux précédents championnats d'Europe, à Rome, en 1983, deux certitudes : la RDA ne peut pas faire mieux, la France ne peut pas faire plus mal. Troisième évidence : dans les conversations de podium, la langue dominante sera l'allemand.

En équipe de France A depuis 1979, Carole Amann est « la maîtresse » du groupe plongeant sur ses vingt-cinq ans bien sonnés. Elle a, il est vrai, onze ans de plus que sa coéquipière Pascaline Louvrieux, propulsée dans le grand bain international après son titre de championne d'Europe junior sur 100 mètres brasse. A treize ans et neuf mois, la nageuse enfant de Charleville-Mézières sera opposée dans le bassin du Drapage rouge, à Sofia, à des « vieilles » de dix-sept ans. La vague de renouveau de la natation internationale a atteint la France. La moyenne d'âge de la sélection tricolore est à la baisse. Moins de dix-huit ans pour les filles, dix-neuf ans et demi pour les garçons dont le « doyen », Dominique Bataille, a tout juste vingt-deux ans.

« Le plus important », explique Patrice Prokop, directeur technique national (DTN), « c'est que l'équipe est homogène. L'une des raisons de notre insuccès aux championnats

est de réaliser le double dans toutes les épreuves individuelles et de gagner tous les relais, les nageuses est-allemandes ont établi un record qu'elles ont bien en peine d'égaler. Astrid Strauss (400 mètres libre), Cornelia Sirch (200 mètres dos), Kornelia Gressler (100 mètres papillon) et Kathleen Nord (400 mètres nage) défendront leur titre avec de bonnes chances de succès. Mais la Néerlandaise Versteppen (100 mètres libre) et la Bulgare Bogomilova (100 mètres brasse) pourraient apporter un peu de variété dans la programmation des hymnes nationaux.

### Equipe de France : générations brassées

d'abord avec le mental. Les muscles des athlètes étant confiés au traditionnel « kiné », un psychologue, Eric Niboux, a été recruté pour s'occuper de leur tête.

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

### Coupe du monde de rugby

#### L'AFRIQUE DU SUD DÉCLINE L'INVITATION

L'Afrique du Sud a décliné l'invitation à participer à la première Coupe du monde de rugby organisée du 24 mai au 21 juin 1987 en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les Sud-Africains auraient pris cette décision afin de « ne pas empêcher le développement de cette première édition ». A l'indiqué, lundi 5 août à Londres, M. John Kennell-Carpenter, président de la commission d'organisation de la Coupe du monde.

Si toutes les fédérations réunies au sein de l'International Board étaient d'accord pour inviter les rugbymen sud-africains, les gouvernements australiens et néo-zélandais avaient fait savoir clairement que « leurs pays ne prendraient pas le risque d'inviter les Springboks et de déclencher par là même des incidents et des manifestations de nature à troubler l'ordre public et le déroulement des rencontres ».

### Le bachotage de Stephan Caron

Nouvelle idole du sprint français, Stephan Caron, dix-neuf ans, avait cette année deux objectifs : d'une part, passer son permis de conduire, d'autre part, réussir son baccalauréat. Il a réussi le « double », obtenant l'un à sa première tentative et réussissant l'autre avec mention « assez bien ».

N'étant pas, selon la formule de son entraîneur, Guy Boissière, « un gars qui se dépayse », Caron a donc un peu « sèché » l'entraînement au cours de l'année. Il risque d'être à cours de longueur de bassin pour espérer inquiéter les meilleurs Européens. La perspective ne trouble pas son entraîneur : « J'ai toujours considéré que c'était un problème de permettre aux nageurs de concilier les études et la natation, car celle-ci n'est qu'un bref passage dans la vie d'un adolescent », dit-il.

Farouchement hostile au système des sections sport-études, « qui marginalise les sportifs », Guy Boissière accepte d'avancer les contraintes de l'enseignement général pour son élève, à qui il a appris à nager à l'âge de huit ans : « Stephan est plus à l'aise lorsqu'il peut côtoyer d'autres jeunes que dans un milieu sportif protégé ». Sollicité par de nombreuses universités américaines, Stephan Caron ne leur a pas fait une réponse de Normand. C'est à Rouen, « où il a ses habitudes », que ce jeune homme rangé fera sa natation annuelle de sciences économiques. Quand il en aura fini avec le crawl, Stephan brassera des affaires. Déjà lecteur assidu de journaux économiques et financiers, il voit son avenir dans le « business ».

En spéculateur avisé, Guy Boissière sait que Stephan Caron est un placement à long terme. « Des champions de sprint comme l'Allemand Wotke, le Suédois Johnsson, l'Américain Gaines et Michel Rousseau dans le passé, ont atteint leur meilleur rende-

ment à vingt-trois ou vingt-quatre ans », fait-il remarquer. C'est l'âge qu'aura le jeune Français à Séoul. Les Jeux olympiques de 1988 sont le seul véritable objectif de sa carrière sportive, dont se sera, d'après Guy Boissière, « la fois le fin et l'apogée ». Là-bas, Stephan Caron suivra de près ceux du lot.

Élève studieux, il ne négligera entre-temps aucun examen de passage. Il a consacré tout son mois de juillet à « bachoter » sa natation en vue du podium de Sofia. Technique contestable des canchres, cette méthode peut sourire à un surdoué qui, depuis deux ans, saute toutes les classes. Dernier de la finale B à Rome, finit à A à Los Angeles, il a battu cet hiver — sans préparation spéciale — le record du 100 mètres nage libre. Si Caron se qualifie pour la finale de Sofia, le plus difficile sera fait car, estimant-il, « dans une finale de 100 mètres, tout peut arriver ».

J.-J. B.

RÉSULTATS

Plongeurs français de haut vol

1. Angela Stashevich (URSS), 414,77 points ; 2. Ruzena Petrova (RDA), 400,62 ; 3. Alla Lobanikina (URSS), 388,95.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

es TV pr

« L'élément de cré...  
de télévision...  
existants de...  
la moitié...  
IDF, les spéci...  
pour dég...  
fréquences né...

« Les médias...  
soulignent les météorologistes, qui font remarquer que dans la nuit du 5 au 6 août le vent ne soufflait qu'à une soixantaine de kilomètres/heure sur le littoral, ce qui est fréquent dans la région. Mais des vents beaucoup plus forts soufflaient au large. Toutefois les spécialistes estiment que la cause météorologique est probable et qu'il ne s'agit pas d'un raz de marée conséquence d'un phénomène sismique apparu en mer. Toutefois de tels phénomènes ont lieu en Méditerranée où des raz de marées peuvent se former à la suite de glissements des fonds marins. Ce fut le cas le 16 octobre 1979 à Nice et le 11 juin 1983 aux Saintes-Maries-de-la-Mer. »

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 500 mètres libres, et il faut abandonner ses camarades après avoir vérifié à Vittef la totale maîtrise. Nicolas Bouchet, recordman de France du 200 mètres brasse, plongé dans des études de biologie marine à Santa-Barbara, n'a pas attendu pour faire le même constat. « Américaine » depuis quatre ans, Laurence Bensimon est la seule respéc.

« Réveil à 5 heures. »

« Avant vu clair dans les raisons de notre échec de 1983 », affirme Patrice Prokop, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour nous assurer un minimum de réussite. »

Y compris démanteler le centre de préparation depuis les Landes jusqu'à Vittef. L'autout principal des Vosges est, selon les responsables de l'équipe de France, « de procurer une qualité de sommeil exceptionnelle ». Réveil à 5 heures.

Sûr de la cohésion de son équipe, le DTN souhaite récolter les bienfaits d'une « préparation sans heurt ». « Je vais voir, dit-il, si ce qu'on essaie d'inculquer à ces jeunes porte ses fruits. Ils doivent montrer constamment de leur valeur pour l'expliquer au niveau international. Un résultat se construit

pour mener de front études et compétition. « L'organisation de ces championnats d'Europe », dit Patrice Prokop, « est un défi. Nous sommes 400 mètres et 1 5



05:10:17

## Le Monde SCIENCES

# Les TV privées en quête de fréquences

**Le gouvernement a décidé de créer deux chaînes privées de télévision. Il faudra ajouter aux émetteurs existants deux réseaux multivides desservant la moitié de la population. A TDF, les spécialistes ont longuement travaillé pour dégager, presque partout, les fréquences nécessaires.**

L'EXPLOSION des radios locales puis la prochaine création de chaînes privées de télévision ont fait prendre conscience qu'on ne peut émettre n'importe où et n'importe comment. Le spectre des fréquences radioélectriques est une ressource limitée, et il est indispensable de planifier soigneusement les sites d'émission, les fréquences utilisées et les puissances émises. Sinon, chacun brouille le voisin sans réel profit.

En France, c'est TDF qui fait cette planification, à l'intérieur de contraintes résultant d'accords internationaux et de décisions gouvernementales. Aussi cet établissement public est-il fréquemment accusé de noirs desseins lorsqu'il fait valoir des contraintes pour l'opérateur d'une demande. TDF a été soupçonné d'avoir des « fréquences cachées », réservées pour d'obscurs et peut-être inavouables usages. Il est clair que TDF n'a pas toujours su défendre son dossier, et comme le reconnaît son président, M. François Schoeller, « devant la complexité du problème, les ingénieurs et techniciens ont parfois eu tendance à ne pas donner les explications ; à ne rien dire ».

A TDF, on est cependant convaincu de la solidité du dossier, et on a quelques arguments à faire valoir. M. Schoeller pense d'ailleurs que, face à une situation qui prête à controverse, la « trans-

parence » des choix faits devrait être garantie par un organisme indépendant. Selon lui, ce pourrait être le Conseil national de la communication audiovisuelle, organisme qui dispose d'experts et qui a le droit d'émettre des avis officiels.

Le problème des attributions de fréquences se pose différemment en radio et en télévision, même si on retrouve des contraintes similaires. Dans les deux cas, l'établissement public est confronté à des demandes en bande FM pour la radio, en bande UHF (ondes décimétriques) en télévision ; à la réglementation internationale limite sévèrement les possibilités.

### Boucher les trous

En radio (modulation de fréquence), les émissions sont autorisées, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985, entre 87,5 mégahertz et 104 mégahertz - la bande 104,108 sera libérée par les militaires, mais seulement en 1996. Si deux émetteurs sont au même endroit, ils doivent être séparés d'au moins 0,1 mégahertz - écart qui peut être réduit à 0,1 mégahertz s'ils sont bloqués l'un par l'autre. Le plan de fréquences établi pour l'Île-de-France permet à 108 stations d'émettre, ce qui ne paraît pas être un mauvais résultat puis-

que, si l'on prend la région de New-York, deux fois plus étendue, on trouve dans la même bande 104 émetteurs, ayant le même descripteur plus grande.

En télévision, la France peut utiliser 45 canaux UHF (ondes décimétriques), numérotés de 21 à 65 (1) - plus quelques canaux VHF (ondes métriques) de l'ancien réseau 819 lignes en noir et blanc, qui ont été attribués à Canal Plus et ne suffisent même pas à l'émission de ce seul programme. Il faut avec ces canaux diffuser les trois chaînes publiques. Or chacune d'elles a besoin, pour couvrir la quasi-totalité du territoire métropolitain, de 112 ou 116 émetteurs principaux. A cause du relief, les zones couvertes par ces émetteurs laissent de nombreux trous - on ne peut recevoir le signal que si l'on est en vue directe de l'émetteur. Pour boucher ces trous, il a fallu installer, pour chacune des trois chaînes, quelque 2 600 réémetteurs - plus de 300 au total pour le seul département de l'Aveyron. Comme leur nom l'indique, les réémetteurs captent les ondes d'un émetteur principal et les rediffusent - dans un autre canal - aux habitants des zones d'ombre. Le relief naturel n'est pas seul en cause : à Paris, un réémetteur a été installé sur la tour Maine-Montparnasse, qui masque la tour Eiffel à de nombreux habitants des treizième et quatorzième arrondissements.

Le seul énoncé des chiffres précédents - globalement 8 000 émetteurs et réémetteurs UHF se partageant 45 canaux - montre bien l'ampleur des problèmes, avant même que soient prises en compte les contraintes à respecter. Il ne reste guère de canaux libres, à moins d'aller, dans quelques cas, étendre la bande autorisée, et utiliser les canaux 66 à 69, théoriquement réservés aux transmissions militaires, et que la

défense a accepté de prêter à TDF à titre précaire. En cas de crise grave, ces émissions seraient supprimées.

Il ne faut pas oublier que les attributions internationales de fréquences, faites pour l'essentiel à la conférence de Stockholm en 1961, l'ont été sur la base de quatre programmes par pays, un en VHF et trois en UHF. Or le choix a été fait pour TF1, A2 et FR3 d'une ouverture aussi complète que possible du territoire - Canal Plus doit en couvrir 90 % en fin d'année. Ce choix se peut être remis en cause : on voit mal un gouvernement annoncer à bon nombre d'électeurs qu'on leur supprime une des chaînes nationales. Il est donc logique qu'il n'apparaisse pas possible d'ajouter une autre chaîne ayant une couverture nationale complète.

### Des impossibilités

Les études faites pour la mission Bredin, qui a demandé à TDF d'examiner la possibilité de desservir un ensemble de soixante-deux zones, généralement disjointes, centrées sur les grandes villes, ont en revanche montré qu'on peut techniquement ajouter deux chaînes dans la plupart de ces zones, ainsi qu'une cinquantaine de télévisions locales. Le rapport Bredin propose la création de deux réseaux « multivides » - et le gouvernement vient de le suivre sur ce point, - ayant chacun une audience potentielle de 17 millions de téléspectateurs.

L'étude a mis en évidence quelques impossibilités. Ainsi, aucune adjonction aux émissions actuelles ne paraît possible à Strasbourg. On pourrait envisager une réimplantation générale des émetteurs, les Français étant installés en Forêt-Noire et les Allemands dans les Vosges, ce qui libérerait

avec une forte puissance. L'émetteur de Lille est à Bouvigny, dans le Pas-de-Calais : il a une puissance de 50 kilowatts ; il est équipé d'une antenne à fort gain qui porte un pylône haut de 300 mètres. Sa zone de service s'étend loin en Belgique, et celle de brouillage, encore plus. Des canaux sont disponibles, pour des chaînes supplémentaires, mais à condition d'émettre à puissance plus faible afin de réduire la zone de brouillage. On ne peut donc pas implanter les émetteurs correspondants à Bouvigny. On peut, en revanche, les mettre au beffroi de Lille, mais les habitants de l'agglomération lilloise devront s'équiper d'une nouvelle antenne pour recevoir les nouvelles chaînes, ce qui n'est guère souhaitable au plan économique.

Bien d'autres exemples pourraient être donnés. Les contraintes techniques sont sévères, et celles qu'imposent les données socio-économiques le sont encore plus. Mais elles sont toujours difficiles à apprécier. Dans un domaine où les conflits d'intérêts sont nombreux, où les parties sont si nombreuses, la position de TDF, organisme technique à qui revient la tâche de dire ce qui est possible et d'élever des objections, n'est évidemment pas confortable. Elle rappelle un peu celle d'EDF lorsque fut mis en place le programme électronucléaire. D'où l'insistance de son président sur la « transparence » et le souhaitable contrôle des choix techniques par un organisme indépendant de l'établissement public.

MAURICE ARVONNY.

Même s'il n'y a rien à changer, si des canaux sont disponibles, des difficultés peuvent apparaître. C'est le cas à Lille. Pour cette ville, comme pour d'autres situées dans des régions sans relief, il a été choisi d'implanter un émetteur loin de la ville, et d'émettre

(1) Les canaux ont 8 mégahertz de large. Le canal 21 va de 470 à 478 mégahertz, le 22 de 478 à 486, et la bande allouée à la télévision se termine au canal 65, entre 822 et 830 mégahertz.

## Les canaux interdits

L'UTILISATION d'un canal en stérile quatre autres. La raison est simple pour les canaux adjacents, qui émettent immédiatement le canal utilisé - les canaux 49 et 51 si l'on utilise le canal 50. Mais sont aussi, et dans le même exemple, les canaux 47 et 46, à cause des techniques employées pour la réception.

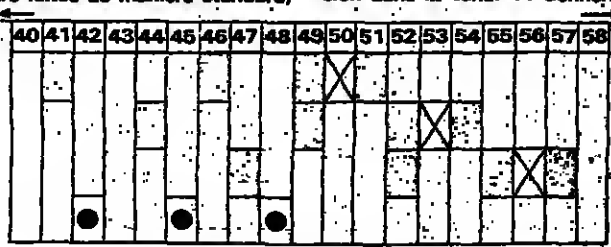
Quel que soit le canal que l'on veut recevoir, le signal reçu est immédiatement transposé à une fréquence fixe - on fait deux fréquences, 32,7 mégahertz pour l'image et 39,2 mégahertz pour le son. Les diverses opérations de filtrage, de démodulation et d'amplification peuvent ensuite être faites de manière standard,

émissions est assez important pour brouiller le signal envoyé par un émetteur qui utiliserait ce dernier canal. On pourrait empêcher cette réémission, mais cela augmenterait le coût des appareils de réception.

C'est aussi la présence de cet oscillateur qui exclut l'utilisation du canal 41 (630-638 mégahertz), que les techniciens appellent le canal conjugué du canal 50. L'électronique, qui fait la soustraction des fréquences, ne peut faire dans les deux sens. Or, la fréquence de l'oscillateur (670-678 mégahertz) pour recevoir le canal 50 est presque exactement à mi-chemin entre les canaux 41 et 50. Une émission dans le canal 41 dégraderait

aussi, après soustraction, des fréquences proches de 32,7 et 39,2 mégahertz - avec échange de l'image et du son - et brouillerait donc le canal 50 que l'on veut recevoir. D'où l'impossibilité d'utiliser un canal et son conjugué dans une même zone de réception.

Une recette pratique et souvent utilisée actuellement, où l'on a en général trois émetteurs par site, consiste à espacer les canaux d'émission de trois en trois. Ainsi les canaux 50, 53 et 56 sont affectés à TF1, A2 et FR3 dans le Morbihan. La figure montre que certaines interdictions tombent alors sur les mêmes canaux, ce qui réduit le nombre des canaux interdits. Elle montre aussi que les canaux 42, 45 et 48 constituent un autre triplet utilisable.



40 Numéro du canal

Triplet de canaux utilisés dans une zone

Canaux dont l'utilisation est interdite dans la même zone

Autre triplet utilisable

indépendants du canal d'émission. Cette transposition se fait en mélangeant le signal reçu à celui fourni par un oscillateur, et l'opération s'analyse comme une soustraction entre la fréquence du signal reçu et celle de l'oscillateur. Dans le cas d'utilisation du canal 50, qui s'étend de 702 à 710 mégahertz, l'image et le son modulent des portuses à 703,25 et 709,75 mégahertz respectivement. Pour ramener ces valeurs à 32,7 et 39,2 mégahertz, l'oscillateur doit donc fonctionner à 670,55 mégahertz, fréquence qui tombe dans le canal 46 (670-678 mégahertz). Or, cette fréquence est réémise par l'antenne : on d'ailleurs, un récepteur réglé sur le canal 50 est un petit émetteur sur le canal 46. En agglomération, l'ensemble de ces

## Eviter les brouillages

DE nombreuses contraintes techniques sont à respecter si l'on veut éviter les brouillages. Un émetteur est conçu pour desservir une certaine région, sa zone de service. Mais ses émissions sont reçues dans une région plus vaste, à un niveau trop faible pour être utilisable, mais suffisant pour brouiller un autre émetteur qui utiliserait le même canal.

Cette zone de brouillage est généralement dix fois plus étendue que la zone de service, quelle que soit la puissance de l'émetteur. Dans les directions où aucun relief ne vient gêner la propagation, la zone de brouillage s'étend souvent à plusieurs centaines de kilomètres.

En pratique, deux émetteurs ne peuvent utiliser le même canal que si la zone de service de l'un est entièrement à l'extérieur de la zone de brouillage de l'autre. Or, les sites de brouillage débordent souvent les frontières ; seules, les Pyrénées constituent une barrière presque étanche. Avant de mettre en place un nouvel émetteur, il faut donc prendre en compte, non seulement les autres émetteurs français, mais aussi ceux des réseaux étrangers.

### Arguments économiques

Dans la zone de service d'un canal de numéro N, on ne peut évidemment réutiliser ce canal, mais pas non plus les canaux adjacents de numéro N+1 et N-1. En effet, il n'y a pas d'intervalle entre canaux. Chaque canal, large de 8 mégahertz, commence à 0 ou 10 précédant se termine. Or, les fréquences utilisées n'ont pas une sélectivité parfaite. Elles laissent passer le canal qu'on souhaite recevoir, ils ne peuvent complètement couper une émission qui serait faite sur les canaux adjacents.

Sont aussi exclus les canaux de numéro N-4 et N-9. Ici la rai-

son tient à la technologie des récepteurs (lire l'encadré). Ces interdictions pourraient être modifiées, en utilisant d'autres méthodes pour la réception.

A l'étranger, elles sont différentes, voire levées. Mais des arguments économiques s'y opposent. Il faut maintenir le plus bas possible le coût des appareils de télévision. Et il est évidemment exclu de changer le parc actuel de téléviseurs. Toute modification doit donc être introduite progressivement. Or, pendant la période où deux techniques de réception seraient simultanément utilisées, elles conjugueraient leurs inconvénients sans qu'apparaisse encore aucun avantage.

L'utilisation d'un canal en stérile donc quatre autres. C'est là une contrainte très forte. Car si les zones de service des émetteurs principaux ne se recouvrent qu'à leurs limites, les réémetteurs ont leur zone de service incluse dans celle de l'émetteur principal dont ils reprennent l'émission.

Il est fréquent qu'un point se trouve visible à la fois de l'émetteur principal et de deux réémetteurs, parfois plus et cela pour chaque chaîne. Un calcul brutal

— cinq canaux utilisés ou stérilisés, à multiplier par trois émetteurs et par trois chaînes, — conduirait aux quarante-cinq canaux disponibles. Ce calcul n'a heureusement pas de sens, car on peut s'arranger pour que plusieurs interdictions affectent le même canal, ce qui diminue le nombre total des canaux interdits (voir figure). Mais il montre qu'ajouter de nouveaux émetteurs n'est pas facile.

### Avec l'ordinateur

Comment procède la direction des fréquences de TDF ? Il paraît souhaitable d'implanter un émetteur supplémentaire ? C'est un ordinateur qui dégraisse le travail. Or lui indique le site choisi, la puissance d'émission. L'ordinateur passe alors en revue tous les canaux. Pour chaque choix possible, à partir des caractéristiques des émetteurs en place, il calcule tous les brouillages : celui du nouvel émetteur par les anciens, aussi bien que les effets inverses. En général, il constate que les quarante-cinq canaux envisageables sont interdits.

Mais l'ordinateur n'a pas tenu compte du relief : il connaît l'alti-

tude des émetteurs, mais pas toute la carte de France. Il ne prend pas non plus en considération quelques possibilités techniques de réduction des brouillages, ni la directivité des antennes de réception.

Les spécialistes épluchent alors les résultats, carte IGN en main. Les cartes en relief leur sont très utiles pour faire une première analyse, que précèderont, un relevé des altitudes. Les spécialistes constatent qu'entre tel « brouilleur » et l'émetteur qu'on veut implanter, il y a une bienheureuse montagne qui arrêtera les ondes. Peu à peu, ils lèvent ainsi les impossibilités.

Au bout d'un certain temps — une bonne journée de travail en télévision, deux heures pour la radio où les exigences de vue directe sont moins fortes, — ils trouvent une solution, ou s'assurent qu'il n'en existe aucune, ou encore ils ne peuvent pas conclure. Ce dernier cas est fréquent, et il faut aller sur le terrain et faire des mesures pour vérifier les hypothèses. Le travail reprend alors sur de nouvelles bases. C'est ainsi qu'ont été faites les études techniques demandées par la mission Bredin.

M. A.

### Les disponibilités dans 62 zones de desserte

	Sans réaménagement du réseau	Avec réaménagement	Envisageable
Aucune fréquence	15	7	5
Une fréquence	47 dont 9 brouillées	55 dont 7 brouillées	57 dont 2 brouillées
Deux fréquences	34 dont 15 brouillées	45 dont 16 brouillées	50 dont 10 brouillées
Trois fréquences	18 dont 5 brouillées	28 dont 6 brouillées	34 dont 5 brouillées

Le tableau donne, pour 62 zones de desserte, le nombre de fréquences disponibles, avec ou sans réaménagement du réseau d'émission. La colonne « envisageable » correspond à des hypothèses de réaménagement ultérieur, dont la possibilité reste à confirmer. Dans certaines zones, les fréquences ne sont disponibles qu'en tolérant un certain brouillage qui interdirait la réception pour certains habitants (15 % de la population en moyenne).



## UN APPORT DES BIOTECHNOLOGIES

## Le lait, nouvelle source de produits chimiques

**Le lait pourrait devenir une nouvelle matière première pour la fabrication de produits pharmaceutiques ou chimiques. Une perspective ouverte par les biotechnologies, qui bouleversera la vie des éleveurs et des industriels du lait.**

« Le lait c'est gai », annonçait ses producteurs, à grand renfort de publicité. Mais le lait, c'est aussi une matière première riche en matières grasses et en protéines, dont on est loin d'avoir encore exploité toutes les possibilités. Le lait, c'est encore le pivot d'une chaîne de production et de transformation dont les différents maillons — les éleveurs, les coopératives, les industries, les consommateurs — interagissent sans cesse. L'industrie laitière, c'est un chiffre d'affaires de 80 milliards de francs (estimation de 1983).

C'est dans cette filière complexe, aux importants enjeux économiques et politiques, qu'arrivent maintenant les biotechnologies, chargées de toutes les promesses. Dès lors, on peut s'interroger. En quoi ces nouvelles « technologies du vivant » peuvent-elles modifier les rapports économiques entre les différents acteurs ? Peuvent-elles aider à la recherche de solutions aux excédents laitiers ?

Ces questions sont au centre des réflexions d'un groupe de travail sur « l'impact des biotechnologies sur le secteur agricole et alimentaire — la filière lait ».

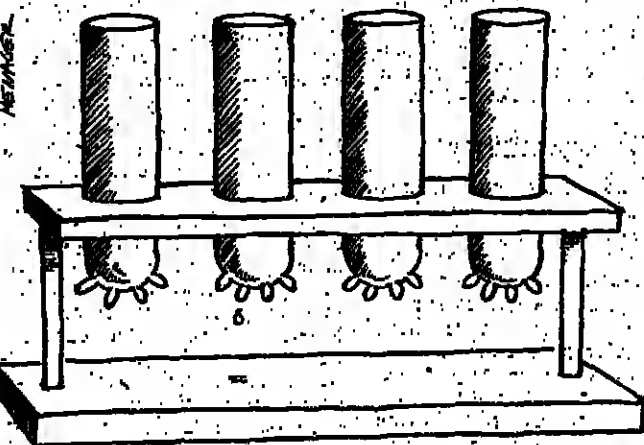
Récemment réuni par le Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), il rassemblait des scientifiques, des économistes, des industriels, des représentants d'organismes agricoles, et un spécialiste de la consommation.

Imaginons que l'on parvienne, dans des conditions économiquement rentables, à faire du lait une nouvelle source de produits chimiques. Cela mettrait en cause les conditions d'élevage, et tout l'équilibre « sociologique » du monde rural pourrait s'en trouver modifié, remarque M. Pierre Feillet, chef du département de technologie des glucides et des

protéines à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). L'un des initiateurs de cette réflexion collective. « L'indépendance des nouvelles technologies dans la filière lait n'est donc pas neutre, souligne-t-il, et on ne peut raisonner sans tenir compte des réalités socio-économiques ».

## Réalités et obstacles

Ces réalités, ce sont d'abord celles des éleveurs. « La situation



MENAGER

des exploitations est, d'une manière générale, défavorable », notent les experts. Pour réaliser une économie d'échelle, un agriculteur doit posséder en moins trente vaches laitières. D'où une tendance à la croissance des troupeaux et un risque d'excédent laitier, puisque la consommation augmente moins vite que la collecte. C'est le cercle vicieux.

Ces réalités, ce sont aussi celles des entreprises laitières actuellement en pleine mutation et placées devant l'impératif de fournir aux consommateurs des produits de qualité constante.

Une contrainte qu'elles ne maîtrisent pas entièrement, puisque

la qualité des produits finis dépend en grande partie de la nourriture donnée au cheptel. C'est donc toute l'alimentation des troupeaux qui devrait faire l'objet d'une attention particulière, voire « être repensée ».

Le développement de l'industrie laitière est confronté, en outre, à deux autres obstacles, de nature très différente. L'un provient de « l'absence ou de l'insuffisante stabilité » de certains équipements de stockage, qui peuvent conduire à la contamination de millions de litres de lait. L'autre — et ce sera aux chercheurs de le surmonter — tient à l'imparfaite connaissance des composants du lait et des micro-organismes qui interviennent dans sa fermentation.

Que peuvent apporter, dans ce secteur, les nouvelles technologies — qu'elles soient « bio » ou non ? D'abord, une plus grande automatisation, seule capable de conduire à des fabrications constantes et à moindre coût. Une

duction et la consommation nationales. Le deuxième consiste en la mise en place d'une « stratégie de conquête des firmes ». Le rôle essentiel serait laissé aux entreprises, qui « pourraient chercher à modifier le champ de référence de la demande, en proposant de nouvelles produits alimentaires et non alimentaires ».

En poussant les choses à leur terme, « tout en restant dans les limites du raisonnable », ce scénario pourrait conduire à une réorientation complète de la filière lait et à son ouverture vers la chimie fine et la pétrochimie notamment.

Le dernier scénario, qualifié de « micro », fait appel aux « solutions locales » : auto-limitation, auto-appropriation et auto-consumation. Par rapport au précédent, qui confie le développement de la filière à de grands groupes ou à des multinationales, il privilégie plutôt les circuits courts.

## Export

Les experts éliminent d'emblée le premier scénario, « qui peut entraîner à terme des effets pervers, notamment une augmentation des prix et, par conséquent, une escalade de l'inflation et une levée de boucliers des consommateurs ».

En revanche, un mélange des deux derniers leur paraît possible. La filière lait pourrait à la fois s'appuyer sur les stratégies des grandes firmes — qui, en diversifiant et en réorientant leurs productions, tenteraient de conquérir de nouveaux marchés à l'exportation — et sur une meilleure implantation des entreprises au niveau régional, avec la valorisation de produits « naturels » ou « de pays » à forte valeur ajoutée.

Il reste qu'en période de crise « il semble difficile de proposer un véritable scénario de croissance de la filière lait ». Cette dernière, quels que soient les apports des biotechnologies, est soumise à une règle que connaissent nombre de secteurs d'activités traditionnelles : « Si l'on veut continuer à produire, dit M. Feillet, la seule solution est d'exporter ».

ELISABETH GORDON.

## Au service du fromager

BEURRE, fromages variés... L'homme n'a pas attendu l'avènement du vingtième siècle pour tirer le meilleur parti du lait, pour exploiter les ressources de ce cocktail d'eau, de matières grasses, de protéines, de sucre (la lactose) et de sels minéraux. Mais le secteur très traditionnel a connu, au cours des dernières décennies, de profondes bouleversements technologiques. Toutes les opérations qui transforment successivement le lait en fromage — la fermentation, la coagulation des protéines, l'égouttage du caillé, l'affinage qui donne au produit fini tout son arôme — ont été ébranlées.

Il n'est plus question, depuis longtemps déjà, de laisser se développer spontanément les bactéries présentes naturellement dans le lait. Les fromagers savent stopper leur croissance et les remplacer par des micro-organismes spécialement sélectionnés pour déclencher la fermentation et lui permettre d'avoir lieu dans les conditions souhaitées. On espère même, à terme, pouvoir confectonner « sur mesure » des mélanges simples de souches, capables à la fois de conférer au milieu une acidité donnée et de provoquer la naissance de tel ou tel arôme.

De même complète-t-on la pénurie des enzymes naturelles du lait à l'aide de nouvelles venues, produits industriels, qui accélèrent l'affinage tout en améliorant la texture des fromages fabriqués.

Les fromagers font bien plus que de tirer parti des travaux des biologistes et des biochimistes. Certains ont aussi adapté à leurs besoins des technologies venues d'ailleurs. L'une d'elles, l'ultrafiltration, héritée de l'industrie chimique, est utilisée par de nombreuses laiteries industrielles pour séparer les constituants du lait. Cette méthode fait, en effet, appel à une membrane dont les pores ont une forme et une dimension telles qu'ils laissent passer l'eau, le lactose et les sels minéraux, et ne retiennent que les matières indissolubles à la fabrication du fromage.

Ainsi sont fabriqués, chaque année, dans le monde, plusieurs dizaines de milliers de tonnes de fromage frais. Récemment, une entreprise a également utilisé cette technique pour séparer le lactosérum (peut-être) des toutes premières étapes de la fabrication de fromages à pâte

molle (du type camembert), avec pour résultat d'augmenter l'opération d'égouttage et d'augmenter de 15 à 20 % les rendements de production.

Les techniques membranaires atteignent aujourd'hui un tel raffinement qu'il devient possible, en variant la taille de leurs pores, tout en jouant sur les conditions de température et d'acidité du milieu, de sélectionner et d'extraire une catégorie choisie de molécules intéressantes. Grâce à elles, le lactosérum, longtemps considéré comme un déchet encombrant, devient une matière première exploitable. Il peut servir de substrat pour la culture de micro-organismes, notamment de levures utiles dans l'alimentation animale ou comme adjuvant dans l'industrie agro-alimentaire.

## Diététique médicale

Mieux encore : des techniques de séparation plus « fines », telle la chromatographie préparative, permettant d'extraire les protéines qui renforcent le lactosérum. Selon leur origine et les traitements qu'elles subissent, ces dernières acquièrent des propriétés fonctionnelles particulières : une capacité à lier l'eau et le gras (très utile en charcuterie), un pouvoir gélifiant (pour les fiens et les crèmes), et bien d'autres encore. Ces protéines solubles et à valeur nutritive élevée peuvent aussi être transformées en petites molécules complètes, dans et rapidement assimilables par l'organisme. Elles trouvent alors des débouchés en diététique médicale, comme « éléments de réanimation » ou pour nourrir des personnes ayant subi l'ablation de l'intestin grêle.

Quelques-unes des protéines du lait contiendraient même des séquences à activité neurophysiologique et possèderaient, suivant les cas, un pouvoir morphinomimétique ou immunostimulateur. De là à pronostiquer leur commercialisation prochaine par l'industrie pharmaceutique, il n'y a qu'un pas que certains franchissent déjà.

Néanmoins, on ne se fabrique pas, à partir de cette matière première animale, des médicaments chimiques, voire de confecturer des lents pour les briques de construction ?

E. G.

## 3 000 espèces de cafards

**Les blattes, ou cafards, pullulent dans les immeubles dotés de chauffage central et de vide-ordures. Ces insectes qui suscitent le dégoût transmettent diverses maladies.**

BLATTE, cafard, cancrelat, cockroach (en anglais). Tous ces synonymes suscitent le dégoût. Le spectacle de ces cafards qui fuient la lumière à toute vitesse pour disparaître par le moindre interstice est déplaçant, mais il est devenu fréquent, même dans les maisons les mieux tenues, depuis une vingtaine d'années : essentiellement depuis que les immeubles sont dotés de chauffage central et de vide-ordures. Car les cafards, rochers et lucifuges, aiment les endroits chauds et humides, et ils raffolent des déchets domestiques de toutes sortes.

Les cafards constituent, par ailleurs, un vaste groupe de plus de trois mille espèces dont dix-sept sont domestiques. En France, trois espèces sont particulièrement abondantes : la blatte américaine (*Periplaneta americana*), longue de 3 à 6 centimètres, préfère les endroits des piscines aux habitations ; la blatte germanique (*Blattella germanica*) est celle que l'on trouve le plus de voir dans les cuisines, bien qu'une autre blatte (*Supella longipalpis*) soit aussi répandue depuis une dizaine d'années. La blatte germanique et *Supella longipalpis* se ressemblent beaucoup : de même taille (1 à 2 centimètres), même couleur brun-jaune clair.

Les blattes forment un groupe très ancien. Elles étaient déjà très abondantes au carbonifère (— 345 à — 280 millions d'années) et ont fort peu évolué depuis lors. Les blattes ont ainsi plusieurs caractères primitifs (réseau de nervures des ailes très dense, pièces buccales

broyeuses, thermophilie et hydrophilie, etc.). On ne connaît pas leur ancêtre, mais les blattes sont sûrement issues d'un arthropode marin (1).

Les glandes des blattes sécrètent des substances très variées. Certaines de ces substances sont toxiques pour les prédateurs (rats, souris, araignées, etc.). Les phéromones sont des sécrétions émises par les blattes dans le milieu extérieur (et non pas dans l'organisme émetteur comme le sont les hormones). Transportées dans l'air à des doses infinitésimales, les phéromones sont perçues et identifiées par les individus de la même espèce, et elles guident leur comportement, en particulier le comportement sexuel.

## Agréation, piste et sexe

Les blattes émettent plusieurs phéromones.

- Les phéromones d'agréation, grâce auxquelles les cafards se regroupent autour des sources de nourriture. Leur effet attractif est croissant : plus il y a de blattes, plus il y a de phéromones et plus il y a de blattes qui accourent.
- Les phéromones de piste, découvertes très récemment chez les blattes, marquent les trajets (comme chez les fourmis), suivent que tous les cafards suivent les mêmes itinéraires.
- Les phéromones sexuelles, émises par les mâles pour les femelles, régissent la vie sexuelle

de l'espèce. Une phéromone sécrétée par les femelles attire et excite les mâles, et réciproquement. Mais, de plus, une phéromone émise par une glande dorsale du mâle doit être mangée par la femelle avant que celle-ci accepte l'accouplement.

Après la fécondation, les processus de reproduction varient selon les espèces. Chez la plupart des blattes, les œufs, si tôt fécondés, sont « empaquetés » dans une oothèque, c'est-à-dire une sorte de petit sac résistant fabriqué par deux glandes situées dans les voies génitales de la femelle. Ce système est assez comparable à celui de l'Araldis : une glande émet la colle, l'autre le durcisseur.

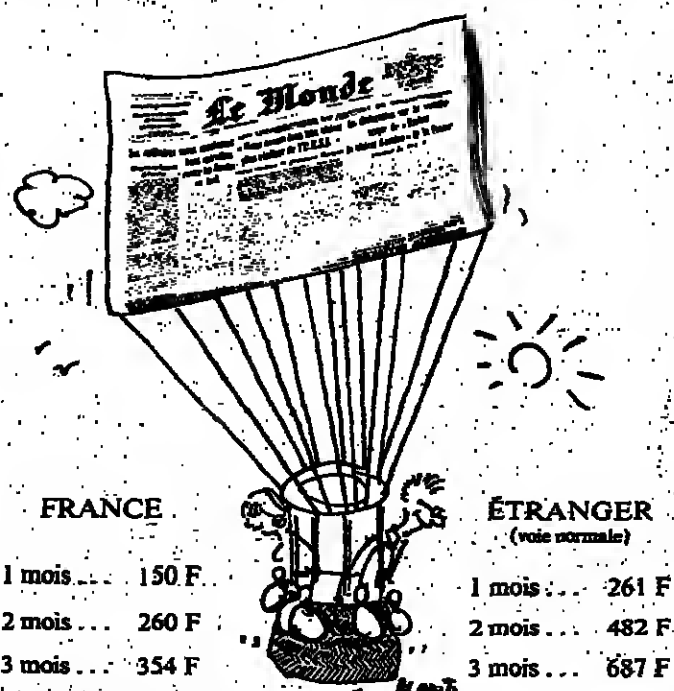
Selon les espèces, l'oothèque peut être transportée par la femelle, le sac demeurant partiellement à l'extérieur du corps. Elle peut ainsi rester dans une poche spéciale du corps de la femelle : les larves sont écloses dans leur mère et en sortent toutes formées. Au cours de chaque période de ponte, les femelles peuvent émettre plusieurs oothèques et elles sont fécondables plusieurs fois au cours de leur existence (un à deux ans selon les espèces).

Par elles-mêmes, les blattes ne sont pas dangereuses. Ni piqueur ni morsure, mais elles restent des insectes assez dangereux, dont les pattes et les excréments véhiculent d'innombrables virus, bactéries, vers, parasites de toutes sortes. Les blattes sont des agents de transmission de beaucoup de maladies graves (dont la polio-myélie).

YVONNE REBEYROL.

(1) L'embranchement des arthropodes comprend les crustacés, les myriapodes, les insectes et les arachnides.

## ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE	ÉTRANGER (valeur normale)
1 mois... 150 F	1 mois... 261 F
2 mois... 260 F	2 mois... 482 F
3 mois... 354 F	3 mois... 687 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23, poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du  
NOM ..... PRÉNOM .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Localité .....  
Pays .....  
CJ- joint mon versement ..... F.

Peut-être l'apparition sur le marché de yaourts, de fromages nouveaux, pourrait-elle faire évoluer cette situation. Mais comment en être sûr ? Il faudrait étudier en détail l'évolution de la consommation et des goûts, comme le recommande le groupe de travail.

Tel est le constat. Reste, à présent, à tenter de dégaier les possibilités avenir de la filière lait. Les experts envisagent trois scénarios, pour le court et le moyen terme.

Le premier est celui du « renforcement et du protectionnisme ». Chaque pays créerait ainsi un marché captif qui lui permettrait de faire concéder la pro-

## DIGRESSION

## 1 RÉSUMÉ

Durant l'été, les blattes pullulent dans les immeubles dotés de chauffage central et de vide-ordures. Ces insectes qui suscitent le dégoût transmettent diverses maladies.

BLATTE, cafard, cancrelat, cockroach (en anglais). Tous ces synonymes suscitent le dégoût. Le spectacle de ces cafards qui fuient la lumière à toute vitesse pour disparaître par le moindre interstice est déplaçant, mais il est devenu fréquent, même dans les maisons les mieux tenues, depuis une vingtaine d'années : essentiellement depuis que les immeubles sont dotés de chauffage central et de vide-ordures. Car les cafards, rochers et lucifuges, aiment les endroits chauds et humides, et ils raffolent des déchets domestiques de toutes sortes.

Les cafards constituent, par ailleurs, un vaste groupe de plus de trois mille espèces dont dix-sept sont domestiques. En France, trois espèces sont particulièrement abondantes : la blatte américaine (*Periplaneta americana*), longue de 3 à 6 centimètres, préfère les endroits des piscines aux habitations ; la blatte germanique (*Blattella germanica*) est celle que l'on trouve le plus de voir dans les cuisines, bien qu'une autre blatte (*Supella longipalpis*) soit aussi répandue depuis une dizaine d'années. La blatte germanique et *Supella longipalpis* se ressemblent beaucoup : de même taille (1 à 2 centimètres), même couleur brun-jaune clair.

Les blattes forment un groupe très ancien. Elles étaient déjà très abondantes au carbonifère (— 345 à — 280 millions d'années) et ont fort peu évolué depuis lors. Les blattes ont ainsi plusieurs caractères primitifs (réseau de nervures des ailes très dense, pièces buccales

broyeuses, thermophilie et hydrophilie, etc.). On ne connaît pas leur ancêtre, mais les blattes sont sûrement issues d'un arthropode marin (1).

Les glandes des blattes sécrètent des substances très variées. Certaines de ces substances sont toxiques pour les prédateurs (rats, souris, araignées, etc.). Les phéromones sont des sécrétions émises par les blattes dans le milieu extérieur (et non pas dans l'organisme émetteur comme le sont les hormones). Transportées dans l'air à des doses infinitésimales, les phéromones sont perçues et identifiées par les individus de la même espèce, et elles guident leur comportement, en particulier le comportement sexuel.

Après la fécondation, les processus de reproduction varient selon les espèces. Chez la plupart des blattes, les œufs, si tôt fécondés, sont « empaquetés » dans une oothèque, c'est-à-dire une sorte de petit sac résistant fabriqué par deux glandes situées dans les voies génitales de la femelle. Ce système est assez comparable à celui de l'Araldis : une glande émet la colle, l'autre le durcisseur.

Selon les espèces, l'oothèque peut être transportée par la femelle, le sac demeurant partiellement à l'extérieur du corps. Elle peut ainsi rester dans une poche spéciale du corps de la femelle : les larves sont écloses dans leur mère et en sortent toutes formées. Au cours de chaque période de ponte, les femelles peuvent émettre plusieurs oothèques et elles sont fécondables plusieurs fois au cours de leur existence (un à deux ans selon les espèces).

Par elles-mêmes, les blattes ne sont pas dangereuses. Ni piqueur ni morsure, mais elles restent des insectes assez dangereux, dont les pattes et les excréments véhiculent d'innombrables virus, bactéries, vers, parasites de toutes sortes. Les blattes sont des agents de transmission de beaucoup de maladies graves (dont la polio-myélie).

YVONNE REBEYROL.

(1) L'embranchement des arthropodes comprend les crustacés, les myriapodes, les insectes et les arachnides.

## 2 CHATEAUBRIAND EN

Nous avons vu, dans le précédent numéro, comment les blattes pullulent dans les immeubles dotés de chauffage central et de vide-ordures. Ces insectes qui suscitent le dégoût transmettent diverses maladies.

BLATTE, cafard, cancrelat, cockroach (en anglais). Tous ces synonymes suscitent le dégoût. Le spectacle de ces cafards qui fuient la lumière à toute vitesse pour disparaître par le moindre interstice est déplaçant, mais il est devenu fréquent, même dans les maisons les mieux tenues, depuis une vingtaine d'années : essentiellement depuis que les immeubles sont dotés de chauffage central et de vide-ordures. Car les cafards, rochers et lucifuges, aiment les endroits chauds et humides, et ils raffolent des déchets domestiques de toutes sortes.

Les cafards constituent, par ailleurs, un vaste groupe de plus de trois mille espèces dont dix-sept sont domestiques. En France, trois espèces sont particulièrement abondantes : la blatte américaine (*Periplaneta americana*), longue de 3 à 6 centimètres, préfère les endroits des piscines aux habitations ; la blatte germanique (*Blattella germanica*) est celle que l'on trouve le plus de voir dans les cuisines, bien qu'une autre blatte (*Supella longipalpis*) soit aussi répandue depuis une dizaine d'années. La blatte germanique et *Supella longipalpis* se ressemblent beaucoup : de même taille (1 à 2 centimètres), même couleur brun-jaune clair.

Les blattes forment un groupe très ancien. Elles étaient déjà très abondantes au carbonifère (— 345 à — 280 millions d'années) et ont fort peu évolué depuis lors. Les blattes ont ainsi plusieurs caractères primitifs (réseau de nervures des ailes très dense, pièces buccales

broyeuses, thermophilie et hydrophilie, etc.). On ne connaît pas leur ancêtre, mais les blattes sont sûrement issues d'un arthropode marin (1).

Les glandes des blattes sécrètent des substances très variées. Certaines de ces substances sont toxiques pour les prédateurs (rats, souris, araignées, etc.). Les phéromones sont des sécrétions émises par les blattes dans le milieu extérieur (et non pas dans l'organisme émetteur comme le sont les hormones). Transportées dans l'air à des doses infinitésimales, les phéromones sont perçues et identifiées par les individus de la même espèce, et elles guident leur comportement, en particulier le comportement sexuel.

Après la fécondation, les processus de reproduction varient selon les espèces. Chez la plupart des blattes, les œufs, si tôt fécondés, sont « empaquetés » dans une oothèque, c'est-à-dire une sorte de petit sac résistant fabriqué par deux glandes situées dans les voies génitales de la femelle. Ce système est assez comparable à celui de l'Araldis : une glande émet la colle, l'autre le durcisseur.

Selon les espèces, l'oothèque peut être transportée par la femelle, le sac demeurant partiellement à l'extérieur du corps. Elle peut ainsi rester dans une poche spéciale du corps de la femelle : les larves sont écloses dans leur mère et en sortent toutes formées. Au cours de chaque période de ponte, les femelles peuvent émettre plusieurs oothèques et elles sont fécondables plusieurs fois au cours de leur existence (un à deux ans selon les espèces).

Par elles-mêmes, les blattes ne sont pas dangereuses. Ni piqueur ni morsure, mais elles restent des insectes assez dangereux, dont les pattes et les excréments véhiculent d'innombrables virus, bactéries, vers, parasites de toutes sortes. Les blattes sont des agents de transmission de beaucoup de maladies graves (dont la polio-myélie).

YVONNE REBEYROL.

(1) L'embranchement des arthropodes comprend les crustacés, les myriapodes, les insectes et les arachnides.

حكايات الأصيل







# COMMUNICATION

## Les ambitions de M. Silvio Berlusconi

« Je souhaite venir travailler en France » nous déclare le magnat de la télévision privée italienne

MILAN. — M. Silvio Berlusconi, cinquante ans, propriétaire des principaux réseaux de télévision privée en Italie, sera-t-il partie prenante du développement de l'audiovisuel français ? Les récentes décisions gouvernementales sur les chaînes privées hertziennes et les orientations actuelles pour le satellite de télévision directe (le Monde du 6 août) paraissent réduire sa marge de manœuvre. Pourtant, « son Excellence », comme le surnomme la presse italienne, nourrit de gros espoirs dans l'ouverture à la française, « tremplin possible pour l'Europe ».

Sympathique, M. Berlusconi. Dans sa grande villa de milliardaire des environs de Milan, où il reçoit en tenue sportive blanche, il raconte son aventure avec passion, éroque, nostalgique, ses souvenirs de Sorbonne, bouillir sur son magnétoscope pour commentaire, volubile, une de ses émissions, et saute sur son piano pour chanter du Bécass... Opération charme ? En tout cas, le désir de convaincre... au risque de provoquer.

Milan, où il reçoit en tenue sportive blanche, il raconte son aventure avec passion, éroque, nostalgique, ses souvenirs de Sorbonne, bouillir sur son magnétoscope pour commentaire, volubile, une de ses émissions, et saute sur son piano pour chanter du Bécass... Opération charme ? En tout cas, le désir de convaincre... au risque de provoquer.

De notre envoyée spéciale.

Beaucoup de Français, parmi les acteurs les plus importants de la communication, jusqu'aux jeunes candidats à la télévision, sont venus ici, à Milan, observer ce que nous faisons et qu'on ne peut pas faire en France. Cela nous a fait plaisir, car c'était une reconnaissance implicite de notre professionnalisme. Et, je crois d'ailleurs que nous avons, par quelques entretiens, servi à remettre en place certaines idées, ébranlé quelques stéréotypes, et empêché déjà plusieurs échecs. C'est vrai, je souhaite pouvoir venir travailler en France. Comme conseiller, fournisseur d'idées et de « savoir-faire », comme partenaire dans une ou plusieurs chaînes, comme producteur de programmes, ou comme régisseur de public.

— Que leur apporterez-vous ? — Des connaissances sur la production de programmes et de l'aide pour en fabriquer, des conseils pour l'achat de programmes internationaux et le bénéfice de liens étroits que nous entretenons avec les plus

laquelle nous aurons chacun la moitié des parts. — J'appartiens aux fonds de roulement de cette société, et j'ai pris un gros risque de gestion, car il fallait changer radicalement de politique commerciale. Mais j'étais prêt à entreprendre la démarche publicitaire, qui a tant coûté dans notre réussite en Italie, à recommencer avec des experts en marketing un travail important auprès des annonceurs, et je n'ai pas la possibilité d'entrer à Paris, la publicité des sociétés multinationales. En gage de réussite de mon pari d'équilibre les comptes de la société, j'exigeais une majorité de contrôle sur la régie de publicité. Ce travail de réorganisation requerrait en effet d'avoir les mains libres dans la régie et de pouvoir décider seul, très rapidement. C'est peut-être ce qui a inquiété la direction de Canal Plus, qui a décidé de continuer toute seule.

— Vous présentez souvent votre politique publicitaire comme l'une des clés de votre réussite.

— Oui. Nous avons inventé une technique très différente de ce qui est pratiqué ailleurs : vendre aux annonceurs l'augmentation de leurs ventes. Deux cent cinquante personnes ont été recrutées, formées, je m'en suis occupé personnellement, et constituent aujourd'hui une véritable équipe d'experts en marketing. Le principe est simple. Au lieu de nous contenter de démarcher les annonceurs en leur présentant une plaquette comportant les audiences, les tarifs et horaires de spots de publicité, c'est nous qui proposons. Ils nous confient leur publicité, et nous leur en garantissons des retombées immédiates sous forme d'accroissement de leurs ventes. Ils nous paient en proportion des résultats obtenus.

— C'est l'organisation de la publicité qui a fait votre force, et c'est sans doute l'élément qui a tonifié toute l'économie italienne.

Contre le service public.

— Que pensez-vous de la recommandation française visant à interdire l'interception des programmes par des séquences publicitaires ? — Absurde. Parfaitement irréaliste. La publicité dans une émission, équivalente au billet d'entrée au cinéma. Ne pas être exposé aux spots de pub, c'est comme entrer dans la salle sans billet. Or une télévision qui souhaite, à chaque instant, présenter des programmes de qualité coûte horriblement cher. Et la publicité fait partie des exigences incontournables.

— Ce semble également vouloir interdire à quiconque de vouloir la majorité dans une télévision. Quel manque de lucidité ! Il faut bien que quelque chose puisse légitimement décider, trancher, imposer. Cela n'est pas sérieux. Ce n'est peut-être que des ballons d'essai, lancés par des hommes politiques qui pensent toujours en termes de télévision publique. La situation se réglera d'elle-même.

— L'adversaire de la télévision privée, pour vous, c'est le service public ?

— Absolument. Et c'est pour avoir eu la chance de la comparer très vite que nous avons survécu. Les autres ont disparu. Nous sommes des opérateurs privés, c'était la RAI, installée en Italie depuis trente ans, expérimentée et riche. Pour survivre, il fallait acquiescer une position comparable à la sienne, afin de l'affronter couramment et de contre-programmer ses trois chaînes.

— Que signifie contre-programmer ?

— Centre-programmer une chaîne, c'est tenter de contrôler, donc d'annihiler — chacune de ses tentatives, en diffusant, à chaque instant de la journée, un programme similaire au sien : feuilleton contre feuilleton, variétés contre variétés, etc. Encore les « majors » américains refusent-ils souvent de vendre une série vedette à une chaîne indépendante, réduite alors à prendre les restes. Et ce n'est pas avec les restes que l'on gagne la bataille de l'audience. Les futures chaînes françaises le comprendront vite.

— On vous a pourtant souvent accusé de vous contenter de piller à peu de frais les stocks de programmes américains et brésiliens et de provoquer la chute du cinéma italien.

— C'est un mauvais procès. Un proverbe latin dit : « Il en faut du

temps, aux enfants, pour grandir ! » Voyez ce qui s'est fait en cinq ans... Il fallait passer au plus pressé : se mettre en position d'affronter la RAI. Mais dès le départ je me suis abstenu d'une indépendance à l'égard des programmes américains. Désormais je veux produire, et de plus en plus. Nous diffusons déjà 35 % de production propre — 54 % quand nous aurons droit à l'information quotidienne, — et nous participons à de nombreuses coproductions. Quant au cinéma, quelle injustice de nous présenter comme des meurtriers. Sur cent dix films fabriqués cette année en Italie, nous en coproduisons quarante, ce qui fait de nous les premiers producteurs du cinéma italien !

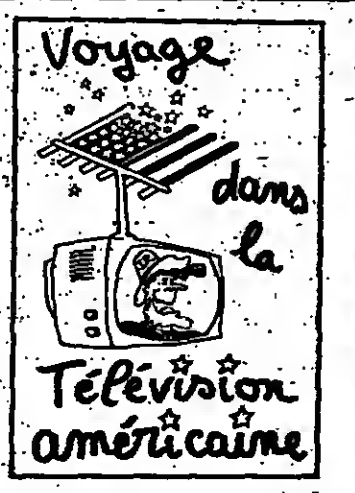
Produire en France

— Aujourd'hui vos projets dépassent le cadre italien et se tournent vers l'Europe, donc vers la satellite.

— C'est juste. L'aventure du satellite me passionne, et je veux être de cette partie historique. A vingt ans, on rêve de partir avec les stars, à cinquante, on rêve d'être sur un satellite. Tous les pays ont, un jour, parlé du satellite, mais c'est la France qui s'en fustigeait et le courage de jouer les pionniers. Bravo ! TDF ! pour jouer un rôle formidable pour le rayonnement de la culture française et la formation d'une identité européenne. Quel beau défi de concevoir des programmes destinés à plaire à des téléspéctateurs de sept ou huit pays !

— Vous avez eu des contacts sérieux avec la mission Pomonti ?

— M. Pomonti a reçu pour mission de créer une société de gestion du satellite, et c'est par un « qui » enthousiaste que nous avons répondu à son offre d'entrer : à concurrence de 12 % dans sa société. Dans le protocole que nous avons signé, nous demandons à être entendus sur l'attribution et la ges-



Que veulent les abonnés ?

De notre envoyé spécial JEAN-FRANÇOIS LACAN

Los Angeles. — « Sexe, sports, violence, culture, on a tout essayé et on n'a pas encore trouvé les programmes qui distingueraient Home Box Office (HBO) des autres chaînes câblées. L'objectif est de conserver ses quinze millions d'abonnés. » Il est rare de surprendre un professionnel américain dans l'angoisse du doute. Mais Steve Uffelt n'est pas comme les autres. La quarantaine, séduisant, la responsable des productions d'HBO a fait ses études de cinéma à Paris, fasciné par les films de la Nouvelle Vague.

— Expulser de France en mai 1988, il part travailler en Suède avec Ingmar Bergman et revient aux Etats-Unis en 1972 pour tenter, en vain, de faire des films militants contre la guerre du Vietnam. Soixante ans plus tard, il est à Hollywood, il rejoint enfin l'aventure de la première chaîne payante pour essayer d'inventer une télévision différente, plus ouverte et moins stéréotypée que celle des grandes chaînes nationales.

— La tâche se révèle difficile. « Certes, les abonnés de HBO ont un niveau socio-culturel plus élevé que la moyenne, constate Steve Uffelt, mais leurs goûts en télévision ne sont guère différents de ceux des autres Américains. » Pourtant, il faut bien leur donner quelque chose de plus qui justifie les 12 dollars d'abonne-

ment mensuel à la chaîne. Pendant dix ans, le « plus » d'HBO, c'était le cinéma, mais les autres chaînes de télévision payante et, surtout, le spectaculaire développement de la vidéo, ont fini par banaliser ce programme vedette.

Il y a trois ans, la chaîne investit 35 millions de dollars en coproduction dans des séries fantômes, en échange de la seule exclusivité de diffusion sur son territoire. Le succès du film en salles rapporte 200 millions de dollars au producteur Columbia et pas 1 dollar de plus à HBO. L'affaire coûte sa tête à Frank Biondi, le célèbre président de la chaîne. Le groupe Time, actionnaire principal, nomme à sa place Michael Fuchs, avec mission expresse de trouver des solutions moins coûteuses.

« Des jeux vidéo aux films de Spielberg, Hollywood est devenu une gigantesque machine à fabriquer des spectacles, explique Steve Uffelt. Tout simplement parce que la majorité des spectateurs de cinéma ont émigré aujourd'hui entre douze et vingt ans. Pour trouver des programmes pour nos abonnés, il faut sortir de ce système clos, trouver des créateurs hors des Etats-Unis, coproduire avec l'Europe. » Héros ! les premières tentatives, le « Sang » des autres (coproduit avec Amnion 2), Muscadini (avec la RAI italienne), sont des échecs.

Conçus pour être à la fois des films et des séries télévisées, ces deux productions souffrent de cette ambiguïté et ne s'imposent sur aucun des deux marchés. De plus, le mariage entre sujets, réalisateurs européens et interprétation américaine, indispensable pour séduire le public d'HBO, donne naissance à des produits peu crédibles. Steve Uffelt renonce à son rêve : confier des séries policières ou historiques à de grands réalisateurs comme Antonioni ou Scorsese. « Le cinéma est une culture nationale qui supporte mal les greffes, reconnaît-il. Mais la coproduction internationale est encore au stade du laboratoire. Il faut persévérer, même si ce n'est pas la solution miracle pour HBO. » Sur ce dernier point, Steve Uffelt laisse deviner son pessimisme : « Notre chaîne est une victime de son succès. Lorsqu'on a quinze millions d'abonnés, on devient une télévision, comme les autres. »

Prochain article :

UN CLIP POUR UN SPOT

# SPECTACLES

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
Ides 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés  
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 6 août

## théâtre

BOURBES-PARISIENS (296-02-24), 21 h : Tailleux pour dames.  
CLAYTON DES BELLES (523-49-78), 19 h 30 : Le 146 au comble.  
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'élysée.  
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Le Cœur d'un Français.  
DEUX HEURES (806-07-48), 22 h : Solos de théâtre.  
ESPACE MARXIS (266-00-14), 18 h 30 : Tromb-ai-Ca-Zac.  
GALERIE 55 (326-03-51), 19 h : Sexual Pervertis in Chicago ; 21 h : Médiane's La Météo.  
LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h 30 : C'est rigolo ; 21 h 18 : Paroles françaises ; 22 h 20 : Chêne qui pleure ; 23 h 45 : Comédie d'Elle et de Lui.  
MATHURINS (265-90-00), 21 h : Les Mythes du confessional.  
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Le Duet.  
PORTES-SAINTE-MARTIN (607-37-59), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.  
POTINIERE (261-44-16), 21 h : En vacances.  
THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Belles-Cathés ; 22 h : Nous ne font pas de nous rien de faire.  
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Agitation ; 21 h 30 : Tango pile et face.  
VARIETES (233-09-92), 20 h 45 : N'oubliez pas mesdames.

FETT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Ça va gicler chez les bourgeois.  
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 30 : Moi je crains, mes parents craquent.  
SPLENDID-SAINTE-MARTIN (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

Les chansonniers  
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La Gauche mal à droite.

Le music-hall  
CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.  
TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Tango pile et face.

Les concerts  
Lacourrière, 21 h 30 : A. Liget.

XX Festival estival de Paris (354-94-96)  
SORDONNE, Angèle Richelieu, à 18 h 30 : Ch. Valéry, N. Loe (Debusay, Stravinsky...).

Jazz, pop, rock, folk  
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Mighty Fles.

MEMBERS MELODY (329-60-73), 22 h : Anne-Marie ; 23 h 30 : Jean Bonnard.  
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urvogt.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Solal, P. Caratini, T. Rabreau.  
SHOW CLUB (233-94-30), 21 h 30 : Jazz-Group de Bretagne.  
TROIS MAILLETS (354-00-79), 23 h : Voies d'America, Paul Cooper.  
TROTTORS DU BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : A. Penson, R. Poullet, E. Kallner.

cinéma

Les films marqués (\*) sont présentés aux salles de lecture aux, (\*\*) aux salles de lecture aux.

La Cinéma-thèque  
CHARLOTTE (704-24-30)  
19 h : Carte blanche à P. Vercellotti. Choix de films de G. Monod et M. Kessel.  
21 h : Cinq ans japonais contemporains (9 parties) : Kaneki, de M. Kobayashi.  
REAUROURG (278-35-57)  
Raisché.

Les exclusivités  
ADRIEN BONAPARTE (Franco-egyptien, v.o.), Cluny Palace, 5 (354-07-76).  
AMADEUS (A. v.o.), Vendôme, 2 (742-97-52) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; (544-44-21) ; (562-41-46) ; Parisiennes, 14 (320-30-19).  
LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A. v.o.), Forum Orient-Express, 1\* (233-42-26) ; Quinzette, 5 (633-79-33) ; Médiane, 6 (559-92-83) ; v.l. : Impérial, 2\* (742-75-52) ; Fauvette, 19\* (331-56-46) ; Montparnasse Palace, 14\* (320-12-06) ; Pathe Clichy, 19\* (522-60-01) ; 1\* (522-60-01).  
L'ARCHE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavé (H. sp.), 19\* (554-46-25).  
L'AVENTURE DES EWOKS (A. v.o.), Saint-Ambroise, 11\* (700-89-16).  
BABY (A. v.o.), Napoléon, 17\* (267-32-43).  
LE BAISER DE LA FEMME ARABE (Brta. v.o.), Cluny Palace, 5 (271-32-30) ; Olympia-Luxembourg, 6\* (271-32-30) ; Parisiennes, 14\* (335-21-21).

LE BEBE SCHTROUMPF (Belge), Templiers, 3\* (772-94-56) ; Grand Pavé, 19\* (554-46-25) ; Bata, 1 film, 17\* (244-44-21).  
BUDY (A. v.o.), Forum, 1\* (297-33-74) ; Hautefeuille, 6\* (633-79-33) ; Marignan, 8\* (359-92-82) ; Parisiennes, 14\* (335-21-21) ; v.l. : Capri, 2\* (508-11-69) ; Montparnasse Palace, 14\* (320-12-06).  
BRACCI (Brta. v.o.), Parisiennes, 14\* (320-12-06).  
CARMEN (Brta. v.o.), Calypso, 17\* (380-30-11).  
CHOOSE ME (A. v.o.), Radio Logos 1, 9\* (334-43-34) ; Olympia Europe, 14\* (544-57-34).  
COCAINE (A. v.o.), Desfret, 14\* (321-41-01).  
CONTES CLAUDESTINS (Fr.), République, 11\* (265-11-33).  
COTTON CLUB (A. v.o.), Studio de la Contrepartie, 9\* (562-45-16) ; 2\* (233-54-58).

DAVID THOMAS ET LES AUTRES (Fr.), UGC Bata, 9\* (562-45-16).  
LA DECHIRURE (A. v.o.), Cinéma 6\* (633-10-52) ; v.l. : Opéra Night, 2\* (296-62-56).  
LE DERNIER DRAGON (A. v.o.), Forum Orient-Express, 1\* (233-42-26) ; UGC Normandie, 8\* (563-16-16) ; UGC Montparnasse, 14\* (320-12-06) ; UGC Boulevard, 9\* (574-55-60) ; UGC Gare de Lyon, 12\* (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13\* (336-23-44) ; Mistral, 18\* (339-93-40) ; Images, 19\* (522-47-44).  
DESIDERO (It. v.o.), Cinéma, 6\* (633-10-52).

DÉTECTIVE (Fr.), Studio Cujas, 5\* (354-99-22).  
LEAU ET LES HOMMES (Fr.), Gléde, 19\* (245-66-00).  
EMMANUELLE IV, George-V, 6\* (562-41-46).  
LES ENFANTS (Fr.), Saint-André-des-Arts, 6\* (326-48-18) ; Rialto, 19\* (607-87-61).  
ESCALIER C. (Fr.), Forum, 1\* (297-33-74) ; Paramount-Odeon, 6\* (325-59-83) ; Colisée, 6\* (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9\* (742-56-31) ; Parisiennes, 14\* (335-21-21) ; UGC Bata, 9\* (562-45-16) ; UGC Bata, 9\* (562-45-16) ; UGC Bata, 9\* (562-45-16).

LE FEU SOUS LA PEAU (Fr.), Paramount-Matignon, 2\* (296-60-40) ; Saint-Lazare-Pastor, 9\* (387-35-45) ; Paramount City, 9\* (562-45-16) ; Paramount Montparnasse, 14\* (320-12-06).  
LE FLAC DE BEVERLY HILLS (A. v.o.), Marignan, 8\* (359-92-82) ; v.l. : Bata, 17\* (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11\* (700-89-16).  
LA FORÊT D'EMERVAUD (A. v.o.), Gaumont-Halles, 11\* (297-49-70) ; Bretagne, 6\* (225-10-30) ; Marignan, 8\* (359-92-82) ; Publicis-Champs-Élysées, 15\* (304-30-40) ; Kinépolis, 15\* (304-30-40) ; v.l. : Rex, 2\* (236-83-93) ; Saint-Lazare-Pastor, 9\* (387-35-45) ; Fanny, 9\* (770-32-88) ; Nation, 19\* (343-04-67) ; Fauvette, 19\* (331-56-46) ; Montparnasse Palace, 14\* (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 19\* (322-43-27) ; Pathe Wagram, 19\* (522-46-01) ; Gaumont, 20\* (658-10-96).

GREYSTOCK, LA LEGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.), Cluny Palace, 5\* (354-07-76) ; v.l. : Opéra Night, 2\* (296-62-56).  
GROS DEQUILLASSE (Fr.), Rex, 2\* (236-83-93) ; UGC Bata, 9\* (562-45-16) ; 20-40, 20-40 ; Paris-Cité, 10\* (770-21-71).

L'HISTOIRE SANS FIN (A. v.o.), Bata, 17\* (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11\* (700-89-16).  
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLANC (A. v.o.), Cluny Palace, 5\* (354-07-76) ; UGC Odeon, 6\* (325-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 15\* (304-30-40).  
JOY AND JOAN (Fr.), George-V, 6\* (562-41-46).

KAOS, CONTE DES SICILIENS (It. v.o.), Epe de Bois, 5\* (337-57-47).  
LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.o.), Olympia-Luxembourg, 6\* (633-10-52).  
MARATHON KILLER (A. v.o.), Paramount City, 9\* (562-45-16) ; Paramount-Galerie, 13\* (580-18-03).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.), Arades, 2\* (233-54-58).  
MARIA'S LOVERS (A. v.o.), Templiers, 3\* (772-94-56) ; UGC Rotonde, 6\* (574-55-60) ; Calypso, 17\* (380-30-11).  
MASE (A. v.o.), Impérial, 2\* (742-75-52).

MISHIMA (A.), Cinéma, 6\* (633-10-52).  
NOM DE CODE : OES SAUVAGES (A. v.o.), Ambassade, 9\* (359-19-08) ; v.l. : Richelieu, 9\* (387-35-43) ; Saint-Lazare-Pastor, 9\* (387-35-43) ; Gaîté-Rocheland, 9\* (387-35-43).  
NOSTALGIA (It. v.o.), Bouquaire, 6\* (326-12-12).

## LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX



## SPECTACLES

... LE MONDE - Mercredi 7 août 1985 - Page 13

## RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 6 août

## PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

20 h 35 Sports: football.  
Sociaux-Basins (championnat de France).  
22 h 20 Héros du Tiroir raconte sa vie.  
Rymme aux volants, réal. J.-L. Prévert (Rédif).  
N° 6. Les volants: la première partie d'une série de deux reportages consacrés aux volants de Zaire.  
23 h 15 Journal.  
23 h 30 Choses vues: Hugo lu par Michel Piccoli.

## DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

20 h 35 Les dossiers de l'écran: Marty.  
Film américain de D. Mann (1954), avec E. Borgnine, R. Blair, E. Minetti, A. Clout, J. Mantel (N.).  
Un garçon boucher du Bronx, raconté sans séduction, montre un bel usage journalistique qui fait supposer et se croit facile. De l'importance - il y a trente ans - de « réalisme social » de la télévision sur le cinéma américain.  
22 h 10 Dédit: Être beau, être laid.  
Un dossier de l'écran « qui n'est pas diffusé en direct, mais qui est diffusé en direct ».  
23 h 20 Journal.  
23 h 40 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

20 h 35 Cinéma: Fantomas se déchaîne.  
Film français d'A. Hunebelle (1965), avec J. Marais, L. de Funès, M. Deshayes, J. Duvall, R. Daltan.  
Suite des aventures spectaculaires et humoristiques du « gale du crime » transformé en bandit qui ne tue pas.

## 22 h 10 Journal.

22 h 35 Rencontres de l'été.

22 h 40 Prélude à la nuit.

Trio pour piano, violon et violoncelle, de Ravel.

CANAL PLUS

20 h 30, la Garce, film de C. Pascal; 22 h 10, Looker, film

de M. Crichton; 23 h 40, Bravados, film de H. King; 1 h 15,

Les superstars du catch; 2 h 10, Document: Yankee

sauvage.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Fantômes: « le Chevalier à la charrette ».

21 h Musique et France-Culture dans les Corbières:

concerts-animations au village de Couzou, avec l'ensemble

Accroche-Notes.

22 h 30 Nuits magiques: la vie de bureau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert: (Festival estival de Paris): « Lamento,

Ach, dans ich Wanner g'mag hilt », de J. Christoph Bach,

concerto pour orgue n° 3 op. 4 en fa majeur, de Haendel,

Cantate BWV 54, de J.S. Bach, extraits de l'opéra

« Rinaldo », concerto pour orgue n° 6, extraits de l'opéra

« Giulio Cesare », extraits de « Parthenon », de Haendel,

par la Grande Église et la Chambre du Roy, dir.

R. Jacobs, sol. H. Govers, clavecin, R. Jacobs, haute-

contre.

23 h 5 - Petite fantasmagorie pour une nuit blanche: «

œuvres de Prokofiev, Paganini, Franck, Montecarlo.

Mercredi 7 août

## PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

11 h 15 ANTIPOPE 1.  
11 h 45 La une chez vous.  
12 h Jeu: Le grand labyrinthe.  
13 h 35 De port en port.  
13 h Journal.  
13 h 45 Choses vues: Hugo lu par M. Piccoli.  
14 h 50 Croque-vacances (et à 16 h 35).  
14 h 55 Chiffres-magiques, destinés à tous.  
15 h 30 Repaire: Chapeau (Carlin).  
15 h 35 Série: la Maison des bois.  
16 h 20 À la recherche de la vérité.  
17 h 35 La chance aux châteaux.  
18 h 5 Mini-journal pour les jeunes.  
19 h 15 Série: Archéologie Comar fidèle.  
19 h 15 Jeu: Anagram.  
19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.  
19 h 55 Tirage du Tao-o-Tao.  
20 h Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

11 h 15 ANTIPOPE 1.  
11 h 45 La une chez vous.  
12 h Jeu: Le grand labyrinthe.  
13 h 35 De port en port.  
13 h Journal.  
13 h 45 Choses vues: Hugo lu par M. Piccoli.  
14 h 50 Croque-vacances (et à 16 h 35).  
14 h 55 Chiffres-magiques, destinés à tous.  
15 h 30 Repaire: Chapeau (Carlin).  
15 h 35 Série: la Maison des bois.  
16 h 20 À la recherche de la vérité.  
17 h 35 La chance aux châteaux.  
18 h 5 Mini-journal pour les jeunes.  
19 h 15 Série: Archéologie Comar fidèle.  
19 h 15 Jeu: Anagram.  
19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.  
19 h 55 Tirage du Tao-o-Tao.  
20 h Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

11 h 15 ANTIPOPE 1.  
11 h 45 La une chez vous.  
12 h Jeu: Le grand labyrinthe.  
13 h 35 De port en port.  
13 h Journal.  
13 h 45 Choses vues: Hugo lu par M. Piccoli.  
14 h 50 Croque-vacances (et à 16 h 35).  
14 h 55 Chiffres-magiques, destinés à tous.  
15 h 30 Repaire: Chapeau (Carlin).  
15 h 35 Série: la Maison des bois.  
16 h 20 À la recherche de la vérité.  
17 h 35 La chance aux châteaux.  
18 h 5 Mini-journal pour les jeunes.  
19 h 15 Série: Archéologie Comar fidèle.  
19 h 15 Jeu: Anagram.  
19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.  
19 h 55 Tirage du Tao-o-Tao.  
20 h Journal.

## 11 h 15 ANTIPOPE 1.

11 h 45 La une chez vous.

12 h Jeu: Le grand labyrinthe.

13 h 35 De port en port.

13 h Journal.

13 h 45 Choses vues: Hugo lu par M. Piccoli.

14 h 50 Croque-vacances (et à 16 h 35).

14 h 55 Chiffres-magiques, destinés à tous.

15 h 30 Repaire: Chapeau (Carlin).

15 h 35 Série: la Maison des bois.

16 h 20 À la recherche de la vérité.

17 h 35 La chance aux châteaux.

18 h 5 Mini-journal pour les jeunes.

19 h 15 Série: Archéologie Comar fidèle.

19 h 15 Jeu: Anagram.

19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.

19 h 55 Tirage du Tao-o-Tao.

20 h Journal.

20 h 35 Tirage du Loto.

20 h 40 Feuilletton: le Bateau.

D'après le roman de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 2. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 3. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 4. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 5. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 6. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 7. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 8. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 9. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 10. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 11. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 12. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 13. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 14. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 15. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 16. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 17. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 18. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 19. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 20. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 21. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 22. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 23. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 24. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 25. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 26. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 27. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 28. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 29. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 30. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.

N° 31. Miroir de la vie: le prochain épisode de la

série de films de G. H. Huchet, réal. W. Petersen.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LE JEU DU MARDI À LA TRIBUNE

Des ennus techniques ont rendu incompréhensibles certains passages du discours suivant. Serez-vous retrouver parmi les solutions qui vous sont proposées les propos authentiques de l'orateur ?

**Discours de Georges Marchais  
prononcé à l'inauguration du stand  
de la Fête de l'Humanité consacré  
aux droits de l'homme,  
le 8 septembre 1983,  
une semaine après la destruction du Boeing  
de la KAL par l'aviation soviétique.**

(1) ..... a, de manière compréhensible, suscité dans (2) ..... une vive (3) ..... que, bien sûr, nous ressentons nous-mêmes. Des informations fournies par (4) ..... il apparaît qu'il touche - avec des conséquences particulièrement (5) ..... en vies humaines - à des questions liées (6) ..... Et cela dans un contexte international particulièrement tendu où les confrontations, les menaces et les épreuves de force se multiplient.

En ce qui nous concerne, nous avons immédiatement demandé que (7) ..... et je pense que (8) ..... ont été versés au dossier. Aujourd'hui, d'importantes contradictions subsistent entre les explications (10) ..... notamment quant à (11) ..... des responsabilités réelles. Or (12) ..... des droits à la vérité. Non pas à une vérité (13) ..... qui arrange (14) ..... mais à la vérité telle qu'elle est. Et celle-ci, sans aucun doute, est plus (15) ..... que la version (16) ..... pour qui, une fois pour toutes, l'Union soviétique est (17) ..... et ses dirigeants des (18) .....

De cette affaire, si (19) ..... un enseignement essentiel s'impose : c'est le caractère néfaste et dangereux de (20) ..... que je viens d'évoquer. A l'évidence, les réactions des (21) ..... à ces événements tragiques - cette volonté d'exacerber (22) ..... ces appels à (23) ..... ces menaces, ces outrances et ces invectives - n'ont pu que contribuer à (24) ..... C'est mauvais. C'est (25) .....

1. a) est incident ; b) Ce drame ; c) Cette amorce ; d) l'impératif.
2. a) nos rangs ; b) l'opinion ; c) la presse ; d) l'opinion.
3. a) colère ; b) indignation ; c) émotion ; d) toutes les paroles.
4. a) des témoins ; b) des journalistes ; c) des journalistes ; d) des journalistes.
5. a) au respect de la vie ; b) à la souveraineté des Etats ; c) à la légitime défense ; d) à la légitime défense.
6. a) l'Union soviétique se justifie ; b) les Etats-Unis s'expliquent ; c) toute la communauté internationale ; d) toute la communauté internationale.
7. a) nous avons au raison ; b) nous sommes entendus ; c) la vérité éclaire ; d) la vérité éclaire.
8. a) élément indécidable ; b) fait nouveau ; c) documents accablants ; d) documents accablants.
9. a) fournies par les autorités soviétiques ; b) des uns et des autres ; c) officielles ; d) officielles.
10. a) l'évolution ; b) la mise en évidence ; c) la réitération ; d) la réitération.
11. a) la mémoire des victimes ; b) le monde ; c) le peuple ; d) le monde ; c) le peuple.
12. a) mensongère ; b) de façade ; c) partielle ; d) partielle.
13. a) tel ou tel ; b) Reagan ; c) l'impératif ; d) l'impératif.
14. a) subtilité ; b) grave ; c) complexe ; d) complexe.
15. a) des impérialistes ; b) des idéologues ; c) caricature de ceux ; d) caricature de ceux.
16. a) un monstre sanguinaire ; b) un colosse aux pieds d'argile ; c) l'empire du mal ; d) l'empire du mal.
17. a) apparatchik ; b) agresseur ; c) commensal ; d) commensal.
18. a) dramatique ; b) révolte ; c) déplorables ; d) déplorables.
19. a) ce climat de tension ; b) cette propagande de droite ; c) ce réveil du fascisme ; d) ce réveil du fascisme.
20. a) dirigeants américains ; b) organes de presse occidentaux ; c) capitalistes ; d) capitalistes.
21. a) les passions ; b) les tensions ; c) la douleur des familles ; d) la douleur des familles.
22. a) l'ingratitude ; b) la vengeance ; c) la guerre ; d) la vengeance.
23. a) compliquer encore plus les choses ; b) imposer un peu plus l'URSS ; c) dégrader plus encore ce climat ; d) dégrader plus encore ce climat.
24. a) très mauvais ; b) inquiétant ; c) dramatique ; d) dramatique.

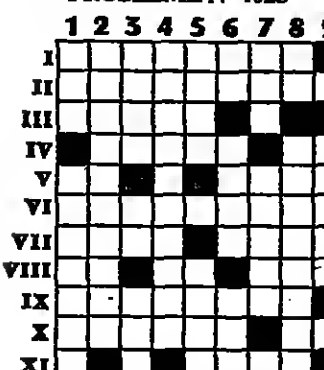
Solution dans notre prochain numéro

### SOLUTION DU JEU DU LUNDI (le Perrain)

Ce « château » pris de la Seine dont se rappelle Laurent, c'était l'Assemblée nationale où notre personnage, jupé ou plutôt J.-P. pour prendre les initiales de son prénom, officia un certain temps. Il avait alors, dans son bureau, un portrait de Karl Marx. Quant à la chanson que Laurent ne connaît pas assez, c'est la Marseillaise, bien sûr. Vous avez reconnu le perrain de Laurent : Jean-Pierre Chevènement.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4025



### HORIZONTALEMENT

I. Il méritait l'élogium et il obtint l'élargissement. - II. Se dit de femmes bouillottes pour avoir sans doute trop « bouillotté ». - III. Rappelé un décès ou commémoré une purification. - IV. Lac de Lapponie. Symbole des orfèvres. - V. Mot puéril. Anatole France le situe sur le mail. - VI. Conseil de prudence. - VII. Possessif. Participe passé pour un sujet sans verbe. - VIII. En l'air. - IX. Révolutions. - X. Relatif à la reproduction des bisons sur les rochers. - XI. Animal pour la plus grande joie de certains. Français.

ques. - XI. Il a beaucoup « frappé » avant d'obtenir le Paix.

### VERTICALEMENT

I. A l'image de la lessive, on y mouille, on y sèche, on étend et l'on repasse. Celui qui la prend en a un coup dans le nez. - II. Lèche-botte. - III. Peu ou pas. Personnel. Lettre grecque. - IV. Dernières choses à sauver pour ne pas tout perdre. - V. Ouvrir un four. Grand ensemble surplumé. - VI. Participe passé. La marque d'un total accomplissement. Ne s'agit pas des explosions de rire. - VII. Éminence japonaise au tempérament de feu. Jouer avec les pieds. - VIII. Personnel. Deux aveugles qui parfois conversent sans rien dire en se regardant dans le blanc des yeux. - IX. Est plus considéré comme homme que comme jeune. - X. Sélénium.

Solution du problème n° 4024

### Horizontalement

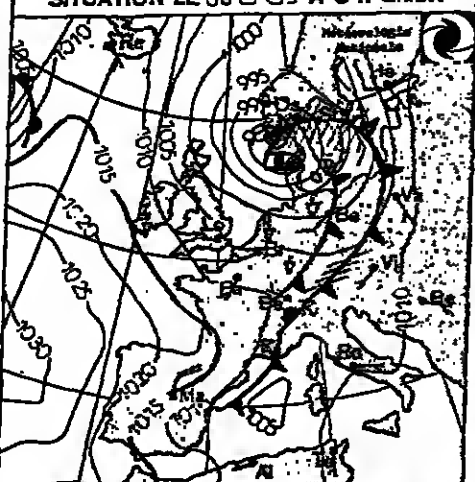
I. Friteries. - II. Rôdeur. Go. - III. Odeur. OS. - IV. Neill. V. Dona. Bos. - VI. Étrille. - VII. En l'air. - VIII. Sonneries. - IX. Ob. Eze. Se. - X. Nef. - XI. Sélénium.

Verticalement

I. Frontal. 2. Rodéo. Nobel. - 3. Idole. Fa. - 4. Tarlatane. - 5. Egal. Riez. - 6. Ret. Bigre. - 7. Mollit. Te. - 8. Ego. Aloés. - 9. SOS. Senseur. GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 06-08 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 août à 0 heure et le mercredi 7 août 1985 à midi.

**Situation générale :**  
La hausse progressive du champ de pression par le Sud-Ouest va atténuer lentement l'activité de la zone de très mauvais temps qui sévit en particulier sur la moitié est du pays ; une nouvelle perturbation atlantique s'annonce cependant dès mercredi matin les régions du nord-ouest.

**Mercredi matin :** Un temps instable sera toujours observé sur les Alpes où des averses se produiront encore localement ; le vent soufflera souvent fort sur les régions du sud-est, en particulier près de la Méditerranée où le mistral et la tramontane toujours très fort maintiendront un ciel déagré, et ne s'atténueront qu'au fin de journée.

**Sur les régions du sud-ouest au Centre, après une matinée fraîche et parfois brumeuse de belles éclaircies se développeront.**

Une zone nuageuse abordera dès demain matin les régions de la Vendée à la Normandie, et s'étendra vers l'Est ; les nuages pourront être accompagnés de quelques pluies, en particulier au nord d'une ligne Brét-Metz ; à l'avant de cette zone, des éclaircies seront observées sur les régions du nord-est. Le vent de secteur ouest sera assez fort près des côtes de la Manche. Les températures maximales en légère hausse, atteindront 15 à 20 degrés sur la moitié nord, 19 à 25 degrés plus au sud.

**Sous le régime de la situation :**  
Les hautes pressions qui s'installent sur la France mercredi et jeudi, rejettent temporairement le courant perturbé vers les îles britanniques, un front froid abordera cependant l'ouest du pays, jeudi soir, puis pénétrera lentement vers le Sud-Est en prenant une activité orageuse modérée.

**Prévisions :**  
Jeudi 8 : Ciel très nuageux près de la Manche, ainsi que sur le Bassin Parisien et dans le Nord dès le matin, puis tendance orageuse avec ondées de la Bretagne à la Normandie le soir. Belles éclaircies sur le Bassin Parisien l'après-midi.

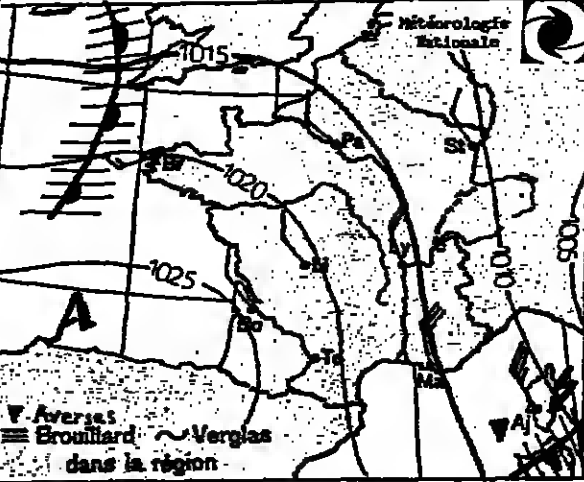
**Sur les autres régions, brumeux le matin dans l'intérieur, brouillards locaux sur l'Aquitaine, Centre et le Centre-Est, puis journée décevant.**

**Hausses de températures :**  
Vendredi 9 : Beau temps ensoleillé et chaud de l'Alsace aux régions méditerranéennes. Sur toutes les autres régions, ciel nuageux, temps orageux principalement des Pyrénées au Massif Central, au Centre, au Bassin Parisien et à la Manche orientale, avec de nombreux nuages en soirée. Baisse de températures maximales de 2 à 3 degrés sur l'ouest et le temps redevenant plus variable.

**Samedi 10 :** Le temps orageux gagnera l'Est et le Sud-Est en cours de journée, à l'exception de la Corse. Le temps restera cependant isolé sur l'extrême Sud-Est. Après une matinée plutôt ensoleillée, les nuages s'accumuleront le matin des Pyrénées au Centre et au Nord, puis ciel variable.

**Sur les autres régions, le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies, et quelques ondées seront encore possibles sur le Nord-Ouest. Les températures seront normales pour la saison.**

PRÉVISIONS POUR LE 07-08 DÉBUT DE MATINÉE



Dimanche 11 : Sur l'ensemble du pays, temps passagèrement nuageux avec éclaircies. Celles-ci seront plus fréquentes sur les régions méridionales. Des ondées orageuses se produiront sur le Nord-Ouest et le Nord, et des orages locaux sont possibles en soirée en toutes régions. Les températures resteront voisines de celles de la veille.

**Températures :** (Le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 août ; le second, le minimum dans la nuit du 5 août au 6 août) : Ajaccio, 28 et 23 degrés ; Biarritz, 21 et 9 ; Bordeaux, 20 et 12 ; Brét, 18 et 13 ; Brét, 17 et 11 ; Cannes, 26 et 18 ; Cherbourg, 16 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 11 ; Dijon, 26 et 12 ; Dinard, 18 et 14 ; Embrun, 30 et 10 ; Grenoble-St-M-H., 28 et 13 ; Grenoble-St-Genève, 28 et 12 ; Lille, 19 et 15 ; Lille, 19 et 11 ; Limoges, 17 et 10 ; Lorien, 18 et 10 ; Lyon, 28 et 13 ; Marseille-Marganne, 27 et 16 ; Nancy, 23 et 13 ; Nantes, 21 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 18 ; Paris-Montsouris, 21 et 13 ; Paris-Orly, 21 et 12 ; Pau, 21 et 13 ; Perpignan, 30 et 15 ; Rennes, 18 et 10 ; Rouen, 17 et 11 ; Saint-Etienne, 28 et 11 ; Strasbourg, 28 et 14 ; Toulouse, 23 et 12 ; Tours, 20 et 11.

**Températures relevées à l'étranger :** Alger, 41 et 25 ; Genève, 29 et 12 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 19 et 9 ; Madrid, 37 et 12 ; Rome, 30 et 23 ; Stockholm, 19 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

(par ordre de mérite)

**Concours d'admission à l'Institut national agronomique Paris-Grignon :** Ecoles nationales supérieures agronomiques de Montpellier, Rennes et Toulouse ; Ecole nationale agronomique et d'industries agricoles de Nancy ; Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Massy-Donval.

**Option générale :**  
M= et MM. Marie-Anne Félix ; Clotilde Thery ; Lucile Benito ; Jérôme Fige ; Laurent Barby ; Henri Lefevre ; Gilles Lambre ; Didier Champigny ; Olivier Georges ; Emmanuel Bagnier ; Nadine Gazan ; Marc Dubois ; Emmanuel Didon ; François Enguhard ; Hélène Basko ; Arnaud de Semaumont ; Henri Benard ; Frédéric Mazau ; Alexandre Poutet ; Dominique Honoré ; Sylviane Chagnard ; Germain Rousselet ; Marie-Claude Marolier ; Michel Cohen-Tannoudji ; Jacques Dumas ; Thierry Thévenaz ; Marianne Wojcik ; Frédéric Dary ; Philippe Thery ; Cécile Robin ; Isabelle Leloup ; Suzanne Bonhomme ; Nathalie Jacques ; Jean-Marie Labatte ; Christian Toullec ; Caroline Beristain ; Virginie Niviere ; Jean-Marc Brizmon ; Mathieu Glachant ; Olivier Elber ; Luc Evelyne ; Evelyne Chazaux ; Claude Allah ; Sylvie Catherine ; Isabelle Bazile ; Ludovic Reynaud ; Frédéric Lefevre ; Victor Maretti ; Frank Michel ; Pierre Martz ; Pierre Segura ; Tatiana Villavey ; Antoine Gourdon ; Marianne Tardif ; Frédéric Pelladon.

**Option biométrie :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

**Option agronomie :**  
M= et MM. Anne Moisset ; Florence Charles ; Thierry Caquard ; Michel Tessier.

**Admission réservée aux titulaires d'un BTS ou d'un DUT :**  
M= et MM. Gilles Kleitz ; Michel Perazzo ; Jacques Le Gouis ; Fabienne Roge ; Claude Faucher ; Christophe Teller ; Philippe Sibille.

**Admission réservée aux titulaires du DEUG :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

**Admission à l'ENTEE :**  
M= et MM. Germain Rousselet ; Jérôme Fige ; Lucile Benito ; François Enguhard ; Henri Benard ; Sylviane Chagnard ; Jean-Marc Brizmon ; Arnaud de Semaumont ; Luc Evelyne ; Didier Champigny ; Christian Toullec ; Marc Dubois ; Philippe Thevenoud ; Cécile Robin ; Emmanuel Didon ; Evelyne Chazaux ; Jacques Dumas ; Sandrine Bonhomme ; Philippe Marin ; Matthieu Glachant ; Elisabeth Jacquet ; Nathalie Jacques ; Virginie Niviere.

**Option biométrie :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

**Option agronomie :**  
M= et MM. Anne Moisset ; Florence Charles ; Thierry Caquard ; Michel Tessier.

**Admission réservée aux titulaires d'un BTS ou d'un DUT :**  
M= et MM. Gilles Kleitz ; Michel Perazzo ; Jacques Le Gouis ; Fabienne Roge ; Claude Faucher ; Christophe Teller ; Philippe Sibille.

**Admission réservée aux titulaires du DEUG :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 AOUT

« Histoire d'un hôtel du XVII<sup>e</sup> siècle au Marais », 15 h 30, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné.

« L'Opéra », 15 h 30, devant Opéra ou 15 heures devant entrée.

« Pour les jeunes : le village d'Antéris au Musée en herbe », 15 heures, entrée musée.

« L'église Saint-Eustache et la crypte Sainte-Agnès », 14 h 30, porte latérale sud.

Noyon, Ourscamp, 8 heures, tél. : (1) 274-22-22.

« L'histoire de Paris au Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné.

« Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« La Pierre-Lachaise du XIX<sup>e</sup> siècle », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Le Sénat au palais du Luxembourg », 15 heures, 15, rue Vaugirard.

« L'Hôtel-Dieu antérieur », 15 heures devant entrée côté parvis (Paris antérieur).

Hôtels célèbres de l'île Saint-Louis, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (G. Botteux).

Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain, 15 heures, métro Solferino (M.C. Lasserre).

## CONFÉRENCES

11 h, rue Képler, 19 h 30.

« Le yoga de la Bhagavad-Gita », 26, rue Bergère, 19 h 30 à 21 heures.

« La voyance et les mal-voyants », (admission obligatoire à l'homme et la connaissance, tél. : (1) 770-44-70).

26, rue Bergère, 14 heures à 20 heures, « L'interprétation des aspects en astrologie », tél. : (1) 770-44-70.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel des lundi 5 et mardi 6 août :

UNE LOI

● Relative aux congés de conversion.

UN ARRÊTÉ

● Portant organisation du service d'éducation surveillée du département de la Corse-du-Sud.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au contrôle de légalité des autorisations et actes pris par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale en matière d'occupation ou d'utilisation du sol.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Températures relevées à l'étranger :

Alger, 41 et 25 ; Genève, 29 et 12 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 19 et 9 ; Madrid, 37 et 12 ; Rome, 30 et 23 ; Stockholm, 19 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

(par ordre de mérite)

**Concours d'admission à l'Institut national agronomique Paris-Grignon :** Ecoles nationales supérieures agronomiques de Montpellier, Rennes et Toulouse ; Ecole nationale agronomique et d'industries agricoles de Nancy ; Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires de Massy-Donval.

**Option générale :**  
M= et MM. Marie-Anne Félix ; Clotilde Thery ; Lucile Benito ; Jérôme Fige ; Laurent Barby ; Henri Lefevre ; Gilles Lambre ; Didier Champigny ; Olivier Georges ; Emmanuel Bagnier ; Nadine Gazan ; Marc Dubois ; Emmanuel Didon ; François Enguhard ; Hélène Basko ; Arnaud de Semaumont ; Henri Benard ; Frédéric Mazau ; Alexandre Poutet ; Dominique Honoré ; Sylviane Chagnard ; Germain Rousselet ; Marie-Claude Marolier ; Michel Cohen-Tannoudji ; Jacques Dumas ; Thierry Thévenaz ; Marianne Wojcik ; Frédéric Dary ; Philippe Thery ; Cécile Robin ; Isabelle Leloup ; Suzanne Bonhomme ; Nathalie Jacques ; Jean-Marie Labatte ; Christian Toullec ; Caroline Beristain ; Virginie Niviere ; Jean-Marc Brizmon ; Mathieu Glachant ; Olivier Elber ; Luc Evelyne ; Evelyne Chazaux ; Claude Allah ; Sylvie Catherine ; Isabelle Bazile ; Ludovic Reynaud ; Frédéric Lefevre ; Victor Maretti ; Frank Michel ; Pierre Martz ; Pierre Segura ; Tatiana Villavey ; Antoine Gourdon ; Marianne Tardif ; Frédéric Pelladon.

**Option biométrie :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

**Option agronomie :**  
M= et MM. Anne Moisset ; Florence Charles ; Thierry Caquard ; Michel Tessier.

**Admission réservée aux titulaires d'un BTS ou d'un DUT :**  
M= et MM. Gilles Kleitz ; Michel Perazzo ; Jacques Le Gouis ; Fabienne Roge ; Claude Faucher ; Christophe Teller ; Philippe Sibille.

**Admission réservée aux titulaires du DEUG :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

**Admission à l'ENTEE :**  
M= et MM. Germain Rousselet ; Jérôme Fige ; Lucile Benito ; François Enguhard ; Henri Benard ; Sylviane Chagnard ; Jean-Marc Brizmon ; Arnaud de Semaumont ; Luc Evelyne ; Didier Champigny ; Christian Toullec ; Marc Dubois ; Philippe Thevenoud ; Cécile Robin ; Emmanuel Didon ; Evelyne Chazaux ; Jacques Dumas ; Sandrine Bonhomme ; Philippe Marin ; Matthieu Glachant ; Elisabeth Jacquet ; Nathalie Jacques ; Virginie Niviere.

**Option biométrie :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

**Option agronomie :**  
M= et MM. Anne Moisset ; Florence Charles ; Thierry Caquard ; Michel Tessier.

**Admission réservée aux titulaires d'un BTS ou d'un DUT :**  
M= et MM. Gilles Kleitz ; Michel Perazzo ; Jacques Le Gouis ; Fabienne Roge ; Claude Faucher ; Christophe Teller ; Philippe Sibille.

**Admission réservée aux titulaires du DEUG :**  
M= et MM. Marie-Lorraine Wirtz ; Philippe Pédigros ; Vincent Chataud ; Sylvie Mulot ; Bruno Lemaire ; Didier Lavigne ; Niki Stylianou ; Laurence Malet ; Jérôme Paudet ; Laurence Despres ; Fabien Gaudier ; Olivier Langlois de Rubery ; Sylviane Calandrin ; Cécile ; Stanislas Veillet ; Arnaud Villaret ; Jean-François Pons ; Valérie Damboise ; Emmanuelle Bourgeat ; Emmanuelle Dupin de la Guérivière ; Rabi Hajjar ; Natalie Maurel.

## ÉTRANGER

1. L'Union soviétique a...

2. L'Union soviétique a...

3. L'Union soviétique a...

4. L'Union soviétique a...

5. L'Union soviétique a...

6. L'Union soviétique a...

7. L'Union soviétique a...

8. L'Union soviétique a...

9. L'Union soviétique a...

10. L'Union soviétique a...

11. L'Union soviétique a...

12. L'Union soviétique a...

13. L'Union soviétique a...

14. L'Union soviétique a...

15. L'Union soviétique a...

16. L'Union soviétique a...

17. L'Union soviétique a...

18. L'Union soviétique a...

19. L'Union soviétique a...

20. L'Union soviétique a...

21. L'Union soviétique a...

22. L'Union soviétique a...

23. L'Union soviétique a...

24. L'Union soviétique a...

25. L'Union soviétique a...

26. L'Union soviétique a...

27. L'Union soviétique a...

28. L'Union soviétique a...

29. L'Union soviétique a...

30. L'Union soviétique a...

31. L'Union soviétique a...

32. L'Union soviétique a...

33. L'Union soviétique a...

34. L'Union soviétique a...

35. L'Union soviétique a...

36. L'Union soviétique a...

37. L'Union soviétique a...

38. L'Union soviétique a...

39. L'Union soviétique a...

40. L'Union soviétique a...

41. L'Union soviétique a...

42. L'Union soviétique a...

43. L'Union soviétique a...

44. L'Union soviétique a...

45. L'Union soviétique a...

46. L'Union soviétique a...

47. L'Union soviétique a...

48. L'Union soviétique a...

49. L'Union soviétique a...

50. L'Union soviétique a...

51. L'Union soviétique a...

52. L'Union soviétique a...

53. L'Union soviétique a...

54. L'Union soviétique a...

55. L'Union soviétique a...

56. L'Union soviétique a...

57. L'Union soviétique a...

58. L'Union soviétique a...



CHRONOLOGIE

# chronologie

## Juillet 1985 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurat paraît chaque mois dans le Monde daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

### ÉTRANGER

**1 - LA DOMINIQUE :** Aux élections législatives, le parti du premier ministre, Mme Eugénie Charlot, obtient 15 des 21 sièges (2, 3 et 6).

**1 - LIBAN :** Après la libération des 39 otages américains du Boeing de la TWA retenu à Beyrouth depuis le 14 juin, Washington annonce des mesures pour isoler l'aéroport international de Beyrouth qui affectent essentiellement la compagnie libanaise MEA (du 2 au 15).

**1 - URSS :** M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, se rendra en visite en France du 2 au 5 octobre, puis qu'il rencontrera le président Reagan à Genève, les 19 et 20 novembre. Plusieurs autres engagements importants interviennent les jours suivants, tant dans l'appareil central du parti que dans la hiérarchie militaire (du 2 au 5, 12, 16, 18, 19, 21-22, 23, 25 et 27).

**1-4 - ZIMBABWE :** Aux élections législatives, la ZANU de M. Robert Mugabe, premier ministre, remporte, avec 63 des 100 sièges à pourvoir, une victoire incontestable, mais ne parvient pas à réduire l'influence des partis de MM. Joshua Nkomo et Ian Smith : la ZAPU de M. Nkomo obtient 15 sièges et l'Alliance conservatrice (CAZ) de M. Smith, ancien premier ministre rhodésien, a recueilli, le 27 juin, 15 des 20 sièges réservés au Parlement à la minorité blanche (2, du 7 au 11, 17 et 19).

**3 - ÉGYPTE :** Le gouvernement de M. Hosni Moubarik a imposé toutes les mesures prévues pour tenter de freiner l'expansion du courant islamiste, qui réclame l'application immédiate de la charia (législation islamique). Une centaine d'extrémistes musulmans sont arrêtés, le 13 et le 26 (3, 5, 7-8, 17, 21-22 et 28-29/VII, 1/VIII).

**3 - ISRAËL :** 300 des 735 Libanais encore détenus au camp d'Atlit sont libérés par les autorités israéliennes. 100 autres prisonniers sont relâchés le 24 (3, 4, 21-22 et 25).

**4 - ESPAGNE :** Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez est renoué : six ministères changent de titulaire, dont ceux des affaires étrangères et de l'économie (4, 5 et 6).

**4-5 - GUINÉE :** Echec d'une tentative de coup d'État contre le régime du colonel Lansana Conté. Environ deux cents personnes sont arrêtées, dont l'instigateur du putsch manqué, le colonel Diarra Traoré, et cinq autres membres du gouvernement (du 6 au 12, 14-15 et 23).

**7 - GRANDE-BRETAGNE :** L'Allemand de l'Ouest Boris Becker est, à dix-sept ans, le plus jeune vainqueur du tournoi de tennis de Wimbledon (du 25/VI au 9/VII).

**7 - MEXIQUE :** Aux élections législatives, l'opposition ne parvient pas à ébranler la toute-puissance du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis cinquante-six ans (du 6 au 9, 17 et 27).

**7 - TCHÉCOSLOVAQUIE :** 150 000 catholiques participent, à Velehrad, en Moravie, aux cérémonies marquant le 1100<sup>e</sup> anniversaire de la mort de saint Méthode, apôtre avec son frère Cyrille des populations slaves. Le ministre de la culture, qui tentait de dénier tout aspect religieux aux commémorations, est empêché par la foule. Jean-Paul II, qui n'a pas été autorisé à se rendre en Tchécoslovaquie, a publié le 2, sa quatrième encyclique, *Slavorum apostoli*, consacrée à l'unité chrétienne des nations européennes de l'Est comme de l'Ouest (du 3 au 11).

**8 - LUXEMBOURG :** Mort de la grande-duchesse Charlotte, qui régna sur le Luxembourg de 1919 à 1964 (11).

**8-10 - FRANCE-ESPAGNE :** Le roi Juan Carlos d'Espagne se rend en visite officielle en France. Une déclaration commune, signée le 9 par les ministres

des affaires étrangères, prévoit un sommet annuel entre le président français et le premier ministre espagnol (du 7 au 11).

**9 - ARGENTINE-GRANDE-BRETAGNE :** Londresève l'embarquement des inspecteurs de l'Argentine, trois ans après la guerre des Malouines (5, 10 et 12).

**9 - LIBAN :** Deux attentats à la voiture-suicide font dix-sept morts à la limite de la zone de sécurité longeant le territoire israélien. Deux autres attentats similaires ont lieu dans cette zone du sud du Liban, le 15 et le 31, faisant respectivement dix et huit morts (11, 12 et 17/VII, 1/VIII).

**9 - LIBAN :** Un accord pour mettre fin aux conflits intermusulmans à Beyrouth est conclu entre les dirigeants des trois communautés islamiques libanaises (sunrites, chiites et druzes) réunis à Damas sous l'égide du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam. Le plan de sécurité adopté entre en vigueur, le 16, à Beyrouth-Ouest. Il prévoit que tous les militaires et éléments armés cèdent la place aux gardes nationaux libanais des Forces de sécurité intérieure. Une quarantaine d'officiers syriens sont chargés de veiller au respect de l'accord (9, 11, du 16 au 19 et 23).

**10 - ÉTATS-UNIS :** Le cours du dollar à la Bourse de New York descend au-dessous du seuil de 9 F, qu'il avait franchi le 5 septembre 1984. Cette baisse, qui atteint 8,49 F le 31, est due au ralentissement de l'expansion aux États-Unis. Le PNB n'a progressé que de 1 % au premier semestre contre 6,9 % en 1984 et à l'aggravation du déficit du commerce extérieur, qui a été de 13,4 milliards de dollars en juin et pourrait dépasser 150 milliards l'an prochain (du 10 au 27/VII, 1 et 4-5/VIII).

**11 - AUTRICHE :** Le scandale des vins falsifiés a des conséquences économiques très importantes : après la découverte d'une fraude par adjonction d'antigel, le vin autrichien est retiré de la vente dans la plupart des pays d'Europe, ainsi qu'aux États-Unis, au Canada et au Japon (11, 14-15, 16, 18, 23, 25, 26, 28-29 et 31).

**11 - KOWEÏT :** Deux bombes explosent dans deux restaurants de la capitale, provoquant la mort de neuf personnes, dont le directeur des enquêtes au ministère de l'Intérieur. Des attentats sont revendiqués, le 12, par les Brigades révolutionnaires arabes (du 13 au 16 et 31).

**12 - PORTUGAL :** Après la rupture de la coalition de centre-gauche formée depuis juin 1983 par les socialistes et les sociaux-démocrates, qui a provoqué la démission du gouvernement de M. Mario Soares, le Parlement est dissous et les élections législatives sont fixées au 6 octobre (5, 14-15 et 16).

**13 - ÉTATS-UNIS :** M. Ronald Reagan est opéré d'un cancer du côlon. Dès le 20, il regagne la Maison-Blanche, tandis que ses médecins assurent qu'il « se porte superbement ». Le 23, il accueille le président chinois, M. Li Xiangmin, en visite à Washington (12, du 14 au 23, 25, 27 et 30).

**13-16 - FRANCE-JAPON :** M. Yasuhiro Nakasone effectue une visite officielle en France, avant de se rendre en Italie, puis en Belgique (du 12 au 19 et 21-22).

**14 - BOLIVIE :** À l'Assemblée présidentielle, aucun des candidats n'obtient la majorité absolue. Les membres du Congrès, élus aussi le 14, doivent départager le général Hugo Banzer (droite), ancien dictateur de 1971 à 1978, et M. Victor Paz Estenssoro (centre-droite), arrivé au pouvoir en 1979, après la chute du régime de la fraude et la lenteur du dépouillement devaient retarder cette désignation, prévue en août. Les partis de gauche, dont le parti du président sortant, M. Hernán Siles Zuazo, n'obtiennent qu'un peu plus de 10 % des voix (6, 10, 12, 13, 16, 17, 19 et 24).

**16 - BELGIQUE :** Le roi Baudouin refuse la démission du gouvernement de M. Wilfried Martens, mais les élections légis-

### FRANCE

lives sont avancées au 13 octobre. La crise avait été ouverte, le 15, par la démission de M. Jean Gol, vice-premier ministre et ministre de la justice, suite de celles de ses cinq collègues libéraux francophones : ils entendaient protester contre le refus de M. Charles-Ferdinand Norpoth (social-chrétien) de renoncer à ses fonctions de ministre de l'Intérieur après le départ du stade du Heynal le 29 mai (9 et du 16 au 19).

**16 - CEE :** Malgré le maintien d'un refus formel de la RFA d'abaisser le prix des céréales, le conseil des ministres de l'Agriculture des Dix autorise la commission à gérer le marché des céréales et à appliquer la baisse des prix de 1,8 % qu'elle avait proposée (5, 16 et 18).

**17 - EUREKA :** Les représentants de dix-sept pays européens (les douze membres de la CEE, l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse), réunis à Paris pour les Assises européennes de la technologie, donnent leur feu vert au lancement d'Eurolab. Le contenu du programme et le financement des projets devraient être mieux définis à l'automne en RFA (4, 10, 17, 18 et 19).

**17 - POLOGNE :** Les représentants de dix-sept pays créent la CEE, l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse), réunis à Paris pour les Assises européennes de la technologie, donnent leur feu vert au lancement d'Eurolab. Le contenu du programme et le financement des projets devraient être mieux définis à l'automne en RFA (4, 10, 17, 18 et 19).

**18-20 - OUA :** Au vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Addis-Abeba (Éthiopie), et principalement consacré aux questions économiques, M. Abdou Diouf, chef de l'État sénégalais, devient président en exercice, et M. Idi Amin, ministre nigérien des affaires étrangères, est élu secrétaire général pour quatre ans. Un plan d'urgence de cinq ans est adopté pour lutter contre la situation économique désastreuse de la plupart des États membres (10 et du 18 au 23).

**19 - ITALIE :** Plus de trois cents personnes sont tuées à Tesero, au pied des Dolomites, après la rupture d'une digue d'un lac artificiel qui libère un torrent de boue. Plusieurs mandats d'arrêt sont délivrés, les jours suivants, contre des responsables locaux en raison des graves négligences commises (du 20 au 27).

**20 - CEE :** Le comité monétaire de la CEE, réuni à Biele à la demande de l'Italie, décide un ajustement des parités au sein du SME : la lire est dévaluée de 6 % et les sept autres monnaies du SME sont réévaluées de 2 %. La veille, l'effondrement de la lire avait contraint l'Italie à fermer ses marchés des changes (21-22, 23 et 27/VII, 4-5/VIII).

**21 - AFRIQUE DU SUD :** L'état d'urgence est décrété dans quatre districts de la région de Johannesburg et de Port-Elizabeth, depuis septembre 1984, des affrontements, qui ont provoqué la mort de près de cinq cents personnes, se multiplient dans les cités noires. Mais les troubles se poursuivent, faisant une vingtaine de morts, tandis que mille deux cents cinquante-neuf personnes sont arrêtées avant la fin du mois. M. Laurent Fabius annonce, le 24, le rappel de l'ambassadeur français et la suspension de tout nouvel investissement en Afrique du Sud. Une résolution, déposée par la France devant le Conseil de

sécurité, est adoptée, le 26, par 13 voix et 2 abstentions (États-Unis et Grande-Bretagne) : elle appelle les États membres de l'ONU à prendre des sanctions économiques volontaires contre l'apartheid (5, 11, 12 et à partir de 16).

**22 - HAÏTI :** 99,98 % des électeurs votent qui se réfèrent sur la démocratisation - organisé par le « président à vie » Jean-Claude Duvalier et qualifié de « mascarade » par les opposants en exil (21-22, 25 et 27).

**22 - ISRAËL :** Trois membres d'un réseau de terroristes juifs, reconnus coupables du meurtre de trois étudiants palestiniens lors d'une fusillade à l'université d'Hebron, en 1983, sont condamnés à la détention à perpétuité. Parmi les douze autres accusés, le tribunal de Jérusalem prononce un verdict d'acquittement (11, 23 et 24).

**23 - CHINE-ÉTATS-UNIS :** L'accord de coopération militaire paraphé pendant la visite à Pékin de M. Reagan en avril 1984 est signé à Washington au cours de la visite aux États-Unis du président chinois, M. Li Xiangmin (23, 24, 25 et 28-29).

**24 - INDE :** Après deux jours de discussions à New-Delhi, M. Rajiv Gandhi signe un accord avec le Saint Harmand Singh Longowal, principal dirigeant des sikhs modérés, pour tenter de mettre fin à l'agitation qui sévit depuis quatre ans dans l'état du Pendjab (du 24 au 29 et 31/VII, 1/VIII).

**25 - OPEP :** Après quatre jours de débats à Genève, dix des quinze pays de l'OPEP décident une baisse symbolique des prix de certains bruts. Le prix moyen pondéré de l'OPEP diminue de 0,5 %, passant de 27,96 dollars à 27,82 dollars par baril, mais reste supérieur d'environ 2 dollars à la moyenne des prix sur le marché libre (5, 6, 9, 12, 16, 19 et du 23 au 27).

**27 - ONU :** La conférence internationale organisée par les Nations unies depuis le 10 à Nairobi (Kenya) pour marquer la fin de la décennie de la femme, décide à Mexico, en 1975, s'achève, après des débats houleux, essentiellement politiques, par l'adoption de « stratégies d'actions pour l'an 2000 », préconisant des mesures pour améliorer la condition féminine (10, 14-15, 17, 19, 28-29 et 30).

**27 - OUGANDA :** M. Milton Obote est renversé par un coup d'État militaire conduit par le général Basilio Oduka Okeke. Alors que les soldats se livrent au pillage à Kampala, le général Tito Okeke, commandant en chef des forces armées, est désigné, le 28, comme chef de l'État. Le 31, M. Paulin Mwangi, ancien « numéro deux » du régime déchu, est nommé premier ministre (à partir du 27).

**30-31 - EST-OUEST :** Des cérémonies sont organisées à Helsinki pour célébrer la dixième anniversaire de la signature de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en présence des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays signataires. En marge de la réunion, ont lieu de nombreuses rencontres diplomatiques, dont un entretien, le 31, entre M.M. Shultz et Chevardnadze (à partir du 28).

### CULTURE

**6 -** Début du premier Festival de Radio-France et de Montpellier qui, à l'occasion du millénaire de la fondation de la ville, propose 120 manifestations et concerts en moins d'un mois (9, 12 et 14-15).

**7-9 -** La légende indienne du « Mahabharata », mise en scène par Peter Brook et adaptée par Jean-Claude Carrière, est présentée en trois parties au Festival d'Avignon (3 à partir du 7).

**8 -** Mort du cinéaste Jean-Paul Le Chanois (11).

**9 -** Mort du professeur Pierre-Paul Grassé, encyclopédiste de la zoologie (11 et 12).

**13 -** Deux concerts publics rassemblent les plus grands noms du rock, sont organisés dans des stades à Wembley (Grande-Bretagne) et à Philadelphie (États-Unis) au profit de l'Afrique affamée. Ils sont suivis en direct par un milliard de téléspectateurs dans le monde. Plus de 600 millions de francs sont recueillis (14-15, 16 et 17).

**16 -** Mort de l'écrivain allemand Heinrich Böll, prix Nobel de littérature 1972 (18 et 19).

**28 -** Mort de Michel Audiard, scénariste et réalisateur (30).

### PARIS EN VISITE

**MERCREDI 7 AOÛT**  
• Histoire d'un hôtel du XIX<sup>e</sup> à Marais, 15 h 30, Musée de la Ville de Paris, 15, rue de Sévigné.  
• L'Opéra, 15 h 30, 15 h 45, 15 h 55, 16 h 10, 16 h 25, 16 h 40, 16 h 55, 17 h 10, 17 h 25, 17 h 40, 17 h 55, 18 h 10, 18 h 25, 18 h 40, 18 h 55, 19 h 10, 19 h 25, 19 h 40, 19 h 55, 20 h 10, 20 h 25, 20 h 40, 20 h 55, 21 h 10, 21 h 25, 21 h 40, 21 h 55, 22 h 10, 22 h 25, 22 h 40, 22 h 55, 23 h 10, 23 h 25, 23 h 40, 23 h 55, 24 h 10, 24 h 25, 24 h 40, 24 h 55, 25 h 10, 25 h 25, 25 h 40, 25 h 55, 26 h 10, 26 h 25, 26 h 40, 26 h 55, 27 h 10, 27 h 25, 27 h 40, 27 h 55, 28 h 10, 28 h 25, 28 h 40, 28 h 55, 29 h 10, 29 h 25, 29 h 40, 29 h 55, 30 h 10, 30 h 25, 30 h 40, 30 h 55, 31 h 10, 31 h 25, 31 h 40, 31 h 55, 32 h 10, 32 h 25, 32 h 40, 32 h 55, 33 h 10, 33 h 25, 33 h 40, 33 h 55, 34 h 10, 34 h 25, 34 h 40, 34 h 55, 35 h 10, 35 h 25, 35 h 40, 35 h 55, 36 h 10, 36 h 25, 36 h 40, 36 h 55, 37 h 10, 37 h 25, 37 h 40, 37 h 55, 38 h 10, 38 h 25, 38 h 40, 38 h 55, 39 h 10, 39 h 25, 39 h 40, 39 h 55, 40 h 10, 40 h 25, 40 h 40, 40 h 55, 41 h 10, 41 h 25, 41 h 40, 41 h 55, 42 h 10, 42 h 25, 42 h 40, 42 h 55, 43 h 10, 43 h 25, 43 h 40, 43 h 55, 44 h 10, 44 h 25, 44 h 40, 44 h 55, 45 h 10, 45 h 25, 45 h 40, 45 h 55, 46 h 10, 46 h 25, 46 h 40, 46 h 55, 47 h 10, 47 h 25, 47 h 40, 47 h 55, 48 h 10, 48 h 25, 48 h 40, 48 h 55, 49 h 10, 49 h 25, 49 h 40, 49 h 55, 50 h 10, 50 h 25, 50 h 40, 50 h 55, 51 h 10, 51 h 25, 51 h 40, 51 h 55, 52 h 10, 52 h 25, 52 h 40, 52 h 55, 53 h 10, 53 h 25, 53 h 40, 53 h 55, 54 h 10, 54 h 25, 54 h 40, 54 h 55, 55 h 10, 55 h 25, 55 h 40, 55 h 55, 56 h 10, 56 h 25, 56 h 40, 56 h 55, 57 h 10, 57 h 25, 57 h 40, 57 h 55, 58 h 10, 58 h 25, 58 h 40, 58 h 55, 59 h 10, 59 h 25, 59 h 40, 59 h 55, 60 h 10, 60 h 25, 60 h 40, 60 h 55, 61 h 10, 61 h 25, 61 h 40, 61 h 55, 62 h 10, 62 h 25, 62 h 40, 62 h 55, 63 h 10, 63 h 25, 63 h 40, 63 h 55, 64 h 10, 64 h 25, 64 h 40, 64 h 55, 65 h 10, 65 h 25, 65 h 40, 65 h 55, 66 h 10, 66 h 25, 66 h 40, 66 h 55, 67 h 10, 67 h 25, 67 h 40, 67 h 55, 68 h 10, 68 h 25, 68 h 40, 68 h 55, 69 h 10, 69 h 25, 69 h 40, 69 h 55, 70 h 10, 70 h 25, 70 h 40, 70 h 55, 71 h 10, 71 h 25, 71 h 40, 71 h 55, 72 h 10, 72 h 25, 72 h 40, 72 h 55, 73 h 10, 73 h 25, 73 h 40, 73 h 55, 74 h 10, 74 h 25, 74 h 40, 74 h 55, 75 h 10, 75 h 25, 75 h 40, 75 h 55, 76 h 10, 76 h 25, 76 h 40, 76 h 55, 77 h 10, 77 h 25, 77 h 40, 77 h 55, 78 h 10, 78 h 25, 78 h 40, 78 h 55, 79 h 10, 79 h 25, 79 h 40, 79 h 55, 80 h 10, 80 h 25, 80 h 40, 80 h 55, 81 h 10, 81 h 25, 81 h 40, 81 h 55, 82 h 10, 82 h 25, 82 h 40, 82 h 55, 83 h 10, 83 h 25, 83 h 40, 83 h 55, 84 h 10, 84 h 25, 84 h 40, 84 h 55, 85 h 10, 85 h 25, 85 h 40, 85 h 55, 86 h 10, 86 h 25, 86 h 40, 86 h 55, 87 h 10, 87 h 25, 87 h 40, 87 h 55, 88 h 10, 88 h 25, 88 h 40, 88 h 55, 89 h 10, 89 h 25, 89 h 40, 89 h 55, 90 h 10, 90 h 25, 90 h 40, 90 h 55, 91 h 10, 91 h 25, 91 h 40, 91 h 55, 92 h 10, 92 h 25, 92 h 40, 92 h 55, 93 h 10, 93 h 25, 93 h 40, 93 h 55, 94 h 10, 94 h 25, 94 h 40, 94 h 55, 95 h 10, 95 h 25, 95 h 40, 95 h 55, 96 h 10, 96 h 25, 96 h 40, 96 h 55, 97 h 10, 97 h 25, 97 h 40, 97 h 55, 98 h 10, 98 h 25, 98 h 40, 98 h 55, 99 h 10, 99 h 25, 99 h 40, 99 h 55, 100 h 10, 100 h 25, 100 h 40, 100 h 55, 101 h 10, 101 h 25, 101 h 40, 101 h 55, 102 h 10, 102 h 25, 102 h 40, 102 h 55, 103 h 10, 103 h 25, 103 h 40, 103 h 55, 104 h 10, 104 h 25, 104 h 40, 104 h 55, 105 h 10, 105 h 25, 105 h 40, 105 h 55, 106 h 10, 106 h 25, 106 h 40, 106 h 55, 107 h 10, 107 h 25, 107 h 40, 107 h 55, 108 h 10, 108 h 25, 108 h 40, 108 h 55, 109 h 10, 109 h 25, 109 h 40, 109 h 55, 110 h 10, 110 h 25, 110 h 40, 110 h 55, 111 h 10, 111 h 25, 111 h 40, 111 h 55, 112 h 10, 112 h 25, 112 h 40, 112 h 55, 113 h 10, 113 h 25, 113 h 40, 113 h 55, 114 h 10, 114 h 25, 114 h 40, 114 h 55, 115 h 10, 115 h 25, 115 h 40, 115 h 55, 116 h 10, 116 h 25, 116 h 40, 116 h 55, 117 h 10, 117 h 25, 117 h 40, 117 h 55, 118 h 10, 118 h 25, 118 h 40, 118 h 55, 119 h 10, 119 h 25, 119 h 40, 119 h 55, 120 h 10, 120 h 25, 120 h 40, 120 h 55, 121 h 10, 121 h 25, 121 h 40, 121 h 55, 122 h 10, 122 h 25, 122 h 40, 122 h 55, 123 h 10, 123 h 25, 123 h 40, 123 h 55, 124 h 10, 124 h 25, 124 h 40, 124 h 55, 125 h 10, 125 h 25, 125 h 40, 125 h 55, 126 h 10, 126 h 25, 126 h 40, 126 h 55, 127 h 10, 127 h 25, 127 h 40, 127 h 55, 128 h 10, 128 h 25, 128 h 40, 128 h 55, 129 h 10, 129 h 25, 129 h 40, 129 h 55, 130 h 10, 130 h 25, 130 h 40, 130 h 55, 131 h 10, 131 h 25, 131 h 40, 131 h 55, 132 h 10, 132 h 25, 132 h 40, 132 h 55, 133 h 10, 133 h 25, 133 h 40, 133 h 55, 134 h 10, 134 h 25, 134 h 40, 134 h 55, 135 h 10, 135 h 25, 135 h 40, 135 h 55, 136 h 10, 136 h 25, 136 h 40, 136 h 55, 137 h 10, 137 h 25, 137 h 40, 137 h 55, 138 h 10, 138 h 25, 138 h 40, 138 h 55, 139 h 10, 139 h 25, 139 h 40, 139 h 55, 140 h 10, 140 h 25, 140 h 40, 140 h 55, 141 h 10, 141 h 25, 141 h 40, 141 h 55, 142 h 10, 142 h 25, 142 h 40, 142 h 55, 143 h 10, 143 h 25, 143 h 40, 143 h 55, 144 h 10, 144 h 25, 144 h 40, 144 h 55, 145 h 10, 145 h 25, 145 h 40, 145 h 55, 146 h 10, 146 h 25, 146 h 40, 146 h 55, 147 h 10, 147 h 25, 147 h 40, 147 h 55, 148 h 10, 148 h 25, 148 h 40, 148 h 55, 149 h 10, 149 h 25, 149 h 40, 149 h 55, 150 h 10, 150 h 25, 150 h 40, 150 h 55, 151 h 10, 151 h 25, 151 h 40, 151 h 55, 152 h 10, 152 h 25, 152 h 40, 152 h 55, 153 h 10, 153 h 25, 153 h 40, 153 h 55, 154 h 10, 154 h 25, 154 h 40, 154 h 55, 155 h 10, 155 h 25, 155 h 40, 155 h 55, 156 h 10, 156 h 25, 156 h 40, 156 h 55, 157 h 10, 157 h 25, 157 h 40, 157 h 55, 158 h 10, 158 h 25, 158 h 40, 158 h 55, 159 h 10, 159 h 25, 159 h 40, 159 h 55, 160 h 10, 160 h 25, 160 h 40, 160 h 55, 161 h 10, 161 h 25, 161 h 40, 161 h 55, 162 h 10, 162 h 25, 162 h 40, 162 h 55, 163 h 10, 163 h 25, 163 h 40, 163 h 55, 164 h 10, 164 h 25, 164 h 40, 164 h 55, 165 h 10, 165 h 25, 165 h 40, 165 h 55, 166 h 10, 166 h 25, 166 h 40, 166 h 55, 167 h 10, 167 h 25, 167 h 40, 167 h 55, 168 h 10, 168 h 25, 168 h 40, 168 h 55, 169 h 10, 169 h 25, 169 h 40, 169 h 55, 170 h 10, 170 h 25, 170 h 40, 170 h 55, 171 h 10, 171 h 25, 171 h 40, 171 h 55, 172 h 10, 172 h 25, 172 h 40, 172 h 55, 173 h 10, 173 h 25, 173 h 40, 173 h 55, 174 h 10, 174 h 25, 174 h 40, 174 h 55, 175 h 10, 175 h 25, 175 h 40, 175 h 55, 176 h 10, 176 h 25, 176 h 40, 176 h 55, 177 h 10, 177 h 25, 177 h 40, 177 h 55, 178 h 10, 178 h 25, 178 h 40, 178 h 55, 179 h 10, 179 h 25, 179 h 40, 179 h 55, 180 h 10, 180 h 25, 180 h 40, 180 h 55, 181 h 10, 181 h 25, 181 h 40, 181 h 55, 182 h 10, 182 h 25, 182 h 40, 182 h 55, 183 h 10, 183 h 25, 183 h 40, 183 h 55, 184 h 10, 184 h 25, 184 h 40, 184 h 55, 185 h 10, 185 h 25, 185 h 40, 185 h 55, 186 h 10, 186 h 25, 186 h 40, 186 h 55, 187 h 10, 187 h 25, 187 h 40, 187 h 55, 188 h 10, 188 h 25, 188 h 40, 188 h 55, 189 h 10, 189 h 25, 189 h 40, 189 h 55, 190 h 10, 190 h 25, 190 h 40, 190 h 55, 191 h 10, 191 h 25, 191 h 40, 191 h 55, 192 h 10, 192 h 25, 192 h 40, 192 h 55, 193 h 10, 193 h 25, 193 h 40, 193 h 55, 194 h 10, 194 h 25, 194 h 40, 194 h 55, 195 h 10, 195 h 25, 195 h 40, 195 h 55, 196 h 10, 196 h 25, 196 h 40, 196 h 55, 197 h 10, 197 h 25, 197 h 40, 197 h 55, 198 h 10, 198 h 25, 198 h 40, 198 h 55, 199 h 10, 199 h 25, 199 h 40, 199 h 55, 200 h 10, 200 h 25, 200 h 40, 200 h 55, 201 h 10, 201 h 25, 201 h 40, 201 h 55, 202 h 10, 202 h 25, 202 h 40, 202 h 55, 203 h 10, 203 h 25, 203 h 40, 203 h 55, 204 h 10, 204 h 25, 204 h 40, 204 h 55, 205 h 10, 205 h 25, 205 h 40, 205 h 55, 206 h 10, 206 h 25, 206 h 40, 206 h 55, 207 h 10, 207 h 25, 207 h 40, 207 h 55, 208 h 10, 208 h 25, 208 h 40, 208 h 55, 209 h 10, 209 h 25, 209 h 40, 209 h 55, 210 h 10, 210 h 25, 210 h 40, 210 h 55, 211 h 10, 211 h 25, 211 h 40, 211 h 55, 212 h 10, 212 h 25, 212 h 40, 212 h 55, 213 h 10, 213 h 25, 213 h 40, 213 h 55, 214 h 10, 214 h 25, 214 h 40, 214 h 55, 215 h 10, 215 h 25, 215 h 40, 215 h 55, 216 h 10, 216 h 25, 216 h 40, 216 h 55, 217 h 10, 217 h 25, 217 h 40, 217 h 55, 218 h 10, 218 h 25,



# ANNONCES CLASSEES

## OFFRES D'EMPLOIS

**SOCIETE MORS**  
recherche pour sa  
Division DEFENSE ET TRANSPORT

**ingénieurs  
électroniciens**  
automatisme débutants ou ayant quelques  
années d'expérience.

- Formation ESE, ISEP ou équivalent pour  
devenir Chef de Produit et assurer l'étude  
et l'industrialisation de systèmes embarqués  
à base de microprocesseurs.
- Connaissance de l'Anglais indispensable pour  
déplacements occasionnels à l'étranger.

Envoyer C.V. à :  
**SOCIETE MORS - BRION LEROUX**  
2 et 4, rue Newton  
93165 LE BLANC-MESNIL

AVIS DE RECRUTEMENT  
Le département de l'Essonne  
recrute

**UN(E)  
BIBLIOTHECAIRE  
ADJOINT**

Pour la bibliothèque centrale de  
Paris de l'Assommoir.

Conditions de participation :  
posséder la nationalité française,  
être titulaire du certificat  
d'aptitude aux fonctions de la  
bibliothécaire (option lettres pu-  
bliques ou jeunesse).

Renseignements et inscriptions :  
Hôtel du Département,  
Service du Personnel, bureau  
du recrutement, 91012 Evry  
Caudex, tél. (1) 497-20-20,  
poste 16-06 ou 16-08.

Clauses des inscriptions lundi  
10 août 1985.  
Réglement du jury jeudi 29 août  
1985, prise de fonction le lundi  
2 septembre 1985.

**CONSEILLER  
COMMERCIAL (H.F.)**  
Si vous souhaitez intégrer une  
entreprise dynamique (progrès-  
sion, C.A. 1<sup>er</sup> semestre  
46 %, C.A. 2<sup>e</sup> semestre  
612.000.000 F, 13.000  
clients), rejoignez-nous !  
Tél. 01 78 92 93 95, Paris,  
au 100-24-03 poste 44.  
Poste 81, 94 au 660-62-52  
poste 228.

**CRÉTIL, MÉDECIN**  
recherche

**INFIRMIÈRE**  
Tél. de 7 à 8 h, le matin  
au 892-07-07.

**Direction  
DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE**

**UN DIRECTEUR (H/F)**  
- Soit titulaire d'un D.E.P.A.  
ou C.A.P.A.S.E.

- Soit titulaire d'un O.E.L.U.G.  
ou équivalent et justifiant  
d'une réelle expérience de  
responsable de centre de  
vacances avec hébergement.

● Base de rémunération de la  
fonction publique. Indica-  
teur 629.

● Logement sur place.

● Permis de conduire exigé.

● Poste à pourvoir le  
1<sup>er</sup> novembre 1985 au plus  
tard.

Transmettre les dossiers de  
candidature avant le 3 sep-  
tembre 1985 accompagnés de :  
- Un CV détaillé.

- La photocopie des  
diplômes.

- Une photo d'identité.

À M. le Président du Conseil  
Général du Val-de-Marne, Hôtel  
du Département, Direction du  
Personnel Départemental,  
1<sup>er</sup> Bureau Recrutement, avenue  
du Général-de-Gaulle,  
94011 CRÉTIL, tél. 207-  
24-00 poste 24-01.

Importance considérable d'entretien  
de la métallurgie (Nord)

recherche d'urgence

**UN DIRECTEUR DES  
ACTIVITÉS SOCIALES**

- Responsable hiérarchique  
gestion de système informa-  
tique.

- Connaissance CG, CAE et  
budgétaire.

- Relations commerciales.  
Niveau cadre.

Age min. : 35 ans.  
Sal. annuel : 150.000 F.  
Salon sup. et référ. : 72, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000.

**emplois  
régionaux**

Société d'expertise  
comptable Dardigne  
recherche

**UN(E) JURISTE  
CONFIRMÉ(E)**

ayant expérience droit fiscal et  
droit des sociétés.  
Envoyer sous le n° 308.078 M  
RSCS-PRESS 66  
7, rue de Montcaumon, Paris-7.

## formation professionnelle

**UNIVERSITÉ DE FRANCHÉ-COMTÉ  
CENTRE DE LINGUISTIQUE APPLIQUÉE**

proposé

des formations rapides, intensives en  
**ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL,  
ITALIEN, RUSSE**

S'adresser au C.I.A.R.  
17, rue Roman, 25000 BESANCON, tél. (81) 81-05-64.

**POUR DEMANDEURS D'EMPLOI  
EN F.M. DE DROITS**  
Stage long (à partir de 50 %) /  
Administrateur de données /  
Stage long (à partir de 50 %) /  
206-24-63 - 241-83-63 /  
Demandez le doc. N° 3.1598 /  
Test gratuit : le 25-08.

**COURS  
et leçons**  
COURS D'AMÉRICAIN  
40 heures - 1.300 F /  
663-44-28

**DEMANDES D'EMPLOIS**

**JOURNALISTE 27 ANS,**  
il a une expérience professionnelle  
multidisciplinaire dans la presse  
et l'édition (grand reporter,  
chef de rubrique, auteur), spécialiste  
du sport et des spectacles,  
clavier à toutes les avaries  
langues courantes, recherche  
poste à responsabilité dans le  
secteur de la communication,  
presse écrite, audiovisuelle, éditi-  
on, publicité, spectacles.  
Dynamisme et imagination pro-  
fonde, conscience et rigueur  
d'action demandées en retour.  
Tél. (1) 740-95-85.

**JEUNE FILLE ALLEMANDE, intéres-  
sée, cherche à partir du 1<sup>er</sup> sep-  
tembre 1985 une famille au  
pair sympathique à Paris pour  
un an.**  
Natascha HERNANDEZ, Tollen-  
brink 24, D-3000 Hannover 61

**PRÉCEPTEUR  
À VENISE**  
Etr. 21-2754 Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES,  
6, rue des Italiens, 75008 Paris.

**L'immobilier**

**appartements  
ventes**

**2<sup>e</sup> arrdt**

**OPERA**  
Deux 2-pièces à rénover, 40 et  
50 m<sup>2</sup>, possibilité de studio.  
Intérieur 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrdt.  
**A 13 h : 296-59-59.**

**7<sup>e</sup> arrdt**

**RIVOLI**  
Living dble, 3 chambres, imm.  
récent, soléil, 1.500.000 F.  
Ag. BRANCHI - 675-73-94.

**13<sup>e</sup> arrdt**

**13<sup>e</sup> ARAGO**  
Particulier vit studio 20 m<sup>2</sup>  
(cuisine et cuisine séparée).  
Équipé, Sd, d'été, s.d.  
(habitable de suite).  
Faites charges.  
Prix 100.000 F.  
Tél. : 206-96-62.

**PORT-NOYAL - GLACIERE  
VUE SUR GRAND JARDIN  
CHÂTEAU EXCEPTIONNEL**  
Double vitr., 3 chambres,  
grand balcon, parking.  
DORREY - 648-43-64.

**CREVALENET** est devenu pro-  
pension, 10-12-85, 880.000 F.  
Liv. : 2 chambres, 650.000 F.  
d'été, park., cave. 606-10-08.

**78-Yvelines**

**VERSAILLES** Centre  
Duplex, gd. chbr., chbr. et  
cuisine, 2 s.d., 3 s.d., 3 s.d.,  
400-22-88 et 236-00-10.

**appartements  
achats**

**EMBASSY SERVICE**  
8, avenue de Marne,  
75008 PARIS.

**AGENCE LITRE**  
Recht pour clientèle française  
et étrangère experts et bote-  
liers, Paris et province, notaire.  
Tél. : 544-44-48.

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**

Urgent, J.F. employé de ban-  
que, pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**OFFICE INTERNATIONAL**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**Pour ingénieurs, employés,  
supérieurs délégués**  
APPROPRIATION COMPAGNE  
FRANÇAISE PETROLE (S.A.)  
villes Paris, banlieue. Prix  
indiqués, voir brochure suite ou  
seul. oct. Tél. : 509-20-24.

**Office International**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**Office International**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**Office International**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**Office International**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**Office International**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

**Office International**  
rech. pour sa direction bureau  
après 10 ans, 1000 F, 1100 F,  
et plus. Tél. : 288-11-08.

# LE CARNET DU Monde

**Naissances**

**Suzanne LIEUWESSEN**  
et François BÉLA,  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Alexandre,  
Paris, le 18 juillet 1985.

**Jean-François et Danielle,  
Elodie et Noémie,**  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Gaëlle et Quentin,  
le 1<sup>er</sup> août 1985.  
23, rue Médéric,  
92250 La Garenne-Colombes.

**Marie-France, Claude, Jacques,  
Bernadette, Philippe, Marie-Noëlle,  
Dominique, François, Michèle,  
ses enfants et leur famille,**  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Yvonne MAURICE RALDET,**  
née Jeanne Martinsson,  
survécant dans sa soixante-neuvième  
année.

Les obsèques auront lieu le mercredi  
7 août 1985, à 10 heures, à Saint-  
Joseph, à Angers.

4, place Lorraine,  
49000 Angers.

**La Tourrette, La Valette.**

**M<sup>me</sup> Yvonne Continouzas**  
fait part du décès de son père ;

**M. Antoine CONTINUOZAS,**  
survécant dans sa quatre-vingt-deuxième  
année.

Les obsèques civiles auront lieu au  
cimetière de La Tourette (Corrèze).

**Alexandre et Anne-Marie  
Revollewski,  
Delphine, David, Benjamin,  
ont la douleur de faire part du décès de**

**M. Eugène KIMEL,**  
leur beau-père, père et grand-père,  
survécant le 28 juillet 1985.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière  
de Bagneux le 31 juillet.

27, route de la Reine,  
92100 Boulogne.

**Angers, Thoiry.**

**M<sup>me</sup> Roland Leduc,**  
son épouse,  
son fils,  
son frère, ses sœurs,  
et toute leur famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Nicolette LECCLAIR,**  
survécant le 2<sup>e</sup> août 1985, à l'âge de  
cinquante-huit ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière  
de Thoiry (49).

47, rue du Grand-Douzillé,  
49000 Angers.

**M<sup>me</sup> René Lecomte,  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Lecomte  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Henry-René Lecomte  
et leur fille,  
ont la douleur de faire part du décès de**

**Henry LOCUSSOL,**  
ancien élève de l'Ecole polytechnique,  
licencié en sciences  
et en droit,  
docteur en médecine,  
survécant le 3 août 1985, dans sa soixante-  
deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mercredi 7 août, à 9 heures, en  
l'église Saint-Pierre d'Igny.

6, avenue de la Division-Lecteur,  
91430 Igny.

**Le Grand-Besnard,  
78470 Milon-la-Chapelle,  
39, avenue du Maréchal-Joffre,  
69000 Chauxville.**

**René et Gilbert**

ont la douleur de faire part du décès de  
leur père,

**Edmond MARZOUK,**  
survécant le samedi 3 août 1985, à son  
domicile, à La Goulette, 8, rue  
Fatouma-Bourguiba (Tunis).

**Le médecin général inspecteur  
(CR), Yves-Marie Sibille,  
Le médecin principal et M<sup>me</sup> Pierre  
Mellard  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Guenicheon  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Benoît Lepoutre  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Crouzet,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Louis Burin  
et ses enfants,**

**M<sup>me</sup> Robert Wachenheim,  
M<sup>me</sup> Ivan Sibille,  
ses enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants,  
M. Armand Sibille  
et ses enfants,  
Les familles Picard, Lelandaï,  
Sibille et Sibille,  
ont la douleur de faire part du décès de**

**M<sup>me</sup> Yves MARTIN-SIBILLE,**  
née Françoise Sibille.

leur épouse, mère et belle-mère, grand-  
mère, fille, sœur et belle-sœur, tante,  
nièce et cousine,  
décédée le 4 août 1985, à l'âge de  
cinquante-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célé-  
brées en la chapelle de l'hôpital des  
Armées-Percy à Clamart, le jeudi  
8 août, à 14 heures, et seront suivies de  
l'inhumation au cimetière du cime-  
tière de Puteaux-Lachaux, à 16 heures.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

**La Foulonnière,  
49700 Doué-la-Fouassière.**

**M<sup>me</sup> Patrick Marchal,  
M<sup>me</sup> Pierre Marchal,  
M<sup>me</sup> Christian Girard,  
Delphine, Erwan, Guirec,  
Benjamin, Christian et Judith,  
ont la douleur de faire part du décès de**

**capitaine de frégate  
Patrick MARÉCHAL,**  
rapporté à Dieu le 2 août 1985, à l'âge de  
quarante-huit ans.

Le service religieux sera célébré le  
jeudi 8 août, à 10 h 30, en l'église Saint-  
Léon, place du Cardinal-Amette,  
à Paris-15, et sera suivi de l'inhumation  
au cimetière de Pantin.

37, avenue Daumesnil,  
75007 Paris.

**M<sup>me</sup> Max Weizer,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Weizer,  
Sophie, Anne, Isabelle,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Thomas,  
Romain,  
ses enfants et petits-enfants,  
Et toute la famille,  
M. Alfred Savary,  
président d'honneur,  
Les membres du conseil d'administra-  
tion,  
Le personnel et les amis du Centre de  
coopération culturelle et sociale,  
remercient tous ceux qui ont témoigné  
leur sympathie à la suite du décès de**

**M. Max WEIZER,**  
directeur, cofondateur de l'association,  
officier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre du Mérite,  
croix du combattant volontaire  
de la Résistance.

**CCCS,  
26, rue Notre-Dame-des-Victoires,  
75002 Paris.**

**Anniversaires**

**Sept ans déjà que  
Flavie NIESZAWER,  
nous a quittés.**

Pensez à elle.

**Communications diverses**

**Les Associations d'anciens com-  
battants, résistants, déportés et victimes  
de guerre de la R.A.T.P. organisent le  
22 août 1985, à 18 h 15, dans les forêts  
du Fort Neuf de Vincennes, une céré-  
monie à la mémoire du commandant  
Louis Bouchet et de ses six compagnons  
fusillés par les Allemands, le 22 août  
1944, pour faits de résistance.**

Elles convieront les habitants de la  
région parisienne à s'associer à cette  
manifestation du souvenir ainsi que les  
Associations d'anciens combattants,  
résistants, déportés et victimes de  
guerre à déposer leur porte-drapeau.

Le rassemblement des délégations et  
des drapeaux se fera, à 17 h 30, derrière  
le Fort Neuf de Vincennes, à l'extrémité  
sud du cours des Minimes.

**Mise au point.** - Dans notre  
article - Soixante-dix associations  
françaises représentées - à la confé-  
rence des femmes de Nairobi (le  
Monde 10 juillet), nous qualifions  
l'Union des femmes françaises de  
« proche du parti communiste ».

M<sup>me</sup> Marie-France Cavillon, secrétaire  
nationale de l'association, nous écrit :  
« L'Union des femmes françaises  
précise qu'elle groupe dans  
son sein cent quatre-vingt-dix mille  
femmes de toutes opinions et de  
toutes conditions et qu'elle n'est  
proche d'aucun parti politique. »

**M<sup>me</sup> César Peralta,**  
son épouse,  
Stéphane et Sandrine,  
ses enfants,  
Florence et Pierre Masson  
et leurs enfants,  
Jean-Pascal, Jean-Christophe,  
Patricia et Pierre-Fabrice Moch,  
ses petits-enfants et arrière-  
petits-enfants,  
François Moch, son frère,  
ses enfants et petits-enfants,

survécant le 2 août 1985, dans sa  
quarante-deuxième année, à La Trem-  
blade (Charente-Maritime).

Un hommage lui sera rendu au funé-  
raire de Gousses (Val-d'Oise), route  
de Thilly, le mercredi 7 août, à  
16 heures, suivi de la levée du corps.

L'inhumation se fera au cimetière  
d'Arzonville-les-Gousses le même jour,  
à 17 heures.

3, rue Serge-Lemaître,  
95400 Arzonville-les-Gousses.

**LE MONDE  
diplomatique  
AOUT 1985**

**EUROPE :  
LES AMBITIONS D'EURÉKA**

**IMMIGRATION :  
CEUX DE LA DEUXIÈME GÉNÉRATION**

En vente chez votre marchand de journaux.

## REPÈRES

**dollar : légère reprise**

Le dollar a légèrement repris son cours par rapport à l'euro, passant de 1,66 à 1,67.

**Banques : un nouvel islamique en Arabie**

Le nouveau gouvernement saoudien a annoncé la création d'une banque islamique.

**Energie : nouvelle baisse du fuel domestique**

Le prix du fuel domestique a baissé de 10 % par rapport à l'année dernière.

**Textile : sauvetage de velours Cosserat**

Le velours Cosserat a été sauvé de la faillite par un prêt de 100 millions de francs.

**AGRICULTURE**

**EN BAISSSE DE 1**

**Le budget du ministère de l'Agriculture**

pratique la rigueur sé-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-

des indem-







# AFFAIRES

## Le « gibier » des chasseurs a la grosse tête...

Coup sur coup, deux cabinets de chasseurs de têtes ont commandé un sondage (1) auprès des utilisateurs et du « gibier » pour connaître leur image. Signe des temps ? « La profession est entrée dans les mœurs d'embauche », conclut l'une des études, et l'appréciation est globalement positive.

En France, une trentaine de cabinets, souvent d'origine anglo-saxonne, se sont fait une spécialité de la recherche directe - sans l'intermédiaire des petites annonces - des cadres de haut niveau. Relativement récents, jusqu'à se sont surtout développés depuis une vingtaine d'années, ces cabinets ont vite acquis une réputation quasi mythologique dans les milieux professionnels. Rien ne vaut, pour faire carrière, l'honneur indiscutable d'être un jour au « gibier », celui que l'on poursuit au terme d'une longue traque.

Au nom du « management météorologique », comme le souligne l'enquête de Science-Po études, ce mode de recrutement, « marginal d'un point de vue quantitatif », est devenu « déterminant d'un point de vue qualitatif ». Et à ceux qui seraient tentés de lui reprocher de déstabiliser le marché du travail par une politique de débouchage, on rétorque que les interventions des chasseurs « permettent de maximiser la réussite d'une mobilité inductible ». D'ailleurs la même étude, qui observe une progression du marché de 23 % entre 1981 et 1982, puis de 12 % entre 1982 et 1983, prévoit un rythme de 10 % pour les deux années à venir.

Bien sûr, si 87 % des entreprises interrogées (86 % pour l'IFOP) reconnaissent avoir eu recours à leurs services dans les trois dernières années, la « bonne pénétration » des chasseurs de têtes se constate d'abord dans l'industrie, auprès des sociétés employant plus de mille personnes et réalisant un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de francs. 60 % sont satisfaits de leurs prestations (81 % pour l'IFOP), mais, dans les deux sondages, en jugent le coût trop élevé (83 % pour Science-Po études, 79 % pour l'IFOP), calculé sur la base du tiers de la rémunération brute annuelle du

poste à pourvoir et, élément d'incompréhension, avec une majoration de 10 % pour frais supplémentaires.

Est-ce pour cette raison que les employeurs, selon l'IFOP, estiment trop qualifiés les postulants (83 %) ou reprochent aux chasseurs de ne pas leur présenter que de bons candidats (75 %), voire de « survendre » un poste ? Tous jours est-il que l'entreprise apprécie le consultant plutôt que la réputation de son cabinet, et voudrait bien entretenir une relation personnalisée où la connaissance des habitudes maison - « le non dit », rétorquent les cabinets - serait davantage prise en compte dans la définition du profil recherché.

De part et d'autre, chez l'utilisateur comme chez le chasseur, on voudrait bien réussir à franchir l'étape suivante et, pourquoi pas, devenir « partenaires dans la gestion des ressources humaines ». Mais des frustrations existent, apparemment, alors même que les directions du personnel « intégrées » dans la société ne sont pas toujours en mesure de mener une politique d'embauche quand le poste est soit stratégiquement indispensable, soit techniquement « pointu ».

### « Un côté mégalo »

Vue du côté du « gibier », qui a parfois été ou sera aussi l'utilisateur, sondé par la seule IFOP, l'activité du chasseur donne lieu à une interprétation manifestement surévaluée parce qu'elle flète son orgueil ou constitue une reconnaissance de sa position. « Il y a un côté mégalo chez ceux qui nous approchent », dit un chasseur. « Ils prennent quelquefois la grosse tête et se croient en concurrence à quatre ou cinq quand nous ne sommes que deux cents ».

Souvent la mission consiste en la recherche d'un technicien ou d'un spécialiste de haut niveau dans un domaine précis. « Ils surestiment la connaissance que nous avons d'eux, ajoute le même chasseur, quand ils ne croient pas à l'existence de fichiers impressionnants ».

Parmi les cadres interrogés, 65 % affirment avoir été sollicités au moins une fois au cours des six

derniers mois. Ils souhaitent à 42 % des informations sur des opportunités non publiées et, pour 34 %, être contactés « uniquement » pour des postes qui leur conviennent. Souvent satisfaits (à 63 %), ils apprécient la confidentialité de la démarche (à 75 %), estimant qu'on leur a fait des propositions intéressantes (à 64 %). Ils y voient le moyen d'évoluer plus vite (60 %) et, à tout le moins, de faire le point sur leur carrière (56 %) même s'ils considèrent, à 81 %, que les postes proposés sont embellies.

Tandis que le cadre « chassé » utilise cette démarche pour mieux se situer dans sa profession, pour s'évaluer ou vérifier sa motivation, les chasseurs constatent qu'il refuse les conseils. De même, s'ils affichent une certaine pudeur pour le salaire, ils sont 30 % à espérer des gains de 20 % à cette occasion, alors que la moyenne constatée se situe plus bas.

« A ce niveau, on met un point d'honneur à refuser les périodes d'essai », note un chasseur de tête, pour qui, « une classe au-dessus », il y a encore « les météores », véritables abonnés des cabinets. Ceux-là, jeunes et brillants, « qui savent se faire mousser », utilisent les chasseurs de têtes pour propulser leur carrière jusqu'à des hauteurs vertigineuses. Ils ont tout programmé, s'efforcent d'éviter les faux pas et « font leur tour très vite » pour ne pas être marqués par un échec. Ils négocient « les meilleurs contrats » et, la cas échéant, y font prévoir les indemnités de départ... Le chasseur chassé, comme dans la fable, a moins que ce ne soit la grenouille et le boeuf.

ALAIN LEBEAUE.

(1) Sciences Po études, l'association à but économique des étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris, a mené une enquête pour le compte de la société GFC Trausarch auprès de deux cent trois cadres dirigeants entre le 15 et le 18 janvier 1985.

LIOP (Institut français d'opinion publique) a réalisé une étude pour le compte de la société GFC Trausarch auprès de deux cent trois cadres dirigeants entre le 15 et le 18 janvier 1985.

## Carrefour s'associe aux Coop en créant une filiale commune

Faire vite : c'est manifestement le souci de M. Charles Veverka, président du comité de crise des COOP, qui vient de signer avec M. Jacques Defnrey, directeur général de Carrefour, un protocole d'accord pour la création d'une filiale commune ayant pour objectif l'exploitation à court terme de dix à douze des quarante-cinq hypermarchés du mouvement.

Les actifs de la nouvelle société seront constitués par l'apport de quatre hypermarchés Rond Point appartenant à l'Union coopérative de supermarchés, Carrefour apportant de l'argent frais. L'accord définitif devrait être prêt avant la fin du mois.

Dès le 31 juillet (le Monde du 1<sup>er</sup> août), M. Veverka avait annoncé qu'il était nécessaire d'intervenir rapidement. Il importe que la mise en œuvre de l'indispensable redressement permette de calmer les légitimes inquiétudes des fournisseurs.

Ce n'est pas la première fois que Carrefour s'allie à un groupe de l'économie sociale. Carrefour s'était associé aux coopératives socialistes belges (le Monde du 13 mars 1974) pour créer un hypermarché consommériste. Mais l'alliance n'avait pas eu de suite, les coopératives s'étant repliées sur leur secteur assurance - la Prévoyance sociale - et sur les pharmacies coopératives.

J. D.

## ENTREPRISES

### M. Carl Icahn repart à l'assaut de TWA

Le « raider » américain, M. Carl Icahn, spécialiste des OPA boursières, a trouvé des alliés inattendus au sein de la compagnie aérienne TWA, qu'il veut racheter : ses syndicats. En mai dernier, M. Icahn proposait aux actionnaires de TWA de racheter leurs titres pour 18 dollars l'unité. Il obtenait, grâce à cette opération, 25 % environ du capital de la compagnie aérienne. Mais les dirigeants opposés à cette prise de contrôle trouvaient une parade en passant un accord, en juin, avec Texas Air, qui devait racheter TWA au prix de 23 dollars l'action. Or les syndicats des pilotes et des mécaniciens se sont émus de cette contre-offensive à cause des méthodes de Texas Air, connues pour être socialement dures. Habituellement, M. Icahn a signé un accord avec eux, qui stipule que les employés acceptent des concessions salariales, mais en échange d'actions. Parallèlement, M. Icahn portait, le 5 août, son offre aux actionnaires à 23,50 dollars par titre. Il reprend ainsi l'offensive en prévoyant, a-t-il déclaré, « l'intérêt à long terme des employés et des voyageurs ».

National Steel investit dans le pétrole National Intergroup, qui contrôle National Steel, le septième sidérurgiste américain, va racheter la société pétrolière Permian Corp. pour 127 millions de dollars. Permian Corp., qui possède une flotte de six cents camions, est spécialisée dans le transport de brut des exploitations vers les raffineries dans le sud-ouest des Etats-Unis. National Intergroup avait vendu, le semaine passée, la société d'épave First Nationwide au groupe Ford, pour 493 millions de dollars. Ces opérations sont toutes destinées à trouver des liquidités, dont manque cruellement la

sidérurgie américaine pour se moderniser.

Japon : de l'acier au silicium

Les trois grandes sociétés sidérurgiques japonaises Nippon Steel, Nippon Kokan et Kawasaki Steel ont l'intention d'investir dans la production de matériaux destinés aux circuits intégrés, comme les gaufres de silicium ou les polycristaux de silicium. L'acquisition récente par Kawasaki Steel de la petite société californienne NBSK, qui fabrique des gaufres, ferait partie d'un mouvement d'ensemble, selon les groupes japonais. (AFP.)

## FAITS ET CHIFFRES

### Social

● ARCT de Rouanne : la poursuite temporaire des activités est refusée par le tribunal de commerce. Après la mise en liquidation de biens des Ateliers Rouannais de construction textile (ARCT), le 26 juin, et le licenciement des sept cents salariés, les syndicats de liquidation avaient demandé au tribunal de commerce l'autorisation de poursuivre temporairement les activités de l'entreprise. L'objectif était de permettre l'achèvement des machines en cours de montage et d'honorer d'importantes commandes chinoises. Constatant que les ARCT sont actuellement occupés par la majorité du personnel, le tribunal de commerce a repoussé cette proposition en arguant également du manque de garanties financières. Pour sauver la société, il ne reste plus désormais que la solution préconisée par M. Bernard Terrat, PDG d'une société de machines-outils textiles de Valence.

● Prime de départ pour les immigrés chômeurs en Belgique. Les étrangers venus de pays autres que ceux de la Communauté européenne (y compris l'Espagne et le Portugal), en situation régulière et chômeurs depuis plus d'un an désirant quitter la Belgique, vont pouvoir bénéficier d'une « prime de réinsertion » : des arrêts d'application viennent d'être publiés au Moniteur (le Journal officiel belge). Le montant varie de 215 000 francs belges (près de 32 500 francs français) pour un isolé à 320 000 (un peu de 48 300 francs français) pour un chef de famille ; un tiers de la somme est versé au départ, le reste après vérification de l'installation dans un pays non membre de la CEE, le bénéficiaire devant commencer sa famille avec lui. (AFP.)

### Transports

● Le TGV ouest-allemand arrive. Le prototype du train à grande vitesse ouest-allemand vient d'être remis par son constructeur, Messerschmid-Boelkow-Blohm, aux chemins de fer fédéraux. Ce train, qui pourrait atteindre la vitesse de 350 kilomètres/heure, devrait être accessible aux usagers en 1989. Son concurrent français fonctionne depuis 1981 : il a porté le record du monde de vitesse sur rail à 379 kilomètres/heure.

# ÉNERGIE

## DÉSACCORD SUR LE PRIX D'ACHAT DU CHARBON

### Charbonnages de France attaque EDF

En septembre prochain, Charbonnages de France devrait assigner EDF en référé devant le tribunal de commerce de Paris. Motif : un conflit sur le prix d'achat du charbon vendu à EDF en vertu d'un contrat sur cinq ans conclu l'an passé entre les deux établissements. Si, sur le fond, la querelle relève d'un différend commercial classique, la méthode est pour le moins inhabituelle, s'agissant de deux entreprises publiques relevant du même ministère de tutelle.

Le contrat aujourd'hui remis en cause avait été présenté il y a un an par la direction de Charbonnages comme une victoire. Il était en effet destiné, dans la perspective du plan de restructuration sur cinq ans de CDF, à garantir à l'établissement pendant toute la durée de ce plan des débouchés

sûrs, d'une part, pour le courant produit dans ses centrales minières et, d'autre part, pour une partie du charbon français, concurrent à la fois par le charbon importé, moins cher, et par le nucléaire. Le prix d'achat par EDF de ce charbon était indexé sur le prix de la houille importée au port du Havre - le plus proche de Paris - majoré de 10 %. Or l'évolution des importations provenant de plus en plus de l'Afrique du Sud, jointe à la baisse des cours du rand, a fait chuter ce prix de référence octennement en dessous de la moyenne des prix d'importation en France. CDF souhaite donc obtenir une nouvelle formule d'indexation.

Chez EDF, où on assure n'avoir pas encore reçu d'assignation officielle, on se déclare surpris des

méthodes utilisées par CDF. La direction de Charbonnages n'a, semble-t-il, pas épuisé les ressources classiques de la négociation usuelle entre partenaires commerciaux, avant de porter le dossier devant les juges consulaires. Elle n'a apparemment pas non plus fait appel à l'arbitrage des pouvoirs publics, normal en l'occurrence, puisque les deux établissements relèvent de la même autorité de tutelle et que le contrat avait reçu la bénédiction de l'administration.

Tout se passe, murmure-t-on Rue de Grenelle, comme si la direction de CDF se montrait, avant tout, soucieuse d'engager une action symbolique - destinée notamment à apaiser les syndicats, inquiets de l'avenir des exploitations, surtout en Lorraine, d'où vient l'essentiel du charbon vendu à EDF - et non d'obtenir rapidement des résultats concrets.

Compte tenu de la lenteur des procédures, il y a de bonnes chances que le conflit n'ait, d'ici le jugement, plus de raison d'être, les achats de charbon d'EDF à l'Afrique du Sud devant l'an prochain diminuer.

V. M.

● Première concession pétrolière privée au Brésil. L'entreprise nationale brésilienne Petrobras vient de conclure un contrat d'exploitation à une entreprise privée, Azevedo y Travassos. Elle a été autorisée à exploiter le champ pétrolier de Volta Redonda, dans l'Etat de Rio-Grande-do-Norte. C'est la première fois qu'une autorisation de cette nature est accordée à une entreprise privée depuis la loi de 1953 instituant le monopole de l'Etat brésilien pour l'exploitation pétrolière. (AFP.)

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$E.U.	8,6280 8,6240	+ 128 + 143	+ 234 + 264	+ 618 + 718
Sch.	6,3454 6,3730	+ 38 + 59	+ 60 + 96	+ 187 + 283
Yen (100)	3,6279 3,6312	+ 109 + 120	+ 204 + 222	+ 645 + 696
DM	3,0481 3,0506	+ 130 + 141	+ 251 + 268	+ 743 + 791
Flm.	2,7115 2,7137	+ 83 + 91	+ 169 + 183	+ 529 + 570
F.R. (100)	15,1843 15,1166	- 39 + 118	+ 13 + 197	- 42 + 394
S.F.	3,7803 3,7077	+ 178 + 186	+ 314 + 337	+ 931 + 1081
L. (1 000)	4,5512 4,5557	- 136 - 93	- 277 - 214	- 845 - 726
£	11,8137 11,8278	- 213 - 175	- 362 - 295	- 727 - 548

## TAUX DES EUROMONNAIES

	7 1/8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/2
\$E.U.	4 1/2	4 3/4	4 11/16	4 13/16	4 3/4	4 7/8	4 7/8	4 7/8	5
DM	6 1/8	6 3/8	6	6 1/8	5 7/8	6	5 7/8	6	6
F.R. (100)	1 1/2	7 3/4	9 3/16	9 3/8	9 5/16	9 1/2	9 1/2	9 11/16	11 1/16
S.F.	2 3/4	3 1/4	4 1/4	4 3/8	4 7/16	4 9/16	4 11/16	4 13/16	5
£	12	12 1/4	11 3/4	11 7/8	11 5/8	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 1/2
Y. Imp.	9 1/2	11 1/2	11	12 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	12

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Trade Development Bank (France) S.A.

Nouveau siège social :  
12-14 Rond-Point des Champs-Élysées  
75008 PARIS  
S.A. au capital de 91.343.600 Francs.  
R.C. Paris 572 006 674.



Les actionnaires de la société TRADE DEVELOPMENT BANK (FRANCE) S.A. se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 31 Juillet 1985 au 20, Place Vendôme 75001 PARIS.

L'Assemblée Générale a procédé à la nomination, en qualité de nouvel Administrateur, de Monsieur François GISCARD D'ESTAING, Inspecteur Général des Finances.

Ont également été élus Administrateurs, Messieurs Robert SAVAGE, Vice-Chairman American Express Bank Limited, New-York, Jean BENARD, Président Directeur Général American Express Carte France, James SCHLAGHECK, Senior Vice-President at Henri C. van ZEVEREN, Senior Vice-President d'American Express Bank Limited.

L'Assemblée Générale a également reconduit les mandats d'Administrateurs de Monsieur A. BENEZRA, Président d'American Express Bank Limited à New-York et Premier Vice-Président du Conseil d'Administration de la Trade Development Bank à Genève et de Monsieur E. SAADIA, Directeur Général de la Trade Development Bank à Genève.

Il a été décidé à l'unanimité de transférer le Siège de la Société du 20, Place Vendôme au 12-14 Rond-Point des Champs-Élysées 75008 PARIS.

Trade Development - American Express Bank dispose d'un réseau de quatre agences situées à Antibes, 43, bd Albert Ier, à Cannes, 3, La Croisette, à Nice, 2, rue du Congrès et à Monaco, 3/5, av. de Monte-Carlo.

SICAV					BANQUE NATIONALE DE PARIS	
SITUATION DES SICAV au 28.06.1985						
SICAV	ORIENTATION	ACTIF NET (en francs)	VALEUR LIQUIDATIVE (en francs)	DIVIDENDE GLOBAL (en francs)	DIVIDENDE INDIVIDUEL (en francs)	
* EPARGNE-VALEURS	Portefeuille diversifié	2.956.575.278	338,64	F 19,50	29.02,85	
* EPARGNE-OBLIGATIONS	Placements à long terme orientés vers une rentabilité élevée	5.803.788.640	173,56	F 17,71	29.02,85	
* EPARGNE-CROISSANCE	Valuers de croissance françaises et étrangères	975.987.375	1.325,54	F 70,26	12.10,84	
* EPARGNE-INTER	Valuers étrangères dominantes	1.072.356.336	582,54	F 33,77	29.02,85	
* NATIO-VALEURS	Valuers françaises (Bois 13.07.1978 et 29.12.1983)	8.988.767.645	519,08	F 35,79	29.02,85	
* NATIO-INTER	Placements en obligations à court terme orientés vers une rentabilité élevée	863.338.528	889,50	F 36,78	29.02,85	
* NATIO-EPARGNE	Placements à court terme orientés vers une rentabilité élevée	4.340.006.978	12.842,76	F 1.223,05	17.04,95	
* NATIO-PLACEMENTS	Placements à très court terme privilégiant liquidité et sécurité	11.430.087.970	82.192,67	F 4.166,48	23.01,65	
* NATIO-ASSOCIATIONS	Placements à court terme orientés vers une rentabilité élevée	4.425.670.235	6.338,75	F 2.795,92	19.10,84	
* EPARGNE-CAPITAL	Placements à moyen terme privilégiant la valorisation du capital	4.642.852.184	6.448,86	-	-	
* NATIO-OBLIGATIONS	Placements en obligations françaises et étrangères	422.410.770	443,90	F 10,56	15.02,84	
* NATIO-PATRIMOINE	Actions, obligations, brevets, valeurs représentatives d'actifs immobiliers et d'or	110.828.899	1.031,07	-	-	

\* Les SICAV sont des sociétés anonymes à capital variable, régies par la loi du 24 juillet 1965 relative aux sociétés anonymes et par le décret du 28 février 1974 relatif aux SICAV. Elles sont autorisées par la B.N.P. et le Crédit du Nord et Lazard Frères.

UNE DOCUMENTATION PLUS COMPLÈTE SUR CHAQUE SICAV EST DISPONIBLE DANS TOUTES LES SECS DE LA BNP.

BNP la banque est notre métier

مكتبة الأمل



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

5 août

Légère hausse : + 0,1 %

Lundi, après une semaine marquée par un effritement global de 0,5 %, les actions françaises ont péniblement gagné 0,1 % sur le marché parisien.

Dans la crainte d'une remontée des taux d'intérêt, le rendement de l'argent, au jour le jour est toutefois resté inchangé à 9 3/4 % le 5 août : préjudiciable au marché obligataire et, par ricochet, aux valeurs à revenu variable, de nombreux professionnels restent l'arme au pied.

Les spécialistes sont d'autant plus attentifs à tout mouvement que les sommes considérables gérées par les SICAV au terme (1997) milliards de francs d'encours à la fin juillet, soit une augmentation de 65 milliards depuis le début de l'année, sont susceptibles d'incliner les pouvoirs publics à prendre quelques mesures à l'égard de ces capitaux hautement spéculatifs.

Pour l'instant, on se contente d'assurer les positions tout en engrangeant quelque titre favorisé par la conjoncture. Tel est le cas du travail temporaire, désormais tiré de l'ornière avec la hausse de 6 % de Bis enregistré lundi, un gain qui permet à cette action de s'inscrire à son plus haut niveau de l'année.

Formi les autres hausses (3 % à 6 %), on relève Berger, Total (certif), Michelin, Bepin, Furel, Intertel, Casino, La Redoute (au plus haut de l'année), Accor, Ecco, tandis que Sagem, Europe 1, Fichet-Bauche, Radiotechnique, Presses de la Cité et Valeo perdent 2 % à 5 %.

Sur le marché de l'or, le lingot est inchangé, à 89 350 F, le napoléon cédant 3 F, à 555 F, à Londres, le métal fin s'est traité à 323 dollars l'once (320,50 dollars le vendredi précédent).

Dollar-titre : 8,85-90 F, le dollar s'inscrivant à 8,985 F en séance officielle.

## NEW-YORK

Baisse

Déjà pas très vaillants à la veille du week-end, Wall Street s'est franchement alourdi en début de semaine. Amortie presque de l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant toute la séance. Quelques rachats de dernière minute ont, néanmoins, permis au marché de réduire son retard, et, à la clôture, l'indice des industrielles s'est effondré à 1 346,88, soit 3 616 points en dessous de son niveau précédent.

Mais le bilan de la journée a été assez mauvais. Sur 2 006 valeurs traitées, 1 149 se sont relevées, 444 seulement ont monté et 415 ont baissé. Un peu dissipée ces dernières jours, la crainte d'une hausse des taux d'intérêt a, de nouveau, saisi le marché. C'est cette semaine, en effet, que le Trésor américain doit lancer la plus vaste opération de refinancement de tous ces temps (21,75 milliards de dollars), et beaucoup craignent que le placement des nouveaux titres ne favorise un renchérissement du coût de l'argent.

D'autre part, après mûre réflexion, les opérateurs ont estimé que le compromis sur le budget n'était que de la poudre aux yeux et que les parlementaires, soucieux de prendre quelques vacances, avaient fait quelques concessions sans véritable portée.

Enfin, l'enquête réalisée par le Wall Street Journal sur les résultats financiers des entreprises pour le deuxième trimestre, dont il ressort qu'en moyenne les profits ont diminué de 14 %, a contribué à contraindre un malaise autour du « Big Board ».

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**RECORDS POUR L'ACHAT ET LA VENTE D'OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES AU JAPON.** - Les investisseurs japonais ont acheté un nombre record d'obligations étrangères en juillet, en raison des taux d'intérêt américains élevés et de la fermeté du marché des obligations aux États-Unis. Les achats japonais d'obligations ont totalisé 27,1 milliards de dollars, soit 1,53 milliard de plus que les ventes étrangères, et les ventes 20,2 milliards, dont 291 millions pour les valeurs étrangères, a précisé le ministère.

Les investisseurs étrangers ont été vendeurs nets de valeurs japonaises, pour 499 millions de dollars, soit 104 de plus que les ventes de 4,1 milliards de dollars et des achats de 3,6 milliards. Au total, les achats

étrangers d'obligations japonaises ont atteint 10,6 milliards de dollars et les ventes 10,5 milliards.

**CLAUDE BERTHERIE ENTRE À LA BOURSE EN 1986.** - Les actions Claude Berthier, fabricant de joies bien connue, font leur entrée sur le second marché de Lyon, au printemps 1986. En 1984, la société avait réalisé un chiffre d'affaires de 130 millions de francs (+ 30 %).

**FIVES-LILLE : RENTABILITÉ MAINTENUE.** - Le groupe Fives-Lille, un des premiers exportateurs français d'équipements lourds, a réussi, en 1984, à maintenir son bénéfice net à 99,1 millions de francs (contre 96,5 millions), en dépit de la dégradation de la conjoncture. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 5,21 milliards de francs, dont 54,2 % réalisés à l'exportation (4,28 milliards).

**CIBA-GEIGY SE RENFORCE DANS L'OPHTHALMOLOGIE AUX ÉTATS-UNIS.** - Le groupe chimique suisse Ciba-Geigy envisage d'acquiescer à la branche américaine de contact et produits optiques de la société américaine American Optical. American Optical est spécialisée dans le secteur optique. Son chiffre d'affaires, enregistré avec la production de lentilles de contact et de produits annexes, a été, pour l'exercice 1984-1985, à environ 33 millions de dollars.

INDICES QUOTIDIENS	(base 100 = 28 oct. 1984)
Valeurs françaises	116 116,2
Valeurs étrangères	95,9 95,5
COTE DES AGENTS DE CHANGE	(base 100 = 31 oct. 1981)
2 août	215,6
3 août	215,6
Indice global	215,3 215,6
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	Effets privés de 6 mois
9 3/4 %	9 3/4 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO	1 dollar (en yen)
237,38	237,45

# BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
3 %	51 35	2 840
4 %	51 35	2 840
5 %	51 35	2 840
6 %	51 35	2 840
7 %	51 35	2 840
8 %	51 35	2 840
9 %	51 35	2 840
10 %	51 35	2 840
11 %	51 35	2 840
12 %	51 35	2 840
13 %	51 35	2 840
14 %	51 35	2 840
15 %	51 35	2 840
16 %	51 35	2 840
17 %	51 35	2 840
18 %	51 35	2 840
19 %	51 35	2 840
20 %	51 35	2 840

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

## Actions au comptant

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

# 5 AOUT

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

## SICAV 5/8

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

# Règlement mensuel

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

# COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4

# MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de clôture	Dernier cours
Alcoa	21 1/4	21 1/4
A.T.T.	21 1/4	21 1/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Eastman	58 1/2	58 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
General Motors	31 1/2	31 1/2
IBM	131 1/4	131 1/4
Intel	21 1/4	21 1/4
Johnson & Johnson	21 1/4	21 1/4
Merck	21 1/4	21 1/4
Microsoft	21 1/4	21 1/4
Oracle	21 1/4	21 1/4
Rockwell	21 1/4	21 1/4
Sony	21 1/4	21 1/4
Texas Instruments	21 1/4	21 1/4
United Technologies	21 1/4	21 1/4
Verilog	21 1/4	21 1/4
Western Union	21 1/4	21 1/4
Worldwide	21 1/4	21 1/4



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ENQUÊTE

2. « Phoenix, Amérique 1985 », par Bernard Guetta.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES

4. PROCHE-ORIENT

— ÉGYPTES : les manœuvres américano-égyptiennes revêtent une ampleur sans précédent.

5. AFRIQUE

5. EUROPE

### POLITIQUE

6. La situation en Nouvelle-Calédonie. — Le débat sur la cohabitation : « Institutions : l'épreuve de vérité », point de vue de Roger Quilliot.

### SOCIÉTÉ

7. JUSTICE

8. Le « rez de marée » des Saintes-Médecines.

— MÉDECINE

— SPORTS

### LE MONDE SCIENCES

9. Les télévisions privées en quête de fréquences.

10. Le lait, nouvelle source de produits chimiques.

### CULTURE

11. Diffusions, par Bernard Frank.

— FESTIVALS : musique à Paris, cinéma à Locarno et à Venise.

12. COMMUNICATION : un entretien avec M. Silvio Berlusconi.

### CHRONOLOGIE

15. Juillet 1985 dans le monde.

### ÉCONOMIE

17. ÉTRANGER : les revenus des entreprises américaines ont nettement baissé au deuxième trimestre.

18. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (13)

INFORMATIONS

« SERVICES » (14):

Admissions aux grandes écoles; Jeu; Météorologie;

Mots croisés; « Journal officiel ».

Annuaire classés (16);

Carnet (16); Programmes des spectacles (12); Marchés financiers (19).

## La catastrophe ferroviaire du Lot

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

Le chancelier Helmut Kohl a envoyé, lundi 5 août, un télégramme de condoléances au président Mitterrand dans lequel il s'excuse de l'accident de Flauje. Il y présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement.

## Au Zimbabwe

### Les autorités durcissent le ton envers M. Nkomo et la communauté blanche

Nairobi. — Le double échec qu'a subi, aux récentes élections législatives, le régime de M. Robert Mugabe — le vote hostile des habitants du Matabeleland, fief de M. Joshua Nkomo, et celui de la communauté blanche, favorable à M. Ian Smith — a conduit celui-ci à durcir le ton et à prendre des mesures de représailles contre ceux qui tentent d'enlever la marche du pays vers un système de parti unique, basé sur la philosophie du socialisme scientifique (1).

Plus que jamais, « l'homme à abattre » politiquement est M. Nkomo, le patron de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU), qui a réussi à écarter du Matabeleland l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le parti au pouvoir. Pour la deuxième fois en quinze jours, des officiers de police viennent de perquisitionner sa résidence à Bulawayo. M. Enos Nkala, nouveau ministre de l'intérieur, a récemment affirmé qu'il n'y avait plus de réconciliation possible avec cet « ennemi du peuple ».

M. Nkala a menacé d'interdire la formation de M. Nkomo, soupçonné d'être de mèche avec les dissidents qui entretiennent l'insécurité dans le Matabeleland. Le Parlement vient d'ailleurs de renouveler l'état d'urgence — en vigueur depuis vingt ans dans le nord du pays — pour une nouvelle période de six mois. M. Edson Zvobgo, ministre de la justice, a justifié cette mesure « exceptionnelle » par le fait que, cette année encore, les rebelles antigouvernementaux, avec lesquels les forces de sécurité se sont accrochées 92 fois,

De notre correspondant en Afrique orientale

avaient assassiné 45 personnes et commis 215 vols à main armée.

De son côté, dans le discours de clôture du congrès des syndicats du Zimbabwe (ZTCU), M. Herbert Ushewokunze, ministre des transports, a invité celui-ci à s'affilier à la ZANU et à éduquer ses membres « afin qu'ils soient capables de diriger les entreprises selon la ligne du marxisme-léninisme, choisie par le parti ». Quant à M. Willie Murewa, rédacteur en chef du *Sunday Mail*, il a été démis de ses fonctions « pour avoir donné trop de place à la ZAPU lors de la récente campagne électorale ». « Je m'en suis tenu aux principes du journalisme », a-t-il commenté.

« Le temps est révolu... »

M. Mugabe ne semble pas non plus décidé à laisser impunie l'attitude des « racistes blancs », qui, malgré une forte abstention, ont tout de même préféré renvoyer au Parlement des candidats qui se réclamaient de M. Smith, ancien premier ministre rhodésien, plutôt que des candidats « indépendants », qui préchaient la « cohabitation » avec le pouvoir en place. Victime de cette vengeance à l'encontre d'une communauté à laquelle il appartient, M. Denis Norman a été relevé de ses fonctions de ministre de l'agriculture. Il n'en a pas moins refusé l'offre que M. Smith s'était empressé de lui faire de siéger au Sénat. « Je ne me livrerai à aucun marchandage », a-t-il répondu. Je demeure loyal au premier ministre.

M. Mugabe s'en est pris d'autre part à la manière dont les anciens colons blancs traitent la main-d'œuvre africaine. « Le temps est révolu pour ceux qui peinent durement, averti le premier ministre, d'être logés dans des huttes de fortune et de recevoir des paies de misère ». Passant des menaces aux actes, le gouvernement a annoncé, devant le syndicat des fermiers commerciaux (CFU), que les salaires des ouvriers agricoles allaient plus que doubler. Selon M. John Laurie, président de cette association qui compte 4500 adhérents — en majorité des Blancs, — emploie 250 000 travailleurs et contrôle 60 % de la production, cette augmentation aura pour certains, d'« horribles conséquences ».

Simple réaction de dépit? En tout cas, M. Mugabe n'est probablement pas en bonne position pour « se mettre à dos » une communauté blanche qui est directement responsable des bonnes performances agricoles du pays. Lourdement déficitaire — 533 millions de dollars, — le budget 1985-1986 prévoit notamment une augmentation de 16 % des dépenses consacrées à la défense; assistance militaire au Mozambique voisin, et lutte contre la dissidence dans le Matabeleland, où l'on retrouve M. Nkomo.

JACQUES DE BARRIN.

(1) ZANU, 64 sièges; ZAPU, 15 sièges; Alliance conservatrice, 15 sièges; Indépendants blancs, 5 sièges; ZANU-Sithole, 1 siège.

## UNE PANNE DE SALIOUT-7

### Dix jours de réparation en apesanteur

Les deux cosmonautes soviétiques Vladimir Djanioukov et Victor Savitsky, partis le 6 juin à bord du vaisseau Soyouz-T-13, ont pu effectuer une simple mission de routine, ainsi que l'agence Tass l'avait jusqu'ici présentée. Ils ont en fait dû réparer la station orbitale Saliout-7, dont le fonctionnement était paralysé à la suite d'une panne du système d'alimentation électrique, a révélé la *Pravda*, lundi 5 août.

Les transmissions radio entre la Terre et Saliout-7 se sont brusquement arrêtées, indique le quotidien soviétique, sans préciser la date de cet incident. C'était le signe que tout n'allait pas pour le mieux dans la station orbitale, inhabitée depuis dix mois, et il fut décidé d'envoyer un équipage à bord. C'est sans doute en raison de leur expérience qu'on leur a confié cette mission — dont la *Pravda* souligne « le danger » — deux hommes qui sont loin d'être des débutants. Savitsky, un spécialiste des instruments spatiaux, effec-

tue son deuxième vol et Djanioukov son quatrième voyage dans l'espace.

Les cosmonautes ont mis deux jours — au lieu d'un seul habituellement — pour approcher leur vaisseau de la station et l'y amarrer. Ils ont dû pour cela utiliser des commandes manuelles car la procédure d'accostage automatique ne fonctionnait plus. Lorsqu'ils ont débarqué à bord de Saliout-7, le 8 juin, ils ont découvert que l'air y était pollué, que les réserves d'eau étaient gelées et que de nombreux équipements étaient grippés par le froid. Un dysfonctionnement des batteries avait privé Saliout-7 d'énergie. Au bout d'une dizaine de jours de travail, les deux « réparateurs » sont parvenus à remettre en état l'alimentation électrique et à dégelier les diverses installations. Les contacts radio avec la Terre ont été rétablis. C'est sans doute par mesure de précaution que les cosmonautes sont sortis dans l'espace, le 2 août, pour équiper la station de panneaux solaires supplémentaires afin d'augmenter ses réserves en énergie.

## L'INRIA devient un établissement public à caractère scientifique

L'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) a un nouveau statut. Par un décret paru au *Journal officiel* du 4 août, il devient un établissement public national à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'industrie.

Après d'autres organismes de recherche comme le Centre national de la recherche scientifique ou l'Institut national de la recherche agronomique, c'est maintenant au tour de l'INRIA de voir son organisation

et son fonctionnement réformés conformément à la loi d'orientation et de programmation de la recherche en juillet 1982. Cet établissement sera désormais doté d'un conseil d'administration qui comprendra des représentants du personnel, d'un conseil scientifique et d'une commission chargée de l'évaluation des équipes de recherche et des personnels scientifiques. D'autre part, cet institut spécialisé dans l'informatique de pointe pourra lui aussi constituer des filiales et prendre des participations financières dans des sociétés.

## De Cogolin à l'Elysée...

### ou les mésaventures d'un marchand de glaces

Un marchand de glaces de Cogolin (Var), M. Daniel Auclair, quarante-deux ans, a été interpellé à cinq reprises entre le vendredi 2 août et le lundi 5 août par la police parisienne, après avoir manifesté au volant de sa voiture devant l'Elysée et le ministère de l'Intérieur.

M. Auclair, qui pratiquait depuis plus de dix ans contre les arrêtés municipaux interdisant la vente ambulante sur les plages du Var, a également été retenu pendant vingt-quatre heures à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, où il avait été dirigé, samedi, par les policiers.

Brandissant une banderole demandant au préfet de police « Faut-il être fou pour protester contre les abus du pouvoir », M. Auclair a de nouveau été interpellé lundi, à son deuxième passage, place Beauvau.

Le marchand de glaces, qui entend « passer devant l'Elysée aussi longtemps que Mitterrand et Joxe ne s'intéresseront pas à [son] problème », affirme que, depuis le début de la saison, ses crèmes glacées ont été confisquées et détruites à soixante-dix reprises par la police du Var.

Propriétaire d'une patinoire entreprise employant une trentaine de vendeurs saisonniers, M. Auclair proteste également contre le fait que les glacières servant à entreposer les crèmes soient saisies sans jugement. Selon lui, les vacanciers sont favorables à « 100 % » à la vente de glaces sur les plages et les arrêtés préfectoraux et municipaux interdisant celle-ci pour des raisons sanitaires ne servent, affirme-t-il, qu'à protéger le monopole des cafés installés en bord de mer.

## LE BRÉVIAIRE DU CARABIN

illustré par les Humoristes Associés

Véritable florilège des Salles de Garde

Le recueil des chansons de salle de garde, pratiquement introuvable, est réédité par l'ASGP (Association des Salles de Garde de Médecins et Pharmaciens).

ÉCLECTIQUE Redécouvrez toutes les chansons qui ont fait votre joie, des blues comme *A Trianon* ou *La Pite Huguette*, ou des chansons plus musclées comme la *Chanson de Lourine*, celle de *Bicêtre* ou les fameuses *Stances à Sophie* en passant par la pauvre *Charlotte* qui eut la prétention de se passer des hommes, *l'Invalide à la pive de bois* et les *chaises pissees*. Connaissiez-vous tous les couplets du *Plaisir des Dieux* et vous remémorez-vous les 31 refrains tous d'une musique différente et l'ébouriffante *Pau de Couille*?

PAILLARD Plus de soixante illustrations des plus grands dessinateurs humo-

ristes de notre temps accompagnent ces textes luxueux et ne leur cèdent en rien en grivoiserie. 14 hors textes originaux sont signés Laville, Mose, Sabatier, Siné, Serre, Trez...

RAFFINÉ Imprimé sur papier couché mat de 100g, l'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu collé sous une couverture rigide illustrée, dorée, pelliculée sur fond noir. 500 exemplaires de collection reliés plein cuir vous sont proposés.

DROIT DE RETOUR Le prix de l'ouvrage est de 168 F (288 F pour la reliure plein cuir) et vous pourrez bénéficier du droit de retour dans les dix jours en cas de déception.

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de □ 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F □ 288 F + 21,60 F de frais de port, soit 309,60 F pour l'exemplaire relié plein cuir.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville .....

Date .....

Signature .....

Je joint mon règlement que j'adresse à l'A.S.G.M.P., 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.

## DEUX SOVIÉTIQUES DEMANDENT L'ASILE POLITIQUE À LA SUÈDE

200 kilomètres à pied à travers la presqu'île de Kola

Stockholm (AFP). — Deux Estoniens, âgés de vingt-cinq et vingt-huit ans, ont demandé l'asile politique à la Suède, après avoir traversé à pied durant deux semaines la zone interdite militaire de la presqu'île de Kola, a annoncé, le lundi 5 août, le journal conservateur *Svenska Dagbladet*.

Selon le quotidien, les deux hommes ont raconté qu'ils avaient quitté Leningrad en train pour Mourmansk le 5 juillet. Ils emportaient pour quinze jours de vivres (miel, chocolat, flocons d'avoine), ainsi qu'une boussole et une carte militaire de la presqu'île de Kola.

Ils ont marché de nuit pour couvrir les 200 kilomètres séparant Mourmansk de la frontière finlandaise, en observant les plus grandes précautions afin d'éviter les patrouilles militaires et les groupes de bûcherons travaillant dans la région. Ils disent avoir éprouvé de grandes difficultés à s'orienter, leur carte s'étant révélée inexacte et leur boussole étant constamment dérangée par la forte teneur métallique du sous-sol.

Leurs vivres étant épuisés, les deux hommes ont bu l'eau des ruisseaux et mangé des feuilles, avant d'arriver à bout de forces en Finlande, où ils disent avoir été accueillis clandestinement par un « paysan généreux » qui ne les a dénoncés à la police — qui les aurait renvoyés en URSS — qu'après les avoir accusés d'être des espions.

Après les avoir nourris et hébergés durant quelques jours, ont-ils raconté, les deux hommes ont été conduits en voiture quelques 500 kilomètres plus au sud, à la pointe du golfe de Botnie, pour les faire entrer en Suède à Haparanda. « Vous êtes maintenant en sécurité », leur a-t-il dit après avoir traversé la frontière où les contrôles sont pratiquement inexistantes.

Cent quatre-vingts journalistes lancent un appel en faveur de la libération de leur confrère libanais Florence Raad

Cent quatre-vingts journalistes français et étrangers en poste à Paris ont signé un appel en faveur de la libération de la journaliste libanaise, titulaire d'une carte de presse française, Florence Raad, « enlevée le 17 mai entre Châteaufort et Beyrouth (le Monde des 7 et 18 juin) ». Selon l'appel, « les informations attestées par la Croix-Rouge libanaise confirment que Florence Raad est encore en vie mais toujours détenue ». Les signataires témoignent de « l'intégrité intellectuelle » et de

« l'honnêteté professionnelle » de leur confrère, et « insistent auprès de ceux qui la retiennent pour que soit mis fin à sa détention arbitraire ».

L'appel est soutenu par l'Association de la presse étrangère, l'Association de la presse diplomatique et par plusieurs personnalités politiques, dont M. Chirac, maire de Paris, et M. Létourneau, député. M. Dumas, ministre des relations extérieures, a affirmé au comité de soutien que la France « défend avec détermination la cause de tous les enlevés » au Liban.

« Comité de soutien pour la libération de Florence Raad, chez Chantal Deschamps, 64, rue de Crimée, 75019 Paris. Tél. : (1) 206-15-57.

« Au Chili, M<sup>me</sup> Andrea Hales retrouvée vivante. — L'opposante chilienne M<sup>me</sup> Andrea Hales, qui avait disparu, dimanche 4 août, à Santiago, a été retrouvée en vie lundi dans une rue de la capitale (le Monde du 6 août). Selon son père, ancien ministre et dirigeant du Parti démocratique chrétien, elle a été frappée et soumise à un interrogatoire par ses ravisseurs. — (AFP.)

Sur CFM de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 6 AOUT « le Monde » reçoit CHRISTIAN GAY-BELLIE ingénieur des Fêtes et Fairs avec COLETTE GODARD

MERCREDI 7 AOUT DOMINIQUE D'HOMBRES correspondant du Monde à Moscou avec JEAN-MARIE DUPONT

## LA PROMESSE DE VENTE DES IMMEUBLES PARISIENS DU « MONDE » A ÉTÉ SIGNÉE LUNDI

Le plan de redressement approuvé le 31 mai dernier par l'assemblée générale extraordinaire de la SARL Le Monde (le Monde du 4 août) impléait entre autres la vente des immeubles que notre journal possède à Paris, rue des Italiens et rue du Helder, étant entendu que nous continuerions de les utiliser en attendant que nos moyens d'impression soient concentrés sur un seul site. Des contacts ont donc été pris aussitôt avec divers groupes immobiliers intéressés à l'achat desdits immeubles. La vente d'aboutir à la signature, le 5 août, d'une promesse de vente à la société ARC et C<sup>o</sup> (Aménagement-Rénovation-Construction), société d'ingénierie financière et immobilière liée au groupe Worms.